

LA COMMUNE D'ALGER

(1870-1871)

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-Lettres

présentée par

Claude MARTIN

Licencié ès lettres

PARIS - 8^e

ÉDITIONS HERAKLÈS

17, Rue de Constantinople

1936

*Thèse compl.
Paris 1936.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549922_0040

LA COMMUNE D'ALGER

(1870-1871)

LA COMMUNE D'ALGER

(1870-1871)

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-Lettres

présentée par

Claude MARTIN

Licencié ès lettres

PARIS - 8^e

ÉDITIONS HERAKLÈS

17, Rue de Constantinople

1936

* 38554.



A mon ami Gabriel Charpentier.

Abréviations

Arch. Nat. : Archives Nationales.

Arch. Gouv. Gén. : Archives du Gouvernement Général de l'Algérie.

Actes Gouv. D. N. : Actes du Gouvernement de la Défense Nationale.

Rap. La Sicotière : Rapport de M. de la SICOTIÈRE.

Arch. Min. Guerre : Archives du Ministère de la Guerre.

AVANT-PROPOS

L'histoire de la Commune d'Alger est encore peu connue. Le rapport de la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale, « l'Algérie en 1870-1871 », donne bien d'abondants détails sur l'agitation des radicaux algérois à la chute de l'Empire, mais son auteur, entraîné par des préoccupations politiques à relier le mouvement algérien à la révolution parisienne, avec laquelle il eut, en effet, quelques points communs, donna souvent une interprétation erronée des faits. Depuis, ces événements n'avaient plus été étudiés, malgré leur intérêt réel.

Avant tout, ce fut un mouvement colonial, l'aboutissement de la longue lutte que la population civile avait menée contre la domination militaire depuis le règne de Louis-Philippe. Des hommes ardents, dont beaucoup avaient été transportés en Algérie après le 2 décembre 1851, avaient l'occasion de prendre leur revanche de tous les maux qu'ils avaient endurés. A la faveur du désordre qu'avaient provoqué la chute de l'Empire et la guerre, ils essayèrent de donner à la Colonie le régime idéal dont ils discutaient depuis vingt ans. La résistance que leur opposèrent les débris du pouvoir central provoqua des désordres plus fréquents que graves. Elle suffit à arrêter leur élan et à empêcher la réalisation de projets chimériques, comme cette république indépendante d'Algérie, qu'ils envisagèrent un instant et dont l'essai aurait pu causer de grands maux.

Il nous a semblé intéressant de retracer l'histoire de cette crise en tenant compte de son caractère algérien. Les documents de la Commission d'enquête parlementaire, ceux des Archives Nationales, nous ont permis cette étude, qui aurait pu être plus précise si les archives algériennes de l'époque n'étaient pas d'une extrême pauvreté. Les quelques collections de journaux et les rares pièces d'archives qui subsistent à Alger, complètent les documents officiels, mais on ne saurait trop déplorer l'absence

de documents familiaux ou la perte des cahiers de procès-verbaux de clubs qu'on a vainement recherchés.

Il nous reste, pour finir, à remercier Messieurs les Archivistes des Archives Nationales, du Gouvernement Général de l'Algérie, et de la ville d'Alger, qui ont bien voulu nous donner d'utiles renseignements et nous ont permis de réaliser une grande économie de temps. Nous le faisons très sincèrement.

CHAPITRE PREMIER

L'Algérie à la fin de l'Empire

I. — LES REGIMES ALGERIENS SOUS L'EMPIRE

La population civile de l'Algérie avait accueilli l'Empire sans enthousiasme, avec méfiance même, puis elle avait accepté le fait accompli et attendu du gouvernement impérial les réalisations coloniales que le prince-président avait annoncées (1).

Elle demandait avant tout une constitution définitive qui, inspirant confiance, permettrait de faire appel aux immigrants et aux capitaux européens (2). L'Empire s'engageant à la lui donner, elle se résignait à la perte de ses libertés pour obtenir la richesse.

Mais les promesses impériales n'avaient pas été tenues. L'indécision qui caractérise le règne de Napoléon III ne fut jamais aussi nette qu'en matière algérienne. Pris entre son désir de plaire aux colons et celui de ménager l'armée, qui se prononçait pour le maintien du régime militaire tel qu'il avait fonctionné avant son avènement, l'Empereur flottait, tentait des expériences et finalement ne prenait aucune décision.

Depuis que la résistance indigène avait été brisée, un long conflit opposait la population coloniale à l'armée. Celle-ci estimant que sa tâche n'était pas finie, qu'il lui fallait encore conquérir la Kabylie et le Sud-Algérien et veiller à ce qu'une insurrection indigène n'éclatât pas, refusait de se dessaisir de

(1) A Bordeaux, Louis-Napoléon Bonaparte avait déclaré : « En face de Marseille, nous avons un vaste royaume à assimiler à la France ». L'opinion algérienne avait vu là, l'annonce d'un programme colonial.

(2) Discours du Baron Jérôme David au Corps Législatif, Cf *Echo d'Oran*, 20 juillet 1865.

l'administration du pays. Les colons, au contraire, demandaient un régime civil et les mêmes droits politiques que leurs compatriotes de la Métropole.

La Deuxième République avait semblé favorable aux doléances des civils. Elle avait donné l'administration des provinces à des préfets, une représentation parlementaire, des Conseils municipaux élus, mais les généraux d'Afrique siégeant au Parlement et au Gouvernement s'étaient opposés à ce qu'on allât plus loin, puis la République sans les républicains avait rétabli la prééminence des généraux sur les préfets, dissous les Sociétés républicaines et les Conseils municipaux que des Commissions remplaçaient (1). Le rétablissement de l'Empire n'avait fait que consolider la position de l'armée et accentuer la réaction. Issu d'un coup d'état militaire, réalisé par un « Africain », le nouveau régime devait satisfaire ses officiers. Le Ministère de la Guerre continua à diriger les services de la Colonie. Le décret du 2 février 1852 retira aux Algériens le droit de vote, celui du 8 juillet 1854 confia la nomination des maires et de leurs adjoints au chef de l'Etat. Sensibles à la perte de leurs droits civiques et se plaignant des progrès médiocres de la colonisation, les colons réclamaient la fin de ce régime hybride et l'instauration d'un gouvernement civil (2).

L'Empereur sembla lui donner satisfaction en 1858, en supprimant le Gouvernement général et en créant un Ministère de l'Algérie et des Colonies, dont il donna la direction à son cousin, le prince Jérôme Napoléon (3).

Libéral, ce dernier ne craignait pas de s'entourer de collaborateurs aussi peu orthodoxes que le républicain Crémieux pour réorganiser l'Algérie. La suppression du Gouvernement général qu'avaient occupé uniquement des militaires, la création de Conseils généraux où il admettait même la représentation des indigènes musulmans ou israélites (4), marquaient le début d'une évolution vers le régime civil. Mais le prince, ne pouvant pas réaliser tous ses desseins, se retira le 7 mars 1859 et sous son successeur, le comte de Chasseloup-Laubat, aucune modification ne fut apportée.

Au contraire, après le voyage des souverains à Alger, Napo-

(1) Cf. CH.-A. JULIEN, *Les conflits entre les Généraux et les Préfets sous la deuxième République*.

(2) Cf. Les campagnes de Clément Duvernois reproduites dans son ouvrage : « L'Algérie, ce qu'elle est, ce qu'elle doit être ».

(3) Décret du 24 juin 1858.

(4) Décrets du 31 août et du 27 octobre 1858.

l'éon III, qui avait déjà apprécié la bravoure des tirailleurs, ébloui par les fantasias et le prestige des grands chefs, cessa de s'intéresser à la colonisation et ne chercha plus que le moyen de sauvegarder les droits et les biens des indigènes. Persuadé que ces féodaux ne pouvaient obéir qu'à des hommes d'épée, il supprima le Ministère spécial, rétablit le Gouvernement général de l'Algérie et nomma à ce poste le maréchal Pélissier, vaillant soldat, mais homme rude, violent, et dont les démêlés avec les colons, au temps où il dirigeait la division d'Oran, étaient encore présents à toutes les mémoires (1).

À la mort du maréchal, ce régime fut aggravé. La direction générale des services civils au Ministère de la Guerre fut supprimée et, dans les provinces, les préfets subordonnés aux généraux de division (2). Le maréchal de Mac-Mahon succéda à Pélissier. L'Algérie allait connaître le gouvernement militaire dans toute sa rigueur.

On aurait tort de trop prêter foi aux doléances des colons et de croire à la tyrannie. Les préfets gardaient le soin d'administrer la population civile, les Conseils généraux — nommés il est vrai, et non élus — à discuter le budget provincial, mais les conseillers devaient se borner à approuver l'action de l'Administration ou à n'émettre que de timides critiques sous peine de perdre leur siège. La presse, souvent frondeuse, était surveillée plus étroitement encore qu'en France. Les avertissements lui étaient prodigués si généreusement, qu'après quelques mois les journaux, menacés de suspension, étaient réduits, pour éviter un troisième rappel à l'ordre, à reproduire des articles parus déjà dans la presse métropolitaine ou à publier d'insipides relations des menus faits de la vie locale. La liberté d'opinion si chère aux gens du XIX^e siècle était en fait complètement abrogée.

Le régime militaire ne pouvait pas, en effet, tenir compte de l'opinion publique, car il était destiné non pas à l'administration des Européens, mais au gouvernement des indigènes. L'Empereur, dans ses deux célèbres lettres à Pélissier et à Mac-Mahon, avait, en 1863 et en 1865, exposé ses idées sur l'Algérie (3).

Frappé de la diversité des populations, il avait remarqué la

(1) Décrets du 24 novembre et du 18 décembre 1860. — Ch.-André JULIEN, op. cit.

(2) Décret du 7 juillet 1864.

(3) *Lettre sur la propriété arabe au Maréchal Pélissier*, 6 février 1863. *Lettre au Maréchal de Mac-Mahon sur la politique de la France en Algérie*, 4^e partie, 20 juin 1865.

misère des fellahs, et montrant assez peu de sympathie pour les émigrants étrangers qui venaient s'installer dans ce pays, il avait entrepris de les protéger contre l'avidité des usuriers et des colons.

« J'aime mieux utiliser la bravoure des Arabes que de presurer leur pauvreté, disait-il, rendre les colons riches et prospères que d'importer à grands frais des émigrants étrangers. »

C'était, en somme, l'arrêt de la colonisation que désirait l'Empereur.

Son programme fut strictement appliqué. Les indigènes étaient soigneusement séparés des Européens. Ils conservaient leurs grands chefs, leur législation religieuse, leurs coutumes. Les aghas et les caïds étaient reçus et honorés par le Gouvernement général et les généraux. L'Empereur lui-même ne dédaignait pas de les admettre aux Tuileries ou à Compiègne. Les bureaux arabes, que dirigeaient des officiers préparés à cette tâche délicate, administraient les indigènes en collaboration avec leurs chefs, et surtout surveillaient ceux-ci. Ces grands féodaux aimaient, en effet, la poudre, et leurs rivalités de çofs engendraient des intrigues, des alliances compliquées et parfois des guerres et des soulèvements. Les bureaux arabes s'efforçaient d'étouffer ces mouvements et ils y réussissaient le plus souvent. Lorsqu'un grand seigneur s'était révolté, on lui infligeait quelque disgrâce temporaire, puis on lui pardonnait. La volonté de respecter les traditions indigènes était telle, en effet, qu'on admettait ces désordres comme des manifestations normales du caractère berbère.

Cependant, l'administration militaire ne prétendait pas maintenir intégralement cet état de choses. Elle cherchait, tout en ne heurtant à aucun moment les sentiments des Musulmans, à les rapprocher des Européens. Elle minait la puissance des grands féodaux en traitant souvent en dehors d'eux avec leurs vassaux, elle opposait les « hommes de Zaouïa » aux seigneurs héréditaires, elle s'efforçait de placer à la tête des çofs des hommes qui, devant à la France leur élévation, lui resteraient fidèles (1). Enfin, en cherchant à implanter la propriété individuelle chez ces gens dont la plupart n'avaient connu jusqu'alors que l'organisation communiste, en faisant de ces nomades des paysans attachés à leur soi, elle comptait opérer une révolution profonde dans l'âme berbère et amener ainsi la fusion avec les

(1) Arch. Gouv. Cal. EE. 30. Rapport du 15 avril 1871.

Européens. Il ne s'agissait pas, comme on l'a cru, de maintenir la société arabe en vase clos, mais de gagner la confiance des Musulmans en respectant leur foi et leur organisation ancestrale, afin de les assimiler plus tard.

« L'autorité militaire que l'on désigne généralement sous le nom de bureaux arabes, n'a d'autre but que d'amener le plus tôt possible cette fusion qui, lorsqu'elle sera faite, permettra l'établissement du régime civil » (1), écrivait Mac-Mahon.

Cette doctrine pouvait séduire. En réalité, elle présentait de grosses difficultés. Les fellahs, attirés par la perspective de vendre leurs récoltes à la ville, ne faisaient plus de réserves pour les années de disette ou les ensemencements, et, en dépit de l'Empereur, restaient la proie des usuriers.

La protection du paysan indigène restait un leurre. Par contre, la colonisation ne se développait plus. De 1860 à 1870, l'Administration ne fonda que onze villages et n'implanta que 4.580 colons (2). En fait, elle entravait toute l'activité de la colonie, sa durée interdisait tout espoir de progrès.

Le Gouvernement demeurait fidèle à cette institution malgré les protestations des colons et de certains hommes politiques. « Cela va tout seul », répondait un sénateur à l'un d'eux (3).

Ce n'était pas l'avis des Français d'Algérie.

II. — LA POPULATION ALGERIENNE

Le caractère cosmopolite de la population algérienne, qui déplaisait tant à l'Empereur, aurait dû le rassurer. Les étrangers venaient faire fortune en Algérie. Méditerranéens, frustes pour la plupart, sans idée politique, conservant avec leur patrie des liens assez vagues, ils ne constituaient aucun danger pour l'ordre public. Il n'en était pas de même des Français. Ceux-ci servaient le régime ou le détestaient. Les premiers, militaires ou fonctionnaires, venaient dans la colonie pour obtenir un avancement rapide. L'Algérie, grâce à ses fréquentes insurrec-

(1) Arch. Gouv. Gén. EE. Mac-Mahon au Ministre de la Guerre, 2 juin 1868.

(2) MALLARME. *L'organisation gouvernementale de l'Algérie*, p. 54.

(3) Discussion de l'adresse au Sénat, janvier 1864. M. le Marquis de Boissy. — « L'Empereur a parlé de l'Algérie. Pas un seul mot de l'Algérie » (dans le texte de la Commission).

Le général Marquis de Lawœstine. — Cela va tout seul.

Le Marquis de Boissy. — Cela va tout seul, « oui ».

tions, offrait aux officiers de belles occasions de se distinguer. Avec ses grandes chasses, ses fantasias, la liberté d'action qu'on y avait, elle était plus attrayante que la métropole, dont la vie de caserne pouvait être insipide. Pour les fonctionnaires, au contraire, c'était l'exil, dans des villes peu plaisantes, où la bonne société manquait totalement ; aussi n'aspiraient-ils qu'à leur retour en France (1).

Les colons ne frayaient pas avec les représentants de l'Empire. Il y avait parmi eux d'anciens militaires qui, à leur retraite, s'étaient fixés dans le pays, des hommes d'affaires, des aristocrates parfois, comme le baron de Vialar à Alger ou Dupré de Saint-Maur à Oran, qui cherchaient dans la colonisation l'épanouissement de leur activité et un placement avantageux pour leurs capitaux. Mais la majorité était composée de pauvres hères venus chercher fortune ou se faire oublier, ouvriers ou bourgeois déclassés professant d'ordinaire des théories politiques fort avancées, peu respectueux du pouvoir impérial et de l'Eglise, mais, par contre, favorables à une révolution sociale qui, en faisant régner sur la terre l'égalité, réparerait à leur égard l'injustice du sort.

Les déportés politiques constituaient l'élément le plus vigoureux de l'opposition, son élite. Dès la révolution de Juillet, on avait envoyé en Algérie les vainqueurs les plus ardents, gens peu recommandables en général, qu'on avait vainement essayé d'incorporer dans l'armée. Ce précédent assez peu heureux, inspira pourtant, après les journées de juin 1848, le Gouvernement, qui transporta en Algérie un certain nombre d'insurgés parisiens. Après le Coup d'Etat de 1851, beaucoup de républicains y furent déportés et soumis à un traitement rigoureux. On employait aux travaux publics et aux travaux d'assainissement, œuvre malsaine et pénible, comme de vulgaires malfaiteurs, des hommes que rien n'avait préparés à cette tâche. Puis, le régime, s'étant affermi, relâcha sa surveillance, certains exilés purent se créer des ressources. Avocats, journalistes, médecins, reprirent leur ancien métier, d'autres se firent colons, plus favorisés que leurs compagnons qui traînaient une vie besogneuse, mais tous nourrissaient une haine profonde à l'égard des hommes qui avaient brisé leur vie. Et, ces griefs personnels s'ajoutant aux raisons d'ordre politique qui les

(1) *Rapport de la Sicotière*, page 2.

opposaient à l'Empire, faisaient d'eux les ennemis acharnés de ce régime et de ses serviteurs (1).

Cette élite exerça sur la masse des colons une influence qui devint de plus en plus considérable à mesure que l'Empire précisait sa politique de protection des indigènes (2). Les Français d'Algérie regrettaient sans doute les droits politiques dont l'exercice caractérisait à leurs yeux le citoyen, mais ils se seraient résignés à leur perte s'ils avaient pu s'enrichir. Ils rêvaient d'une conquête du sol sur l'indigène qui aurait achevé la conquête du pays. Les Arabes occupaient trop de terres qu'ils ne cultivaient pas ou qu'ils ne mettaient pas en valeur, comme ils l'auraient dû. Leur nomadisme, leurs méthodes primitives de culture, leur paresse, étaient autant de prétextes invoqués par certains Français pour justifier leur « refoulement » ou leur « cantonnement ». On aurait rejeté vers le Sud du Pays les indigènes, qui auraient trouvé dans ces espaces incultes assez de place pour mener en paix leur vie pastorale. Les terres du Tell seraient partagées et distribuées en partie aux colons et aux émigrants. Une telle opération devait, pensaient-ils, faire de l'Algérie une nouvelle Amérique, attirer des milliers d'émigrants qui, jusqu'alors, ne se dirigeaient que vers le Nouveau Monde. En tout cas, elle aurait assuré une extension considérable et immédiate de leurs biens (3). Ces plans se heurtant au refus absolu du gouvernement militaire, les colons souhaitaient de pouvoir s'administrer eux-mêmes pour les exécuter. Le régime civil c'était, pour eux, le droit d'exécuter sans pitié les indigènes qui se révolteraient, en même temps, que la liberté pour eux-mêmes et l'égalité avec leurs compatriotes de la métropole.

L'unanimité se réalisait sur ce point, mais les théoriciens algériens se divisaient lorsqu'ils discutaient de la forme qu'il convenait de donner à l'Algérie libre. Les uns penchaient pour

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Rapport de la Sicotière, p. 2; déposition Warnier, p. 261.

(2) *Ibid.* Déposition du Bouzet. « En Algérie nous sommes républicains et, depuis que Napoléon III a prononcé en 1863 le mot de « Royaume arabe », ennemis acharnés de l'Empire. Pour nous, l'Empire, le Royaume arabe, la ruine de la colonisation française c'est tout un », page 232.

(3) Cl. DUVERNOIS, op. cit. Voir des campagnes de l'« Algérie nouvelle ». « L'Akh-bar », de « la Colonisation », de « la Seybouse », de la « Zéramna », de « l'Echo d'Oran », à partir de 1858 surtout. Les déclarations des témoins dans l'enquête agricole du Comte Le Hon : « L'Etat, libre de partager le sol à sa guise, donnera à chacun ce qu'il peut exploiter », écrivait Duvernois (p. 269 et suiv.), et il prévoyait qu'en laissant 20 hectares à chaque famille indigène du Tell, il resterait aux colons 6 millions d'hectares à cultiver.

l'assimilation à la France, les autres pour une large autonomie sur le modèle des dominions britanniques.

« L'Algérie n'est pas une colonie, c'est une terre française », écrivait Duvernois. Il préconisait la constitution d'un ministère spécial fonctionnant à Alger, dont le chef serait assisté d'un Conseil Général de l'Algérie et de Conseils départementaux. Cependant, les services de l'instruction publique, des finances et de la justice dépendraient toujours des ministères français. Les indigènes, sauf en matière de religion et de statut familial, devraient suivre les lois françaises. Les étrangers possesseurs d'un immeuble pourraient, après deux ans de résidence, être naturalisés et leurs enfants, sauf s'ils le refusaient à leur majorité, deviendraient Français automatiquement.

Il s'agissait, en somme, de fondre dans le creuset algérien des individus des origines les plus diverses, sans tenir compte de leurs mœurs et de leur éloignement du caractère français. La soumission aux lois françaises, une amélioration de leur vie obtenue par la mise en valeur du pays, devaient rendre un kabyle ou un aragonais semblables à un paysan du Berry (1).

A cette conception, qui avait été réalisée en partie en 1858 par le ministère de l'Algérie, dont l'échec avait été évident, devait succéder, au moment de la politique du royaume arabe, une théorie bien plus radicale : l'autonomie algérienne. Au ministère de l'Algérie, on substituait un gouvernement central, appuyé sur un Parlement colonial élu par la population, nommant son président et fonctionnant en toute indépendance sous le contrôle d'un lieutenant de l'Empereur. Tous les habitants de la Colonie seraient électeurs, mais leur représentation ne serait pas proportionnelle, afin de maintenir la prépondérance du groupe français (2). Dans la pensée de certains publicistes, cette organisation devait constituer une étape vers un état libre d'Algérie. Le caractère cosmopolite des émigrants leur faisait croire que les Algériens proclameraient un jour leur indépendance comme les colons des Etats-Unis d'Amérique. Il importait de prévoir cet événement et de « chercher des moyens non pour l'empêcher, mais pour le rendre pacifique (3). Dans l'ensemble cependant, la presse protestait de son attachement

(1) Cf. DUVERNOIS, op. cit.

(2) A. BERTHOUD, *L'autonomie de l'Algérie*. — DARU, dans *l'Akhbar*, février 1866. — A. LAMBERT, dans *l'Algérie Nouvelle* et *l'Echo d'Oran*, mai-juin 1861.

(3) CAPO DE FEUILLIDE, *L'Algérie française*, pp. 387 à 390. — A. LAMBERT, dans *l'Akhbar*, 20 août 1863. — COURTOIS, dans *l'Echo de Sétif*, 30 avril 1863.

à la France, car la suppression du journal de Duvernois, « L'Algérie Nouvelle », rendait prudents les confrères de celui-ci, mais il existait parmi les déportés d'assez nombreux partisans de cette solution pour un avenir encore lointain.

Ces débats d'idées ne divisaient pas les colons dans leurs revendications contre le régime militaire. Avec le temps, l'hostilité envers celui-ci s'était muée en un violent antimilitarisme. On reprochait à l'armée sa participation « au crime du Deux Décembre », sa fidélité à l'Empire. Le service militaire était vivement critiqué. Il était « tyrannique », il ruinait la nation. Avec ce système vicieux, « la France était une caserne au lieu d'être une nation » (1). C'étaient les sentiments des républicains de la métropole, rendus plus violents par les froissements que faisait naître dans des villes d'importance moyenne le contact de militaires hautains et d'exilés aigris. Et puis surtout, l'armée c'était les bureaux arabes. Cette institution symbolisait le despotisme militaire, le régime du bon plaisir. On racontait que les officiers des bureaux arabes s'entendaient avec les chefs indigènes pour piller leurs sujets, qu'ils organisaient des révoltes pour prolonger leur règne et montrer leur utilité. Qu'un scandale comme celui du capitaine Doineau éclatât et tous les officiers étaient représentés comme autant de brigands (2). Ils étaient les obstacles à l'assimilation des indigènes, ils les maintenaient dans le fanatisme et l'abêtissement. Enfin, ils empêchaient la colonisation européenne. Inutiles et néfastes, ils devaient disparaître pour que l'Algérie pût accomplir sa destinée. « Le principe militaire est incompatible avec le principe de la colonisation », disait Duvernois. La colonisation exigeait donc la suppression du régime militaire et la subordination de l'armée à l'élément civil.

III. — LA REFORME ALGERIENNE

Il y avait beaucoup d'injustice dans ces critiques, mais le régime militaire et la conception du royaume arabe avaient un défaut capital : ils tendaient à maintenir un état de fait périmé. Les crises agricoles, les famines et les épidémies qui

(1) BÉZY, *La vérité sur le régime militaire en Algérie*, p. 15 et 23 et seq.

(2) Le capitaine Doineau avait été condamné à mort le 23 août 1857 pour avoir organisé l'assassinat de l'Agha Ben Abdallah. Grâcié, il réussit à s'évader et fut plus tard le complice de l'évasion de Bazaine.

frappèrent l'Algérie soulignèrent cruellement les imperfections de la Société orientale, dont Napoléon avait voulu respecter les cadres. Plus de 500.000 indigènes étaient morts en quelques années (1). Le Gouvernement dut reconnaître qu'il avait fait fausse route. Une Commission d'enquête agricole du Corps législatif entendit les doléances des colons qui exprimaient leur découragement et dénonçaient le « régime du sabre ». Son président, le comte Léopold Le Hon, membre de la majorité, se fit, à son retour, leur porte-parole. L'Empire autoritaire s'était toujours opposé aux réformes algériennes. Au mois de juillet 1868, Jules Favre et ses collègues républicains ayant demandé l'élection des Conseils Généraux algériens et la représentation de chaque province algérienne au Corps législatif, Rouher avait répondu que les colons ne payant pas d'impôt et échappant à la loi du recrutement, ne devaient pas disposer des droits politiques, et il avait fait repousser ces propositions. Cette fois, le Gouvernement céda et une Commission présidée par le maréchal Randon, ancien gouverneur général de l'Algérie, fut chargée de préparer un projet de constitution.

Cette décision provoqua une activité intense en Algérie. De tous les points de la colonie arrivèrent des pétitions et des adresses précisant les désirs des populations (2). La thèse de l'assimilation avait rallié le plus grand nombre d'adhérents. Le plus connu de ces projets, les « Cahiers Algériens », rédigé par un des vétérans de la colonisation, le docteur Warnier, se prononçait pour la répartition des affaires algériennes dans les départements ministériels de la métropole. Pour assurer la transition, un Gouverneur général civil assisté d'un Conseil de trente membres élus au suffrage universel représenterait à Alger l'ensemble du Cabinet. Mais, dès qu'on pourrait s'en passer, on les supprimerait et les départements algériens seraient administrés de même façon que les départements français. Enfin, trois députés algériens siègeraient immédiatement au Corps législatif.

Les députés favorables à l'Algérie intervinrent alors de nou-

(1) Au recensement de 1866, la population musulmane comptait 2.652.072, en 1872 : 2.125.052.

(2) Pétition de 3.650 habitants de la province de Constantine au Corps Législatif, novembre 1869. Les Français de l'Algérie au Corps Electoral de France, Alger 1869. Pétition adressée au Sénat sur le projet de constitution de l'Algérie, Miliana, 15 août 1869. A nos concitoyens de France, Alger, 5 décembre 1869. Adresse des Algériens au Corps Législatif, Alger 1870. Pétition du 25 février 1870 à MM. les Députés des 89 départements de France (*Cahiers Algériens*).

veau. Sur une interpellation du comte La Hon, de longs débats s'engagèrent au Corps législatif et, après plusieurs jours de discussion, l'Assemblée vota à l'unanimité un ordre du jour favorable au régime civil (1).

L'opinion algérienne en sut peu gré au Gouvernement. Alors que les milieux militaires manifestaient leur émotion, que Mac-Mahon donnait sa démission en apprenant ce désaveu, elle se montrait méfiante. Il y avait dix-huit ans qu'on lui avait promis une Constitution qui était encore dans les limbes, elle se demandait si le régime civil n'aurait pas le même sort. Aussi demandait-elle vivement l'exécution des projets gouvernementaux.

La préparation du plébiscite donna le branle à toute l'opposition républicaine. Le Gouvernement impérial ayant déclaré que la presse aurait toute liberté de discussion pendant la durée du plébiscite, les républicains avaient obtenu de Mac-Mahon la même faveur, et avaient fondé à Alger de nouveaux journaux : « L'Algérie Française », « La Démocratie Algérienne », qui correspondaient au « Siècle » à Paris, et « Le Colon », dont les tendances jacobines faisaient songer au « Rappel » et à « La Marseillaise ». Par précaution, ils reproduisaient les articles les plus violents de ces journaux, car l'Administration algérienne ne pouvant pas proscrire ce que le Gouvernement de Paris autorisait, étant rendue impuissante de ce fait (2). Ils faisaient le procès du Deux Décembre, dressaient le bilan sanglant des guerres ou des expéditions inutiles, des dépenses somptuaires, des folies du royaume arabe. Des réunions publiques présidées à Alger par le Docteur Warnier, Bertholon, un ancien représentant du peuple sous la seconde République, et un autre vétéran républicain, Joly, engageaient à voter « non ». A Constantine, la présence de Jules Favre avait déterminé un mouvement plus vigoureux encore. Contre eux, les gens d'ordre montraient peu d'énergie et leur manque d'expérience du système électoral les desservait encore. La partie n'était pas égale (3).

(1) Corps Législatif, séances des 7, 8 et 9 mars 1870. « Le Corps Législatif, après avoir entendu les déclarations du Gouvernement sur les modifications qu'il se propose d'apporter au régime législatif auquel l'Algérie est actuellement soumise et considérant que dans l'état actuel des choses en Algérie, l'avènement du régime civil paraît concilier les intérêts des Européens et des Indigènes, passe à l'ordre du jour ». Voté par 242 voix contre 0.

(2) Arch. Gouv. Gén. E. E. Mac-Mahon, ministre de la Guerre, 26 février et 28 avril 1870.

(3) Ibid. Mac-Mahon, le Ministre de la Guerre, 4 mai 1870.

Seule la province d'Alger, où les fonctionnaires étaient plus nombreux qu'ailleurs, donna une légère majorité à l'Empire. Celle d'Oran se prononçait nettement contre le régime et, à Constantine, la majorité républicaine était plus forte encore. L'armée, par contre, restait fidèle au régime, bien que le nombre des réponses négatives dépassât les prévisions officielles (1).

Cette défaite locale de l'Empire faisait oublier la majorité qu'il avait obtenue en France. Elle exalta prodigieusement les républicains de la Colonie. L'Empire leur sembla condamné à disparaître sous peu, les progrès du peuple devant avoir raison de l'ignorance et instaurer la démocratie.

Les premières mesures tendant à établir le régime civil les trouvèrent disposés à redoubler leurs attaques et non à collaborer avec l'Etat. Déjà, en 1867, lorsqu'on leur avait rendu le droit d'élire les Conseils municipaux, ils avaient désigné des hommes de l'opposition qui s'étaient signalés par leur zèle anti-clérical (2). Le décret du 11 juin 1870 rendant électifs les Conseils Généraux, leur fournit une nouvelle campagne électorale et une nouvelle occasion de manifester contre l'Empire en favorisant des candidats extrémistes.

« A priori, je suis pour ma part très effrayé de la composition politique de ces Conseils qui ont été élus bien moins dans une pensée administrative que dans celle d'attaquer le Gouvernement dans son principe et les indigènes dans leurs droits de propriété », écrivait le successeur de Mac-Mahon, le général Durieu (3).

A ce moment, la guerre contre l'Allemagne venait d'éclater, mais emportés par leur passion partisane, les démocrates algériens ne voyaient dans cet événement qu'un contre-temps fâcheux qui retardait l'établissement du régime civil. Une victoire française, qui aurait consolidé l'Empire et assuré le prestige de l'armée, aurait pu entraîner le retour au pouvoir des militaires et leur semblait la pire des éventualités. Dix-huit ans d'exil leur avaient fait une mentalité de révolutionnaires, attachés à un idéal étroit dont rien ne pouvait les détourner.

(1) Alger, 5.929 oui contre 5.065 non; Constantine, 2.149 oui contre 4.635 non; Oran, 3.008 oui contre 4.152 non. L'armée et la marine donnaient 30.272 oui contre 6.035 non. — *Ibid.*, 10 mai 1870.

(2) *Arch. Gouv. Gén.* Mac-Mahon, ministre de la Guerre, 10 mai 1870.

(3) *Ibid.* Durieu au Ministre de la Guerre, sans date, N° 466.

IV. — LA CRISE ÉCONOMIQUE

Une situation économique déficiente allait favoriser leurs entreprises. Les dix dernières années avaient été marquées par une sécheresse persistante, mais l'ère des vaches maigres avait été de pair avec les plaies d'Égypte. En avril 1866, les sauterelles s'étaient abattues sur le pays causant de grands dommages à l'agriculture. En juillet, les criquets achevèrent de ravager les champs. Les indigènes n'ayant pas de réserves disponibles, la famine se déclara. Réduits à une misère épouvantable, ils essayaient d'émigrer ou de vivre en volant ou en assassinant les colons ou les marchands qu'ils surprenaient sur les routes. Certains, pour ne pas mourir de faim, mangeaient des herbes ou même la chair des cadavres. On connut même quelques cas d'anthropophagie (1). Le choléra se déclara au mois d'août 1867 dans une population affaiblie et il ne cessa qu'au mois de novembre. Des tremblements de terre détruisirent de nombreux villages. Jamais sous la domination française une telle succession de désastres n'avait autant appauvri le pays.

L'année 1870 avait été meilleure pour la Colonie, mais la sécheresse avait encore gravement éprouvé les colons. Au trois septembre 1870, il n'avait pas plu depuis cinq mois et les hôpitaux regorgeaient de malades (2).

Pour assurer le ravitaillement de la France, les colons avaient travaillé nuit et jour en juillet et en août afin de livrer leurs récoltes aux ports d'embarquement. Hommes et bêtes étaient épuisés. C'est à ce moment que la Banque de l'Algérie prit une décision malheureuse en refusant aux colons la prorogation des échéances qui avaient été accordées dans la métropole. Ayant livré leur blé en France au prix d'énormes fatigues, les agriculteurs, qui ne pouvaient pas rembourser à la banque les avances qu'elle leur avait faites, étaient récompensés par des menaces. L'économie algérienne dépendant de la prospérité des colons, c'était le commerce du pays tout entier qui se

(1) *Presse Algérienne*, 1867-1868. Lettre de l'Archevêque d'Alger Lavigerie aux journaux, 1^{er} janvier 1868. Lettre de Lavigerie à l'Empereur, 22 avril 1868. Abbé BURZET. *Histoire des désastres de l'Algérie*, Alger 1869.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, séance du 26 mars 1874, p. 260 a b.

trouvait compromis. L'inquiétude et la nervosité grandirent de ce fait.

Un autre effet malheureux de la guerre avait été l'arrêt des travaux publics auxquels on employait une dizaine de milliers d'hommes. Le Gouvernement avait suspendu tous les travaux d'assainissement ou de colonisation et licencié ses ouvriers qui étaient revenus dans les villes, et s'étaient concentrés surtout à Alger. Les salaires qu'on leur donnait variaient de 4 à 7 francs étaient trop maigres pour qu'ils eussent de fortes économies. Ces journaliers se trouvèrent donc rapidement réduits à la gêne, puis à la misère, mécontents, aigris, prêts à devenir les soldats de l'émeute révolutionnaire si on les invitait à la révolte (1).

V. — LA SITUATION AU QUATRE SEPTEMBRE

Cette population condamnée à l'oisiveté forcée, ressentait vivement les désastres de la guerre. L'armée d'Afrique commandée par Mac-Mahon, avait subi des pertes très élevées à Wissembourg, à Wœrth et à Reischaffen. Or, beaucoup de fils ou de gendres de colons en faisaient partie. A Sedan figuraient les nouveaux appelés et beaucoup d'anciens militaires qui avaient repris du service. Les indigènes, de leur côté, avaient fourni de nombreux hommes aux turcos qui s'étaient héroïquement fait tuer dès les premières batailles. La consternation était donc générale : au deuil national s'ajoutaient les deuils de chaque famille.

Cette atmosphère funèbre, cette nervosité, lourdes de dangers pour un gouvernement aussi impopulaire que l'Empire, étaient d'autant plus graves que les notables de la Ville capables de faire contre-poids aux impulsions populaires manquaient. Suivant la coutume du pays, les gens riches se reposaient en France pendant l'été, les fonctionnaires, les magistrats étaient en vacances.

Il n'y avait plus d'éléments modérateurs pour calmer des gens que la douleur et la misère pouvaient égarer. Ce n'étaient pas les débris de l'armée qui pouvaient assurer l'ordre. Il ne restait en Algérie que quatre régiments, deux dans la province d'Oran,

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, p. 260 c.

où il fallait surveiller les frontières marocaines, un dans celle d'Alger et un dans celle de Constantine. Avec eux, les dépôts des régiments spéciaux à l'Algérie, les spahis indigènes, la Légion de gendarmes d'Afrique et les officiers des bureaux arabes complétaient les forces de la Colonie. La milice devait être réorganisée et ne pouvait guère servir qu'à assurer l'ordre si tout allait bien. On aurait mal vu les bourgeois algériens réprimer seuls une insurrection des montagnards kabyles. Or, cette menace était réelle (1).

La réorganisation administrative de l'Algérie avait vivement ému les grands chefs indigènes, dont beaucoup avaient, en apprenant cette nouvelle, offert leur démission au Gouvernement. Certains avaient exprimé le désir de se retirer en Orient plutôt que d'obéir à des civils, d'autres s'inquiétaient des intentions malveillantes que les colons avaient manifestées à leur égard (2).

L'entrée en guerre les avaient rapprochés de l'Empereur auquel ils avaient proposé « leurs bras et leurs biens », mais à la nouvelle des désastres, ils avaient manifesté une activité qui inquiétait fort le Gouverneur Général (3).

Menacé d'une insurrection arabe à laquelle, faute de troupes, il ne pouvait pas faire face, celui-ci devait tout mettre en œuvre pour faire croire à sa force. Le salut de l'Algérie était à ce prix. Or, au lieu de pouvoir compter sur la population française, il avait tout à redouter d'elle.

Révolutionnaires perdus dans leurs rêves, chômeurs sans moyens de subsistance, colons menacés dans leurs intérêts, éprouvés souvent dans leurs affections, formaient une population inquiète, nerveuse, qui, suivant l'expression d'un témoin, relevait de la pathologie. Toutes les conditions favorables à un mouvement révolutionnaire se trouvaient réunies.

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, page 261.

(2) *Arch. Gouv. Gén. E.E.* Rapports Mac-Mahon au Ministre de la Guerre, 12 mars et 12 avril 1870.

(3) *Ibid.* Rapports du général Durieu, 9 août, 5 septembre 1870.

CHAPITRE II

La Révolution de Septembre

I. — ALGER

Siège du Gouvernement militaire, Alger était la ville la plus susceptible d'être troublée par un mouvement révolutionnaire. Bien qu'au plébiscite de Mai, les partisans de l'ordre eussent obtenu une légère majorité, la plus grande partie de la population était acquise aux idées républicaines. Les Démocrates étaient les seuls éléments capables d'action, car ni les hauts fonctionnaires, ni les grands bourgeois n'avaient le désir de combattre pour leur idéal politique.

La capitale algérienne se distinguait alors par son caractère cosmopolite. « Alger est un faubourg de Marseille » disait un homme politique algérien. Tous les gens qui n'avaient pas réussi dans la Colonie ou qui y étaient venus pour s'y faire oublier résidaient dans la capitale où les luxueux cafés et les dames de la Kasbah charmaient leurs loisirs (1). C'est en partie à cause de ces agréments que les chômeurs des travaux publics s'étaient concentrés à Alger, mais ils y avaient vite connu la misère. Ils vivaient dans les cabarets auprès des compatriotes de France, d'anciens patrons, parfois d'anciens compagnons de travail moins infortunés qu'eux. Les prêcheurs de révolution trouvaient en eux une clientèle attentive et ardente qui, ayant faim, maudissait une société qui ne faisait rien pour soulager sa misère (2).

C'est dans ces conditions que la population apprit dans la nuit du 4 au 5 septembre, la révolution parisienne. On avait connu, la veille, le désastre de Sedan dont la nouvelle atterra le Gouverneur général Durieu au point de lui enlever toute initiative (3).

(1) *Actes du Gouv. Gén. de la D. I.* Déposition du Bouzet, p. 211 c.

(2) *Ibid.* Déposition Warnier. On s'était borné « à organiser des fourneaux économiques qui les empêchaient de mourir de faim », p. 260 c.

(3) *Ibid.* *Rapp. La Sicotière*, p. 11. Dépositions Warnier, Brunet.

Pour calmer l'opinion, il avait alors rédigé une proclamation recommandant le sang-froid et l'ordre et demandant d'attendre les volontés de la France pour les accomplir docilement. Dans la nuit, il reçut la visite d'une délégation de démocrates qui venait lui demander de faire connaître au Peuple l'avènement de la République par une salve d'artillerie. Le Gouverneur y consentit (1).

Le lendemain, un Comité républicain s'était constitué. Il comprenait des extrémistes fort exaltés, la plupart anciens déportés, le journaliste Charles Jourdan, l'imprimeur Juillet Saint-Laget, l'avocat Vuillermoz, et deux propriétaires, le conseiller général Lelièvre, transporté en Afrique après l'attentat d'Orsini, et Georges Tillier. La police se disait informée d'un complot destiné à enlever les représentants du Gouvernement. Connaissant leur faiblesse, ceux-ci se réunirent et le Gouverneur, sur les conseils du Commissaire général Brunet, rédigea une proclamation à la population dans laquelle il annonçait que « les autorités civiles et militaires conserveraient leurs fonctions jusqu'à ce qu'elles eussent été relevées régulièrement par le Gouvernement national ». Le Commissaire dut alerter les employés de l'Imprimerie du Gouvernement, les afficheurs et, grâce à son activité, les habitants connurent de bonne heure la décision du Gouverneur (2).

Confiants dans les décisions des républicains de Paris, les Algérois ne manifestaient pas. Les plus exaltés seulement formèrent avec des « Espagnols de la dernière classe » des bandes qui parcouraient les rues, au son du tocsin, arrachant les aigles des drapeaux, et plantant finalement au milieu de la place du Gouvernement un mât surmonté d'un bonnet phrygien (3). Dans son ancien fief militaire, l'Empire s'effondrait aussi facilement qu'à Paris. Le découragement du Gouverneur avait facilité la tâche des républicains qui triomphaient sans s'inquiéter du désastre national. Quelques-uns trouvaient celui-ci cruel, mais ils s'en consolaient en pensant que la République renaissait grâce à lui (4).

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition Warnier, p. 261 a.

(2) *Ibid.* Déposition Brunet, p. 339.

(3) *Ibid. Rapp. La Sicotière.* Déposition du Premier Président Pierrey, p. 313 c. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) Une lettre de Chapuis, notaire à Bône, à Crémieux dit : « quelle a été ma douleur en apprenant le désastre de l'armée de ma nation ! Quelle honte ! 40.000 hommes mettant bas les armes. Il est vrai qu'ils avaient le Bonaparte avec eux et que depuis longtemps déjà cet homme était marqué comme loin du doigt de Dieu. La seule chose qui me console, c'est que cette République que j'aime depuis si longtemps en est sortie ». *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

Ils espéraient depuis si longtemps en elle qu'ils croyaient qu'elle allait remédier à tous les maux de la Nation. Leurs souffrances, leur exil, l'Empire triomphant, tout cela disparaissait comme un mauvais rêve. La justice immanente des choses avait raison de « l'homme du Deux Décembre ».

« Je vous avoue que j'ai pleuré comme un enfant qui revoit sa mère perdue », écrivait l'un d'eux (1).

Cette joie, au milieu de circonstances aussi périlleuses pour le pays, semblerait sacrilège si l'on ne tenait pas compte des espoirs que les démocrates mettaient dans le régime. Les armées de l'Empire étaient battues, la France était envahie, mais la République, c'était la victoire. Ils évoquaient les soldats de l'An II, la levée en masse, ils voyaient la France entière, debout, chassant les Prussiens :

« L'invasion ne nous inquiète plus. 600.000 Prussiens qui menaçaient l'Empire se briseront contre la liberté. A nous de conserver cette précieuse conquête » (2).

II. — L'ORGANISATION DES RÉPUBLICAINS

Les vainqueurs de la Révolution étaient partagés entre le désir de convertir les partisans du régime déchu à leur idéal et la crainte de voir, comme en 1848, la République être étouffée par les réactionnaires qu'elle avait trop libéralement accueillis.

L'avocat Emile Thuillier, ancien déporté de 1848, exposait dans « L'Algérie Française », l'attitude que devaient adopter les dirigeants et les partisans du nouveau régime :

« Se montrer calmes mais énergiques ; rendre la souveraineté populaire respectable, ne rien tenter que de sérieux, n'agir qu'après avoir raisonné ; proscrire l'agitation stérile, rassurer les gens prompts à s'alarmer, prouver enfin que la République est le règne de la justice et de la fraternité ».

« Nous ne voulons point rééditer la loi des suspects, mais éclairés par l'expérience, nous voulons veiller sur notre liberté reconquise comme l'avare sur son trésor » (3).

(1) Lettre de Chapuis à Crémieux, *Ibid*

(2) *Algérie Française*, 6 septembre 1870

(3) *Ibid*.

Il ne fallait pas user de représailles, mais épurer l'Administration par « l'expulsion rigoureuse des valets de l'Empire dont la participation aux affaires de la République serait à la fois une honte et un danger ».

Ces martyrs de la Démocratie pensaient que leur passé leur donnait le droit de prendre les premières places de la Colonie et de défendre le régime contre tous ses adversaires. Ils le demandaient donc non par ambition, mais pour servir (1).

Ce programme était celui de tous les clubs républicains. Il n'y avait pas, en effet, jusqu'alors, un parti homogène, l'Empire ne l'aurait pas permis, mais des sociétés, secrètes, qui s'organisaient dès la proclamation de la République. On ne sait à peu près rien du Comité Central de propagande républicaine, fondé par un certain Griess, qui ne devait jouer qu'un rôle obscur par la suite et dont l'existence fut éphémère. Sa rivale, l'Association Républicaine d'Alger, qui l'absorba dès le mois d'octobre, devait, par contre, être le centre de l'agitation. Fondée par les républicains les plus ardents, elle avait des ramifications dans toute l'Algérie. On la croyait affiliée à l'Internationale, pour laquelle, en tout cas, ses membres affichaient de la sympathie (2). Elle comptait des ouvriers, surtout des imprimeurs ou des maçons, des petits bourgeois et tous les militants républicains dont les articles faisaient l'opinion de leurs partisans, Georges Jourdan, rédacteur de « La Jeune République » ; Flasselière, ancien commissaire de la Deuxième République à Dijon ; Basset, ancien avoué, tous deux déportés en 1851 ; Lelièvre, Thuillier, Pérennes, un parent de Fourier et de Considérant élevé par Proudhon, et le plus ardent de tous Alexandre Lambert (3).

C'était un ancien secrétaire de George Sand, qui, déporté au deux décembre 1851, avait exercé son métier de journaliste dans les gazettes d'opinions les plus diverses. « Homme sans mœurs, lâche et à vendre, le jugeait-on (4), il avait été subventionné, en 1862, par le Préfet d'Oran Majorel, alors qu'il

(1) Chapuis à Crémieux : « Je ne veux rien vous demander qu'une chose, c'est l'établissement à toujours du Gouvernement républicain, à cela je sacrifierai tout ! Non, non, je ne suis pas encore prêt à me retirer de la lutte. La chose que j'ambitionne c'est la Mairie de Bône, où je crois que je peux rendre des services, ne serait-ce que celui de chasser les vendeurs du Temple !!! »

(2) *Actes du Gouvernement de la D. N. Rapp. La Sicotière*, page 46. Dépositions Helot de Gueydon et Alexis Lambert.

(3) Lettre du 11 février 1871 de Du Bouzet au Gouv. de la D. N.

(4) *Actes du Gouv. de la D. N. Rapport La Sicotière*. Dépositions du Bouzet et Helot, p. 205 a. *Moniteur de l'Algérie*, 7 décembre 1870.

était rédacteur de « L'Echo d'Oran », et en 1865, il avait proposé dans « Le Tell » de Blida d'édifier une statue à l'Empereur (1). Mais le plus souvent il avait participé à la lutte contre l'Empire et le régime militaire dans « L'Algérie Nouvelle », « L'Akhbar » et, au moment de la révolution, dans « Le Colon ». Violent et sarcastique, il devait exercer une influence considérable sur les gens simples auxquels le langage académique des autres orateurs de l'assemblée plaisait moins.

A l'exemple du Club des Jacobins, les séances étaient publiques et les délibérations sanctionnées par des votes. L'entrée y était difficile : il fallait être présenté par deux membres et avoir réuni les 4/5 des suffrages des membres présents. De cette façon, ces gens méfiants étaient sûrs de rester entre purs et de ne pas introduire d'espions ou de faux démocrates parmi eux (2).

Le Comité républicain, qui s'était spontanément formé à la nouvelle de la révolution du 4 septembre, avait de nombreux liens avec cette association. Il prétendit, dès le premier jour, à la direction de la colonie, alléguant que les hauts fonctionnaires de l'Empire étaient disqualifiés aux yeux des républicains. Le général Durieu, indécis, demanda des instructions au Gouvernement provisoire, qui lui répondit de se concerter avec le Comité. Ainsi, des citoyens qui avaient eu l'audace de demander le pouvoir sans que rien ne les y autorisât, devenaient, grâce à la faiblesse de l'Etat, des personnages officiels. En vain, le Conseil municipal d'Alger, tout en reconnaissant son insuffisance à un moment aussi trouble, demandait l'élection régulière d'un nouveau Comité. Les représentants du peuple improvisés prétendaient faire la loi (3).

Le ministre de l'Intérieur avait remplacé le préfet Le Myre de Vilers, par le candidat qui, aux élections au Conseil général, avait obtenu le plus grand nombre de suffrages, le docteur Warnier (4).

Agé de 60 ans, il avait été nommé chirurgien sous-aide à l'hôpital d'Oran en 1832 et, depuis ce temps, il avait habité l'Algérie. Tour à tour attaché au Consulat français à Mascara

(1) Akhbar, 25 novembre 1870, 5 février 1871. *Ibid.* Déposition du Bouzet, p.219 c.

(2) Actes du Gouv. de la D. N. Déposition Vuillermoz, page 344 b.

(3) *Ibid.* Rapport La Sicotière, p. 12. Télégrammes Durieu à Trochu, Trochu à Durieu, 5 septembre. Akhbar, Algérie Française, Moniteur de l'Algérie, 7, 8 et 9 septembre 1870.

(4) Intérieur à Gouverneur Général, 5 septembre. Moniteur de l'Algérie, 8 septembre 1870.

auprès d'Abd-El-Kader, directeur des affaires civiles de la province d'Oran en 1848, rapporteur au Conseil supérieur de l'Administration de l'Algérie en 1849, puis mis à la retraite par l'Empire, il avait consacré ses loisirs à la défense des intérêts coloniaux par de nombreux livres dont le retentissement avait été considérable en Algérie (1). Il avait rédigé « Les Cahiers Algériens » que les colons considéraient comme leur charte, et mené une campagne ardente contre le régime impérial au moment du plébiscite. Aussi, sa nomination fut-elle bien accueillie par la population.

Il passait pour l'homme d'Algérie le plus compétent en matière indigène. C'est pourquoi il redoutait vivement qu'une insurrection n'éclatât à la nouvelle des défaites françaises. Ses premiers mots furent pour proclamer sa volonté d'apaisement et annoncer que, sauf ordres contraires du Gouvernement, il maintiendrait tous les fonctionnaires de son département (2).

Cette modération exaspéra les déportés au nom desquels le Comité républicain protesta, affirmant que « Warnier n'était pas républicain » (3). Dans « Le Siècle », Jourdan tonnait contre « cette victoire de la réaction » (4).

Désormais, entre la chapelle des membres de l'Association républicaine, qui seuls se déclaraient assez purs pour guider la population algérienne dans la voie démocratique, et les fonctionnaires de l'Administration une âpre lutte allait s'engager.

III. — LES CONCESSIONS DU GOUVERNEMENT

Aucune difficulté ne pouvait être résolue par le Gouverneur Général, qui n'avait plus d'autorité. L'indécision du Gouvernement de la Défense Nationale à son égard le laissait perplexe. Ne sachant pas s'il devait conserver son poste ou s'il allait être relevé de ses fonctions, il n'osait pas, dans cette incertitude, prendre une attitude nette. Plusieurs jours d'attente l'inclinèrent à croire à son maintien, aussi demanda-t-il au Gouver-

(1) YVER. *Correspondance du Capitaine Daumas, consul à Mascara* (Alger, 1912), p. 60.

(2) *Moniteur de l'Algérie*. Proclamation du Préfet, 8 septembre 1870. *Arch. Milit. de la Guerre*. Warnier à Ministre Intérieur, 8 septembre 1870.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) *Ibid. Siècle*, 19 septembre 1870.

nement une « déclaration établissant nettement sa situation » (1).

Vieil algérien, lui aussi, il estimait, d'accord avec Warnier, que le péril arabe existait réellement. L'organisation des milices locales qu'il menait avec le Préfet le rassurait pourtant un peu. Mais l'essentiel était de paraître forts et de rester unis. C'est pourquoi, afin de donner satisfaction à la population, il leva le 10 septembre l'état de siège qui avait été décrété au début de la guerre. Il comptait par cette mesure, acquérir la neutralité des démocrates, qui l'avaient réclamée au lendemain de la révolution (2). Il ne fit que leur donner plus d'audace, l'impunité leur étant désormais acquise.

Le 11 septembre, les membres du Comité républicain de défense se rendirent à la réception solennelle des membres des administrations par Warnier et, lui reprochant en termes très vifs sa faiblesse envers les ennemis de la démocratie et les fonctionnaires de l'Empire, ils lui demandèrent de se mettre à leur tête pour exiger de Durieu sa démission.

Le Préfet refusa, précisant que nommé pour maintenir l'ordre, il n'accepterait aucune transaction. Les chefs démocrates se retirèrent alors pour délibérer. Ils firent placarder une affiche convoquant tous les corps de la milice à une réunion au théâtre et, après avoir entendu plusieurs discours, l'assistance vota un ordre du jour prenant acte du refus du Préfet de collaborer, selon les directives du ministre de l'Intérieur, avec le Comité de défense. Ils faisaient état, en effet, d'une circulaire de Gambetta, datée du 10 septembre, qui prescrivait aux préfets de s'aboucher avec les Comités de défense. Thèse absurde, car ces comités n'avaient aucune signification en Algérie, leurs membres professant que les indigènes étaient d'enthousiastes républicains qui n'avaient aucune raison de se révolter. Mais, se souvenant des formules jacobines, ils s'apprêtaient à combattre « l'ennemi de l'intérieur ». C'est pourquoi ils avaient pris ce titre et fait ratifier leur décision par l'assemblée populaire (3).

Leur chef semblait être le bâtonnier de l'ordre des avocats, Ronuald Vuillermoz. Déporté en 1851, il avait été interné à

(1) Gouverneur à Ministre de la Guerre, 11 septembre 1870.

(2) Lettre de Chapuis à Crémieux. Arrêts et lettre explicative de Durieu. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(3) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, p. 262 et 263. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Akhbar*, 13 septembre. *Echo d'Oran*, 18 sept. 1870.

Douera jusqu'en 1865, et, à sa mise en liberté, il s'était fait inscrire au barreau d'Alger. Orateur brillant, il n'avait pas abandonné son idéal politique, mais il s'était tenu assez éloigné des campagnes contre l'Empire, se contentant de prononcer quelques discours au moment du plébiscite. Joly mort, Bertholon parti en France, Warnier, préfet, il prit la place laissée vacante (1).

A ce moment toutefois, le Comité était peu dangereux, la milice demeurant fidèle aux autorités. Le colonel de celle-ci s'était trouvé choqué de la convocation de son corps par les démocrates, sans que ceux-ci eussent pris son avis. Il s'en était plaint à Warnier qui fit battre le rappel de la milice et rassembler celle-ci loin du théâtre. Chaque compagnie s'étant rendue à son poste, le but des orateurs n'était pas atteint. Quelques désordres insignifiants ne pouvaient pas dissimuler l'échec du Comité (2).

Mais la population avait été agitée et inquiétée par ces événements. Les indigènes surtout s'en étaient émus. Pour en empêcher le retour, Durieu fit connaître que la circulaire de Gambetta n'était pas applicable en Algérie, et Warnier prononça la dissolution du Comité de défense en ayant soin d'interdire toute association analogue pour en empêcher la formation sous un autre nom (3).

Cependant, l'incontestable qualité de républicains des agitateurs, la connaissance de leur passé, empêchaient Warnier de sévir plus vigoureusement. Ils pouvaient se contenter, pensait-on, de la dissolution par le Gouvernement des Conseils municipaux qu'ils avaient demandée auparavant, les élections municipales étant fixées au 25 septembre. Mais cette mesure isolée ne les satisfaisant pas (4), ils adressaient au Préfet de vifs reproches pour sa timidité. S'il avait destitué, dès son arrivée au pouvoir, les maires, les adjoints et les fonctionnaires de l'Empire, « il eût trouvé dans le concours de la démocratie l'autorité, la sanction morale propres à suppléer les pouvoirs réguliers dont il manquait », écrivait Thuillier (5).

(1) FAUCON. *Le Livre d'Or de l'Algérie*, p. 586. TILLIER. *La Coterie Vuillermoz*, p. 5 et 6.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, p. 263 a. *Démocrate*, 12 sept., *Indépendant de Constantine*, *Alkhbar*, 13 sept., *Echo d'Oran*, 18 sept. 1870.

(3) *Ibid.* « TELL », 16 sept. 1870. Décision préfectorale du 12 sept. 1870.

(4) Arrêté préfectoral du 13 septembre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 14 b.

(5) *Algérie Française*, 12 sept. 1870.

Chaque jour, la presse radicale invectivait sur un ton véhément les « Valets de l'Empire ».

« O consciences d'osier ! âmes de caoutchouc ! on vous a vus à l'œuvre ! mais n'espérez point que nous manquions de mémoire et que nous soyons assez stupides, assez lâches pour tout pardonner... Retirez-vous donc », leur criait Emile Thuillier (1).

Et « Le Colon » exposait leur doctrine avec une netteté brutale.

« On ne doit conserver, sous la République, aucun des employés ou fonctionnaires des bonapartistes, pas un seul ; tous doivent être remplacés par des hommes dont le dévouement à la République est incontestable et bien justifié ou par de jeunes hommes qui ne se soient jamais compromis dans les turpitudes de l'Empire » (2).

Le mécontentement des commerçants, qui demandaient depuis plusieurs semaines la prorogation des échéances, fut exploité par eux. L'arrêt des transactions commerciales avait été provoqué par le non paiement des sommes dues par les Français, tandis que les Algériens devaient envoyer des fonds d'avance pour obtenir des marchandises françaises. Le bruit ayant couru que la Banque de l'Algérie refusait les traites des trésoriers payeurs, la foule s'ameuta, place du Gouvernement, et voulut la prendre d'assaut. Il fallut promettre la fin de cet état de choses pour obtenir le retour au calme. Sur ce point encore, le Gouverneur céda et la prorogation fut étendue à toute l'Algérie (3).

Cette agitation latente détermina l'abstention des candidats modérés aux élections municipales. Craignant pour leur existence et pour leur repos, les bourgeois refusaient de s'engager dans une aventure périlleuse. Plusieurs listes radicales circulèrent. Toutes proposaient les candidatures de Vuillermoz, qui faisait de plus en plus figure de chef de parti, d'un riche banquier israélite Alphandéry, des docteurs Dru et Trolard, du contre-maitre Roby. La campagne ne prêtait donc pas à de grandes querelles. Mais une malheureuse décision du Gouvernement de Tours provoqua une nouvelle effervescence. Les élections municipales furent ajournées par lui en raison de la guerre, et ordre fut donné de former des commissions muni-

(1) *Algérie Française*, 7 sept. 1870.

(2) « Colon », cité dans *Moniteur de l'Algérie*, 9 décembre 1870.

(3) *Rapport de La Sicotière*, page 14 c. *Algérie Française*, 11 et 18 sept. 1870.

cipales (1). Warnier l'essaya, mais se heurta à un refus de collaboration général (2). Craignant des troubles, le général Durieu demandait au Gouvernement l'autorisation de procéder quand même aux élections. Avant qu'on lui répondît, les désordres éclataient.

Les radicaux attribuaient, en effet, cet ajournement aux intrigues des militaires et du Gouverneur. Ils refusaient de reconnaître Durieu plus longtemps. Pour obtenir ce qu'ils voulaient, ils envisageaient d'imiter Marseille et Lyon, où leurs amis politiques avaient imposé leurs conceptions en manifestant et en menaçant. Le 25 septembre, ils se rendirent en foule chez le Préfet, après avoir tenu une grande réunion au théâtre Malakof à Bab-El-Oued, et ils lui remirent une pétition demandant l'établissement du régime civil, la substitution d'un général commandant les forces militaires au Gouverneur Général, et des poursuites contre le Procureur de l'Empire (3). Le dernier régiment de la province étant parti, les autorités n'avaient que les miliciens à opposer au parti de l'action, et il n'était pas sûr que ceux-ci fussent très fidèles. D'autre part, les renseignements reçus des provinces signalaient une dangereuse agitation des çofs Kabyles. Durieu était persuadé que le « moindre mouvement devait faire écrouler l'édifice algérien » (4). Warnier, pensant de même, transigea pour éviter les troubles qui devaient déclencher l'insurrection. Il accepta d'investir officiellement un Comité consultatif de défense et il nomma dix-sept membres dont quatorze étaient inscrits sur les listes radicales, et parmi eux Vuillermoz. Toutefois, des extrémistes tels que Jourdan, Juillet-Saint-Laget et Tillier, qui faisaient partie du premier Comité de défense, disparaissaient. En cédant, Warnier avait spécifié que ce Comité serait seulement consultatif et qu'il se réunirait sous sa présidence à la Préfecture. Les délégués n'avaient pas contredit, mais, encouragés par ces succès, ils n'allaient pas tarder à émettre de nouvelles prétentions, à demander de nouveaux pouvoirs, assurés de réussir en employant la violence (5).

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 14.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, page 273.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1680. *Arch. Gouv. Gén.*, E.E. 468. Durieu à Gouvernement de Tours. Déposition Warnier, p. 262 b. *Algérie Française*, 27 sept. 1870.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, E.E. 467.

(5) Arrêté du 24 septembre 1870. Déposition Warnier, p. 272 a. Déposition Brunet, p. 340 a.

IV. — LE COMITE DE DEFENSE

Les radicaux se prétendaient, en effet, nommés non par le préfet, mais par acclamation populaire. Warnier avait seulement ratifié la volonté des citoyens. Ses conditions ne comptaient donc pas. C'est pourquoi ils prétendaient tout diriger. Leur porte-parole, Thuillier, disait :

« Que peut faire le Comité ? Tout.

« La défense nationale embrasse le dedans et le dehors. Le Comité de défense nationale doit, sous peine d'être rapidement débordé par la réaction, éloigner des emplois, des fonctions qu'ils continuent d'exercer, les âmes damnées de l'Empire...

« Nous n'admettons point... que vous acceptiez jamais, vous les délégués du peuple... à agiter dans le vide les questions d'intérêt public, à parler pour n'être point entendus, c'est-à-dire, obéis. » (1)

Ils rêvaient de diriger toute l'Algérie, d'exercer une dictature analogue à celle des Comités de la Convention. Dans toute l'Algérie, des Comités d'action et non de consultation, élus par le peuple, devaient être fondés. Un organe central, composé de leurs délégués, siégerait à Alger et gouvernerait le pays. Il s'aboucherait avec la ligue du Midi qu'Esquiros avait établie à Marseille. Mais cette conception précise n'appartenait qu'à l'état-major du parti radical et à ses militants.

Le grand public, s'il admettait l'autonomie et une démocratie algérienne s'administrant librement sans tutelle de la Métropole, se rapportait à la future Constituante pour réaliser cette réforme (2). Selon les radicaux, les agents du pouvoir exécutif n'étaient plus que les subalternes dociles de leurs administrés, ce que ceux-ci ne pouvaient accepter sans renoncer à leur tâche. Cependant, malgré ces divergences, le préfet et le Comité commencèrent à collaborer. Dès la première séance, les membres du Conseil voulurent être mis au courant de la situation militaire de l'Algérie et s'occuper des envois de troupes dans la Métropole. Le gouverneur, sommé de leur donner ces renseignements, refusa. Warnier ne voulut pas leur accorder la voix délibérative qu'ils demandaient. Mais, pour ne pas les irriter, il accepta la forma-

(1) *Algérie Française*, 28 septembre 1870.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Algérie Française*, 28 septembre 1870. Proclamation du Comité, 28 septembre 1870.

tion d'un Conseil de Prud'hommes à Alger et la suppression du Commissariat central (1).

Cette concession était grave, car elle désorganisait les services de police et elle allait priver de tout renseignement les autorités. Elle resta inutile, car les radicaux reprirent leurs exigences à la séance suivante. Une nouvelle consultation n'eut pas plus de résultat.

C'est alors que le général Durieu, profondément froissé par le ton des radicaux et de leur presse à son égard, adressa aux Algériens une proclamation leur faisant connaître la volonté du Gouvernement de la Défense Nationale de voir les généraux et les préfets collaborer étroitement sous ses ordres. En réalité, son appel visait surtout les habitants d'Alger, ainsi qu'il l'écrivait lui-même au préfet de Constantine (2). Rédigé dans un style d'un laconisme extrême, son texte parut un insupportable défi du chef du clan militaire et de la réaction. Le Comité démissionna, trois jours après sa nomination, et adressa à son tour à ses concitoyens une proclamation dont certaines phrases devaient ameuter ses partisans.

« Le maintien du gouvernement militaire de l'Algérie, décidé par le gouvernement de la République, rend notre concours désormais inutile et impossible. » (3).

Parler du maintien du régime militaire aux Algériens, c'était les rendre furieux. Le ton des journaux extrémistes rend bien l'effet que produisit cette flèche du Parthe.

« Monsieur le baron Durieu a lancé hier soir une proclamation digne de son passé bonapartiste : l'Algérie se rit de ses menaces, écrivait « Le Colon ».

« Il a fait charger les canons tournés sur la ville, il a distribué des cartouches aux soldats de la République pour assassiner les républicains.

«Soldats, miliciens, Algériens de toute nationalité, nous n'avons qu'une pensée au cœur : l'amour de la République ; qu'une volonté : le triomphe de la Révolution, et dans quelques jours, dans quelques heures peut-être, nous aurons appris au don Quichotte des Bonaparte et des Murat ce que vaut l'Algérie. » (4)

On ne pouvait pas mieux faire appel à la rébellion.

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Dépôts Warnier, Brunet, Vuillermoz.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 31.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) A. LAMBERT. Dans « Le Colon », cité par l'*Indépendant de Constantine*, 8 octobre 1870. *Arch. Gouv. Gén.*, E.E. 469.

V. — LES ELECTIONS

Le général Durieu aurait voulu que le gouvernement de Tours fit connaître aux Algériens son intention de leur donner le régime civil, après la conclusion de la paix. De la sorte, l'épouvantail militaire, dont les radicaux jouaient avec tant de succès, n'aurait plus inquiété la population (1). Ayant obtenu leur effet, les radicaux cherchèrent à reprendre leur démission. Pour cela, ils recoururent au procédé classique de l'explication de leurs actes au peuple.

Une nouvelle réunion eut lieu au Théâtre Malakof et, après l'exposé de Vuillermoz, les assistants approuvèrent les membres du Comité de défense et les réinvestirent de leur confiance. Ce second Comité ne devait plus être lié aux autorités. Vuillermoz en fut nommé président, l'avocat Gastu secrétaire, et on résolut d'envoyer des délégués en France pour rattacher l'Algérie à la Ligue du Midi et obtenir du gouvernement de Tours le remplacement du régime militaire par le régime civil (2).

Enfin, un appel était adressé à toutes les communes algériennes pour « grouper tous les hommes de cœur et en former un faisceau assez puissant pour faire triompher la bonne cause ».

Warnier avertit le gouvernement de Tours du peu de crédit qu'il devait accorder à ces partisans exaltés « qui voulaient s'occuper de tout, excepté de la défense » (3).

Le Comité, parce qu'il n'avait pas pu recevoir cinquante francs-tireurs qu'il lui avait envoyés, afin de demander un passage gratuit d'Alger à Marseille, l'accusait de se conduire en satrape et de négliger la défense nationale (4). Il se posait ainsi en champion du patriotisme, en même temps que de l'idéal républicain. Etant seul à agir, il persuada beaucoup de gens qu'il avait raison. Son exaltation, ses exagérations, même, n'étaient pas pour déplaire en un moment aussi grave. Après tout, pensait-on, les Jacobins de 1793 ne se comportaient pas autrement, et ils avaient sauvé la République. Pourquoi les violents de 1870 ne réussiraient-ils pas un semblable miracle ?

(1) Arch. Gouv. Gén., E.E. 469.

(2) Arch. Nat., F. 80, 1681.

(3) A. CRÉMIEUX. *Compte rendu des actes de la Délégation du Gouvernement de la Défense Nationale à Tours et à Bordeaux*, p. 74

(4) *Rapport de La Sicotière*, p. 32 c et 33 a.

Ces sentiments entraînèrent certains citoyens à voter pour les membres du Comité de défense, qui étaient seuls candidats aux élections municipales que la délégation de Tours avait enfin autorisées. Sur cinq mille électeurs inscrits, il n'y eut que deux mille cinq cent trente votants. Vuillermoz, le candidat le plus favorisé, obtenait quatorze cents voix. Ce n'était pas un triomphe, mais l'absence de candidats modérés montrait aux radicaux qu'ils ne rencontreraient pas d'opposition, s'ils essayaient un jour une action anti-gouvernementale (1).

Leur premier geste fut une bravade vis-à-vis des autorités. Le Conseil se constitua lui-même, se bornant à en aviser la Préfecture, afin de prouver qu'il se considérait toujours comme investi par le peuple et non par le Gouvernement. Vuillermoz était nommé maire, Gastu adjoint, ainsi que le docteur Trolard et un peintre en bâtiment, à peu près illettré mais ancien député, Lormand, et, pour la section de Mustapha, le courtier Bru (2).

Cette élection ne contrista nullement Warnier, qui se réjouissait de voir la République affermie dans toute l'Algérie par l'élection des hommes qui avaient combattu le plébiscite (3). Il ne se rendait pas compte du danger que créait la confusion du Conseil municipal et du Comité de défense. Sous le couvert de la Municipalité, les membres du Comité de défense allaient bénéficier d'une certaine impunité, tandis que les actions illégales du Conseil seraient portées à la charge du Comité. Situation commode pour étendre leur action à toute l'Algérie en dépit des lois et des règlements qui enfermaient la Municipalité dans le cadre de la vie locale.

(1) LAMY. *Souvenirs d'un vieux soldat*. Tome II, p. 91

(2) *Ibid.*, p. 117.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

CHAPITRE III

La fin du Régime militaire

I. — L'ANTIMILITARISME S'ACCROIT

Les radicaux algérois étaient animés d'un patriotisme farouche, à l'exemple des Jacobins, leurs modèles. Leurs sentiments étaient si ardents qu'ils leur voilaient la réalité. Leur confiance dans les vertus du peuple et de la République leur avait fait espérer une prompte victoire française. Hypnotisés par l'histoire révolutionnaire, ils pensaient sauver le pays des entreprises des ennemis de l'intérieur en employant les mêmes moyens que jadis le Comité de Salut public. « Quand la patrie sera délivrée de l'étranger, on aura tout le temps de faire de la légalité », écrivait l'un d'eux (1). En attendant, « Le Colon » demandait d'unir tous les Algériens par « un décret écrit avec le sang des ennemis de la France de la Révolution » (2).

Eux, toutefois, professaient que leurs charges de famille les empêchaient d'abandonner l'Algérie. « Le Colon » avouait à ce sujet :

« Nos frères, nos pères, nos mères, nos femmes, nos enfants, dont nous sommes les soutiens et l'espérance, sont ici, ils ont besoin de nos bras pour vivre... Nous sommes prêts à donner jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour l'Algérie, pour la France, mais nous ne poursuivons ni la gloire, ni les honneurs militaires... » (3).

Ils enviaient ceux qui allaient se couvrir de gloire dans la Métropole, mais ils avaient le devoir de surveiller les traîtres.

(1) *L'Avenir Algérien*, 29 décembre 1870.

(2) « Le Colon », cité par *l'Akhbar*, 16 janvier 1870.

(3) « Le Colon », cité par *l'Algérie Française*, 11 janvier 1870

« Nous les envions, écrivait un jeune publiciste, Marchal, parce qu'ils vont sans nous défendre, venger, et sauver la patrie. Deux dangers se disputaient notre courage. L'un nous appelait là-bas, l'autre nous appelait en Algérie. Le cœur navré, nous les avons laissé courir au plus grand danger. Nous avons à combattre ici d'autres ennemis, traîtres à la République, qui se dissimulent dans l'ombre, qui se cachent derrière leur lâcheté pour frapper dans le dos. » (1)

Ces ennemis qu'on ne désignait pas, c'étaient les fonctionnaires impériaux et surtout les officiers. Si les défaites, que les radicaux n'expliquaient que par la trahison, car le peuple en armes ne pouvait pas être vaincu, se succédaient, c'était à cause de l'incapacité « des officiers d'antichambre ». Protestant contre la retraite d'Aurelle de Paladines « qui se cachait », « La Jeune République » blâmait « ces débris monarchiques du dernier des Empires » et proposait de nommer général en chef de l'armée de la Loire Garibaldi. « Prenez des généraux et, si vous n'en trouvez pas, faites-en » (2). C'était la revanche de la population civile, que l'attitude hautaine de ces « traîneurs de sabre » choquait tant jadis.

La haine qu'éprouvaient les radicaux à l'égard des militaires du régime déchu allait causer une agitation nouvelle. Après le désastre de Sedan, certains officiers avaient obtenu la permission de rentrer en France avec armes et bagages, après avoir pris l'engagement de ne plus servir contre la Prusse pendant la guerre. Leur geste fut critiqué dans la France entière, mais la délégation du Gouvernement, qui cherchait à utiliser toutes les ressources du pays, estima avantageux de les envoyer en Algérie, sans avancement, de façon à utiliser contre les Prussiens les officiers dont ils prenaient la place dans la colonie (3).

Cette mesure parut à la population coloniale un outrage pour elle-même et une prime à la lâcheté. Elle résolut de ne pas laisser les renégats mettre le pied sur le sol algérien (4).

Toute la presse se déchaîna. Les journaux modérés eux-mêmes attaquaient les « capitulés » avec autant d'ardeur que la presse radicale. Le Gouvernement avait nommé au commandement de la division d'Alger le général de Fénelon, qui se trouvait dans ce cas; Durieu dut le supplier de renoncer à ce projet.

« Il ne faut pas se le dissimuler, Alger est un centre d'opposi-

(1) Cité par JEAN HESS. *La Vérité sur l'Algérie*, p. 180.

(2) *Jeune République*, 9 décembre 1870. LAMY, *op. cit.*, p. 64.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 75 et seq.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, E.F., Durieu à Ministre de la Guerre, 13 oct. 1870.

tion des plus ardents au gouvernement militaire, écrivait-il. En ce moment, cette opposition attaque surtout les institutions. Il y a un grand intérêt à ne pas lui fournir l'occasion de démonstrations qui attaqueraient aussi les personnes. » (1)

Gambetta accéda à cette demande pour Fénélon, mais envoya des officiers qui furent très mal accueillis. L'antimilitarisme algérien devenait, en effet, de plus en plus violent. Les civils considéraient comme inutiles les officiers qui restaient dans la colonie. Qu'attendaient-ils pour aller sur les champs de bataille? Quel besoin l'Algérie avait-elle de guerriers professionnels? Sans doute, y demeuraient-ils pour veiller au maintien du régime militaire, en adressant au Gouvernement des rapports dénongçant l'imaginaire péril arabe.

« On trompe et on trahit la République ici, écrivait un militant à Crémieux. L'Algérie n'a jamais été plus calme, plus tranquille, et on y conserve de trente à quarante mille soldats aguerris de toutes armes, qui ne demandent qu'à marcher à l'ennemi. » (2)

Les Algériens croyaient naïvement, en effet, que les indigènes avaient accueilli la République avec autant de joie qu'eux, et qu'ils partageaient leurs angoisses sur le sort de la France. « La guerre contre la Prusse a développé entre tous les membres de la famille algérienne — Kabyles, Arabes, Européens — une solidarité qui mérite toute l'attention », disait un modéré, le docteur Maurin, dans son pamphlet hebdomadaire. « La rébellion n'existait que dans les imaginations malades ou chez les niais que la congrégation des bureaux arabes avait abêtis ; la population indigène n'avait qu'une pensée, qu'un instinct, celui de vaincre et d'exterminer les ennemis de la France. » (3).

L'accusation datait des derniers temps de l'Empire. Les républicains avaient tant répété alors que les militaires, pour faire échouer la réforme civile, allaient organiser des insurrections avec la complicité des caïds qu'ils avaient gagnés à leur cause, qu'ils avaient convaincu leurs partisans (4) ; pour faire échouer ces manœuvres, ceux-ci demandaient au Gouvernement l'envoi des officiers des bureaux arabes en France (5). Lorsqu'il ne resterait plus de militaire dans la colonie, celle-ci pourrait seulement respirer et s'organiser enfin selon sa volonté.

(1) *Arch. Gouv. Gén. Humoriste*, p. 39 et 98.

(2) *CRÉMIEUX*, *op. cit.*, p. 74.

(3) *Humoriste*, 23 oct., 20 nov. 1870.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, E.E. Mac-Mahon à Ministre de la Guerre, 5 juin 1870.

(5) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

II. — A LA RECHERCHE D'UN GOUVERNEUR

Le maintien du régime militaire continuait, en effet, à inquiéter les Algériens. Ils avaient cru que le Gouvernement du 4 septembre allait, dès son arrivée, abolir le système impérial.

Ils avaient considéré la nomination des préfets d'Algérie par le ministre de l'Intérieur comme le prélude de cette réforme radicale. Au lieu de voir se réaliser ces espérances, ils étaient priés d'obéir au général Durieu, comme dans le passé ; l'Algérie avait à sa tête des généraux qui n'avaient plus de soldats à commander. Cette soumission de civils à des militaires leur semblait absurde. Et puis, on leur disait : « patientez jusqu'à la paix ». La paix venue, les troupes rentrées en Algérie, la camarilla militaire ne réussirait-elle pas, par quelque artifice, à se maintenir encore au pouvoir ? Mieux valait en finir une bonne fois.

Les extrémistes, après leur échec du 11 septembre, avaient voulu envoyer à Paris un délégué pour demander la nomination, en Algérie, d'un commissaire général du Gouvernement. Ils avaient un candidat, Cluseret, que ses violents articles de « La Marseillaise » leur désignaient comme un vrai républicain (2). Mais les événements de la guerre les avaient empêchés de réaliser ce projet. Ils conservaient cependant l'idée d'abolir immédiatement le Gouvernement général. On avait fait du chemin depuis « les cahiers algériens » de Warnier, qui prévoyaient à la fin d'une longue évolution cette mesure, la dernière des réformes. La guerre et la révolution offraient l'occasion de s'émanciper, il convenait de la saisir. Aussi, le 14 octobre, le Conseil municipal d'Alger, dénonçant le Gouvernement général comme un obstacle au développement de la colonie, demandait à la délégation de Tours sa suppression. Fidèle à la théorie de la primauté des élus du peuple sur les agents du Pouvoir exécutif, il émettait même la prétention de déléguer un commissaire civil extraordinaire pour succéder au gouverneur (3).

A Tours, les délégués des Comités de défense algériens pres-

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition Warnier, p. 262 c.

(2) *Akhbar*, 15 septembre 1870.

(3) Conseil Municipal d'Alger, séance du 14 octobre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 24 c. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Alger*, 15 octobre, au Citoyen Gambetta, conseil municipal élu d'Alger, confirme au nom de la population les vœux instantanés des délégués du Comité de Défense : Suppression du Gouvernement Général, Commissaire civil extraordinaire par délégation du Conseil. — Le Maire : VUILLERMOZ.

saient en même temps Crémieux de leur donner enfin la constitution qu'ils réclamaient (1). Crémieux, dont les attributions s'étendaient à l'Algérie, essaya de les satisfaire, sans renoncer aux prérogatives du pouvoir central. Hostile lui-même à l'armée et au régime militaire qu'il trouvait « détestable », il admettait bien la présence d'un civil à la direction de l'administration algérienne, mais il était difficile de trouver un homme alliant la notoriété à la fermeté de caractère et à la connaissance du pays. Une autre difficulté venait de la renommée, assez peu enviable, que leur agitation avait faite aux Algériens, et qui faisait hésiter bien des gens.

Crémieux commença par offrir ce poste délicat à son collègue de la délégation de Tours, Glais-Bizoin, mais celui-ci, pensant que les services qu'il rendrait seraient plus importants en France, refusa. Camille Jourdan prononça alors le nom de Marc Dufraisse, ancien représentant du peuple, en 1848, que Crémieux voulait nommer préfet à Marseille ou à Nice. Dufraisse, n'ayant aucune connaissance de l'Algérie, déclina l'offre. Le président de la délégation s'adressa alors sans plus de succès à Jules Grévy qui refusa (2). Les délégués perdaient patience et lui parlaient de troubles possibles. D'Algérie parvenaient des rapports inquiets recommandant d'éviter les désordres pour ne pas tenter les indigènes. Crémieux, pour éviter ce danger, accéda à la demande des représentants algériens et, conseillé par un publiciste constantinois, le conseiller général Viguiier, il présenta à la signature de ses collègues, le 24 octobre 1870, neuf décrets qui donnaient un statut civil et un gouverneur à l'Algérie.

Durieu avait demandé son rappel en France, lorsque le Gouvernement, malgré son avis, avait rappelé les derniers régiments en garnison en Algérie. On le lui accordait, et on relevait de ses fonctions le secrétaire général du gouvernement de l'Algérie, Testu. Le général Lallemand, qui avait commandé la subdivision d'Orléansville et passait pour favorable aux républicains, fut nommé commandant des forces de terre et de mer. Lebatteux, protégé de Crémieux, qui accompagnait la délégation algérienne, succédait à Testu. Enfin, le procureur de la République près le Tribunal de la Seine, Henri Didier, était nommé gouver-

(1) C'étaient l'avocat Allie, Paul Blanc, colon et rédacteur de la *Jeune République*, Camille Jourdan et Le Batteux, qui tous deux se trouvaient à Tours pour Alger; l'avocat Poivre, l'ingénieur de Chabannes et Brunache pour Constantine; le géologue Pomel et l'avocat Pujade pour Oran.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 84 et 85. Dépôtions Glais-Bizoin, Dufraisse, Crémieux.

neur civil (1). Ce dernier choix donnait satisfaction aux délégués, Didier, ancien représentant de l'Algérie à l'Assemblée Nationale en 1848, n'ayant pas cessé de critiquer sous l'Empire la politique du royaume arabe. Malheureusement, ce gouverneur selon leur cœur ne pouvait pas rejoindre ses administrés. Il était assiégé dans Paris et, jusqu'à la délivrance de la ville, il lui était impossible d'aller prendre possession de son poste.

Il semble que dans la hâte qui présida à la rédaction de ces décrets, Crémieux n'envisagea pas les complications que devait faire naître cette situation. Une dépêche avait rappelé le gouverneur général Durieu le 23 octobre, mais les décrets ne parurent que le 28 dans « Le Moniteur ». Et comme pour remplir ses fonctions, en attendant son successeur, le Gouvernement avait désigné le général Walsin-Esterhazy, commandant la division d'Oran, un militaire sembla de nouveau investi de l'autorité.

Pour la foule, qui ignorait les décisions de Tours, ce choix, connu le 26 octobre, signifiait le maintien du gouvernement militaire. Plus même, la personnalité du général lui donnait le caractère d'un défi (2).

III. — L'EMEUTE VICTORIEUSE

Le général Jean-Louis Walsin-Esterhazy avait alors 66 ans. Mis à la retraite en 1869, il s'était fait élire conseiller général du Gard, puis il avait repris du service à la guerre. Il avait une réputation de sévérité légendaire, et ses rapports avec l'élément civil de la population avaient été souvent tendus au cours de son commandement de Lyon. Aussi, lorsque le Gouvernement l'avait nommé dans cette ville, le préfet Challemel-Lacour avait télégraphié pour l'en dissuader, et Walsin-Esterhazy était resté à Oran (3).

Le passé d'officier, le caractère du général, sa qualité d'homme politique conservateur, étaient autant de titres à l'antipathie des Algériens. Son attitude au 4 septembre acheva de le rendre odieux. Il avait appris dans la nuit, à Oran, la proclamation de la République et avait demandé des instructions au

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 54. CRÉMIEUX, *op. cit.*, p. 76 à 82.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Moniteur de l'Algérie*, 30 octobre.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 86 b c. Le Préfet avait écrit à Tours : « Le Général..., homme de 66 ans, peu ingambe, roide de caractère, n'est pas ce qu'il faut ». Le 4 octobre, le Gouvernement donnait contre-ordre.

gouverneur à Alger, puis, n'ayant pas reçu de réponse, il avait prévenu Trochu qu'à l'aube il proclamerait le nouveau régime. Mais, dans la nuit, les républicains de la ville avaient envahi la Préfecture et l'Hôtel de Ville et ils s'étaient constitués en commission départementale. En face de ce pouvoir insurrectionnel, le général, dernier représentant des autorités légales, entreprit de rétablir l'ordre, et il fit donner par ses zouaves l'assaut des édifices illégalement occupés. Les soldats, conscrits peu habitués à la manœuvre, firent preuve de beaucoup de brutalité dans cette opération, et les chefs des conjurés, conduits en prison et seulement relâchés le 8, conçurent de leur échec une profonde humiliation et une vigoureuse haine à l'égard du général (1).

L'un d'eux, Andrieu, l'avait poursuivi devant le juge de paix, radical également, qui s'était donné la volupté de faire comparaître devant lui un suppôt du régime militaire, mais le général avait refusé de répondre. Des articles fort aigres avaient paru alors dans les journaux, exaspérant davantage Walsin-Esterhazy, qui se répandait en propos injurieux contre ces insolents (2).

La déception constituée par l'annulation de sa nomination à Lyon avait achevé de l'irriter. Ayant reçu l'ordre d'aller à Alger, il demandait sur un ton rogue des renseignements plus précis au ministre lui-même (3). C'était un vieillard inquiet et hargneux qui recevait une charge où la diplomatie et un sens aigu des nuances étaient nécessaires.

Les républicains oranais, persuadés des mauvaises pensées de leur adversaire, adressèrent aussitôt aux radicaux d'Alger une note peignant le nouveau gouverneur sous les traits les plus sombres et lui prêtant le désir de refréner les passions politiques des Algériens (4). La presse révolutionnaire entama aussitôt une violente campagne contre lui :

« M. le général Durieu, ex-baron du ci-devant Empire, s'en va enfin ! écrivait « Le Colon ». On dit que M. Walsin-Esterhazy,

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 15, 16 et 86. Pour être libérés, les quatre chefs de l'équipée, Pujade, Andrieu, Rebuffat et Engler, durent promettre de « reconnaître son autorité et de ne plus troubler l'ordre ».

(2) Le Préfet d'Oran, du Bouzet, écrivait à Crémieux : « Le Général perd complètement la tête. Tâchez de le calmer et de le rassurer sur les suites de cette affaire, afin qu'il ne soit plus troublé comme il l'est en ce moment, car cela lui donne une intempérance de langage qui deviendra véritablement un danger ». *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 210 b.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, p. 263 b.

qui voulait, le jour de la proclamation de la République, faire égorger les républicains à Oran, va le remplacer. Nous verrons bien.

« Ni comme gouverneur général, ni comme général en chef, nous n'accepterons jamais ce courtisan de Bonaparte, cet ennemi de la République. » (1)

Une manifestation fut organisée à l'arrivée du général. Celui-ci, souffrant, n'avait pas prévenu le préfet de son arrivée, et aucune mesure n'avait été prise pour le protéger. Quelques individus purent le siffler sans danger, ce qui permit à la presse radicale de décrire les manifestations spontanées contre ce « prussien » (2).

Le lendemain matin, Warnier, mandé par le général, lui décrit les dangers de la situation, la puissance du Comité de défense, auquel le gouverneur Durieu avait semblé conférer des pouvoirs officiels en lui donnant l'autorisation de correspondre dans toute l'Algérie par le télégraphe. « Dans tout le cours de la conversation, raconte Warnier, je ne cessai de dire au général : « Soyez prudent, très prudent. »

Le conseil ne plut pas au général qui, soit par légèreté, soit pour prouver qu'il n'était pas ému des manifestations hostiles de la veille, alla déjeuner en ville, puis s'installa à la terrasse du café le plus fréquenté de la ville, place du Gouvernement (3).

Pendant que le général causait avec ses aides de camp, la foule s'amassait, mais l'attitude du nouveau gouverneur semblait à beaucoup une bravade. Lorsque Walsin-Esterhazy voulut rentrer au Palais d'hiver, il dut traverser des groupes de badauds. Deux jeunes fonctionnaires ne l'ayant pas vu lui barraient la route; il les poussa brusquement, leur disant d'un ton sévère : « Si vous ne respectez pas mes épaulettes, vous devriez au moins respecter mes cheveux blancs ». Etonnés, les jeunes gens s'écartèrent et, entourés de curieux, questionnés, ils leur firent le récit de l'incident. Un peu plus loin, sans rien dire, le général bouscula deux ouvriers qui, mécontents, l'injurèrent. Un aide de camp donna-t-il un soufflet à l'un d'eux ? La version de Warnier diffère en cela de celle d'Hélot, qui ne mentionne pas ce geste (4). L'attitude du général fut interprétée comme

(1) « *Le Colon* », 25 octobre, cité dans « Déposition Fabre La Mauvelles », p. 273.

(2) *Jeune République*, « *Colon* », 28 octobre. *Ibid*, p. 274.

(3) *Ibid*. Déposition Warnier, p. 263 c.

(4) *Ibid*. Dépositions Hélot, p. 329 c, Warnier, p. 263 et seq.

un outrage à toute la population civile. La foule accompagna le gouverneur jusqu'au palais en criant des injures et en sifflant.

L'ouvrier, qui avait été maltraité ou qui le prétendait, se rendit alors au Comité de défense, qui siégeait précisément alors, par un hasard qui n'était probablement pas involontaire. Le Comité décida de demander au général de justifier sa présence à Alger et, pour réparer l'injure faite à un membre de la population, de remettre ses pouvoirs au général Lichtlin, commandant la division d'Alger, et de s'embarquer pour la France par le plus prochain courrier. En même temps, la milice était convoquée, mais les compagnies dont le Comité de défense connaissait les opinions révolutionnaires recevaient la charge de garder le palais, tandis que celles qui auraient pu protéger le gouverneur étaient envoyées dans les quartiers éloignés de la ville (1). Le général n'avait que ses aides de camp pour le garder contre les émeutiers qui avaient suivi Vuillermoz et son Conseil. Il demanda une heure pour répondre et appela le préfet Warnier et le procureur, pour les consulter. C'est sous la surveillance des insurgés que ceux-ci purent délibérer.

Le général aurait voulu réprimer la révolte, mais il ne pouvait disposer que de quelques jeunes conscrits contre les quatre mille miliciens de Vuillermoz, qui, leur plus ancien officier l'affirmait, demandaient réparation. Depuis onze heures du matin, le gouverneur connaissait la réforme de Crémieux. Fallait-il tenter une aventure et verser le sang pour défendre des institutions périmées ? Warnier ne manquait pas de parler de la révolte arabe, qu'une bataille dans les rues d'Alger déchaînerait. Le général comprit ces raisons et il s'inclina, à condition de remettre tous ses pouvoirs au général Lichtlin et non au Comité de défense (2). Dans le palais, les insurgés se promenaient et faisaient un tel tapage que l'on ne put leur communiquer la

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Dépôtions du Bouzet, p. 221 a; Warnier, p. 263 et seq. *Rapport La Sicotière*, p. 88.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. « Le Gouverneur Général au Ministre de la Guerre à Tours : l'Hôtel du Gouvernement est envahi. La Municipalité, le Maire en tête, est venue me sommer de résilier le commandement. Le Conseil Municipal, le Procureur Général et le Procureur de la République me demandent, pour éviter l'effusion de sang, que je me retire et, cédant, par patriotisme et non par peur, aux nécessités de la situation, je vous envoie ce télégramme contenant ma démission... »

Préfet à Ministre de l'Intérieur, Tours. « Le Général de Division Walsin-Esterhazy, gouverneur général par intérim, arrivé hier d'Oran, a été forcé aujourd'hui, à deux heures, de remettre ses pouvoirs... à M. le Général de Division Lichtlin... Le Procureur Général et moi, ainsi que le Maire, nous avons demandé ce sacrifice à un digne serviteur de la France pour éviter un conflit sanglant. Le calme et la dignité du Général ont été à la hauteur des événements. Il a bien mérité de l'Algérie et de l'ordre en consentant à un sacrifice pénible ».

nouvelle de l'accord. Pour permettre au gouverneur de faire ses malles, un adjoint et un conseiller municipal devaient assurer sa protection. Un officier ayant voulu s'interposer, fut saisi et porté de bras en bras du premier étage du palais dans la rue. Les émeutiers voulaient le jeter à la mer, lorsque, sur l'ordre du préfet, des miliciens le délivrèrent et le ramenèrent étourdi et les vêtements en lambeaux. Enfin, escorté par la milice, le général se mit en marche vers le port. Souffrant d'une ancienne blessure qu'il avait reçue en Algérie, le vieillard monta péniblement dans une voiture entourée de miliciens à cheval. Le préfet, l'amiral Fabre La Maurelle et le général Lichtlin étaient à ses côtés.

« Nous marchions très lentement, a raconté Warnier. La voiture ne pouvait avancer, tant la foule était compacte, et cette foule, toujours la même, composée exclusivement d'indigènes et d'étrangers, hurlait, vociférait... On a bien essayé de renverser notre voiture ; des hommes, à tous moments, se glissaient en rampant entre les roues pour la faire culbuter. »

Enfin, le supplice cessa à l'Amirauté, où les marins en armes veillaient. Le général se retira sur la frégate *La Gloire*. Les Algérois avaient remporté une victoire complète (1).

L'affirmation de Warnier relative aux étrangers et aux indigènes ayant pris part à l'émeute est probablement exagérée. C'est la classique distinction faite par les Algériens, qui désignent les étrangers comme la cause de tout le mal. En fait, espérant quelques pillages fructueux, les étrangers suivaient les Français, qui manifestaient pour des causes politiques, mais c'étaient ces derniers qui organisaient et menaient le mouvement (2).

La journée du 28 octobre avait été non pas une émeute banale, mais un coup de force contre les débris du régime militaire. Las d'en demander l'abrogation, les radicaux avaient résolu de placer le gouvernement de Tours devant le fait accompli et ils avaient saisi le premier prétexte qui s'était offert pour briser un pouvoir sans force.

Du reste, ils ne manifestèrent aucun regret de leur attitude envers le gouverneur. Ils avaient inscrit dans les fastes d'Alger une grande journée révolutionnaire. Vuillermoz adressait à Gambetta et aux maires d'Algérie une dépêche enthousiaste

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier. p. 264.

(2) *Ibid.* Déposition Brunet, p. 339 c. 340.

pour leur annoncer la chute du gouvernement militaire (1). Les radicaux de province les félicitaient de leur énergie (2). Les civils avaient pris leur revanche.

Maîtres d'Alger, les radicaux, dont les manifestations timides au début s'étaient amplifiées à mesure que leurs auteurs avaient senti qu'on ne leur résistait pas, pouvaient gouverner à leur guise.

(1) Alger. Citoyen Gambetta, ministre de la Guerre, Tours.

« Aujourd'hui, à une heure, population Alger et Garde Nationale, par mouvement spontané et irrésistible, ont mis fin au Gouvernement militaire.

« Le Conseil Municipal s'est rendu chez Gouverneur et interprète énergique de la volonté de tous les citoyens a exigé sa démission immédiate.

« Le Maire vous confirme la dépêche du Général Esterhazy relative à l'avènement. Pouvoirs militaires transmis provisoirement au général Lichtlin.

« Sentiments de la population unanimes; tranquillité parfaite, attitude de la Garde Nationale admirable; dans tous les cœurs satisfaction profonde.

« Nouvelle organisation et Gouverneur civil impatiemment attendus.

« Le Maire, président du Comité de Défense Nationale, Romuald Vuillermoz ».

(2) « Tell », novembre 1870. *Rapport La Sicotière*, page 88 c.

CHAPITRE IV

Le mouvement communaliste

I. — L'EXPULSION DES FONCTIONNAIRES

Le Gouverneur Général en sûreté, le Préfet laissa les hurleurs s'éloigner et ne rentra en ville qu'à six heures du soir. Il y trouva un calme parfait. Mais les membres du Comité de défense avaient mis à profit son absence pour procéder à l'épuration de l'administration. Les attaques contre les fonctionnaires avaient continué, très vives, dans la presse (1). Persuadés que des hommes qui avaient servi l'Empire, ne pouvaient être que des traîtres, les radicaux résolurent, pour sauver l'Algérie, de procéder eux-mêmes à leur expulsion et de s'emparer de tous les leviers de commande du Gouvernement.

Le directeur du service télégraphique était un Allemand naturalisé français, Brettenbach. Le Comité de défense décida d'enlever « les fils télégraphiques des mains d'un Prussien » et il le suspendit de ses fonctions. Il nomma à sa place un des chefs radicaux, Flasselière, ancien commissaire de la II^e République en Côte-d'Or et rédacteur en chef du journal radical « La Solidarité ». Deux miliciens en armes portèrent ces ordres à Brettenbach, qui avisa le Préfet.

Warnier ne pouvait pas admettre qu'un délégué de la Commune violât le secret des dépêches et pût les confisquer si

(1) E. Thuillier adressait cette apostrophe à Robinet de Cléry, procureur général : « Bourreau sans cœur et sans entrailles, si tu crois au juge suprême, remercie le d'avoir inspiré jusqu'à ce jour au peuple d'Alger des sentiments de magnanimité et d'indicible clémence.

« Mais prends garde : la conscience publique se révolte.

« Le défi qu'on lui porte allume les foudres de son courroux et de sa justice. Contente toi d'être brûlé en effigie : Va-t-en ! Dans l'intérêt de ta personne maudite et de notre dignité, va-t-en, va-t-en ». *Algérie Française*, 16 octobre 1870. »

elles lui déplaisaient. Mais, pour protéger le service télégraphique, il n'avait à sa disposition que les gendarmes de la ville, la milice pactisant avec le Comité. Sur sa demande, deux gendarmes furent envoyés au bureau du télégraphe, mais lorsque Flasselière arriva, suivi d'un peloton de milicien, ils abandonnèrent leur poste. Les employés, pour protester contre cette intrusion, suspendirent alors leur travail jusqu'à ce que le délégué de la Commune se retirât, mais le Directeur dut renoncer à exercer ses fonctions (1).

Cette exécution n'était pas isolée. Les républicains avaient souffert pendant l'Empire de la surveillance de la police, et ils conservaient une certaine rancune contre ses chefs. Le premier acte du premier Comité de défense avait été le renvoi du commissaire central Brunet. Se voyant libres d'agir à leur guise, certains républicains parlaient de vengeance, d'arrestations et de proscriptions. Leur chef, Vuillermoz, plus modéré, voulait seulement une épuration pacifique, mais, redoutant de voir ses partisans échapper à son autorité, il pensa que le meilleur moyen de protéger ses anciens adversaires, tout en donnant satisfaction aux siens, était de procéder à des arrestations. Sur réquisition de son adjoint Lormand, Brunet rencontré dans la rue par des radicaux, était conduit à la mairie et incarcéré. Le colonel de gendarmerie était, sur l'ordre du commandant de la place, interné au Fort l'Empereur. Vuillermoz, qui tenait à ne pas trop s'écarter, en apparence, de la légalité, télégraphiait à Tours que, « coupable de menées bonapartistes et prussiennes très actives, il avait déserté », et qu'il l'avait remplacé par un officier dévoué à la République (2).

Le soir, la Commune tint une séance extraordinaire. Ses hommes, prétextant qu'un personnage considérable était réfugié dans la villa du général Yusuf, perquisitionnèrent sans trouver personne. Au retour de cette expédition, les miliciens manifestèrent contre le Préfet. Celui-ci venait d'être informé que l'amiral Fabre la Maurelle et lui seraient enlevés avant la fin de la nuit. La réputation d'énergie de l'amiral le faisait considérer comme un adversaire redoutable, quant à Warnier, sa politique, disait Vuillermoz, était contraire à l'esprit public. Il avait pactisé, depuis son entrée en fonctions, avec les gouver-

(1) Arch. Nat., F. 80, 1681. Actes du Gouv. de la D. N. Dépositions Warnier p. 264 c. et 265; Vuillermoz, p. 344 a et Hélot.

(2) Brunet devait rester prisonnier plusieurs jours, le colonel 15 jours ou trois semaines, dit La Sicotière, p. 107 b c. Ibid. Déposition Brunet, p. 340.

neurs militaires, il avait voulu entraver le droit de réunion. Il ne méritait donc plus la confiance populaire et n'avait plus qu'à s'en aller (1). Dernier représentant du pouvoir exécutif, il gênait le Comité de défense qui envisageait de l'éliminer de la même façon qu'Esterhazy.

Sous cette menace, Warnier essaya d'organiser la résistance en faisant appel au loyalisme de la milice, ainsi qu'il avait fait le 11 septembre. Il expliquait l'attitude des miliciens envers le général Walsin-Erterhazy par la haine des Algériens à l'égard du gouvernement militaire. Ce dernier tombé, ils n'avaient plus de raison, pensait-il, pour refuser de lui obéir. A deux heures du matin, il faisait afficher dans les rues un ordre général aux corps de la milice leur apprenant l'établissement du régime civil et la nomination d'Henri Didier au Gouvernement général. « En attendant son arrivée, concluait-il, rappelez-vous que le Préfet est le chef civil du département et des milices. Au premier trouble, rangez-vous autour de lui » (2).

Deux chefs de bataillon se présentèrent à lui, à six heures, protestant de leur dévouement, et Warnier donna à l'un d'eux l'ordre de placer des postes à la Préfecture, mais l'officier, indécis, alla consulter Vuillermoz qui le dissuada d'obéir. Ce qu'il fit. Le maire réunit alors son Conseil, et prétendant que le Préfet dans sa proclamation avait insulté la population, ils lui demandèrent sa démission immédiate (3).

Warnier, hanté par la crainte de la révolte indigène, céda. Il envoya au ministre de l'Intérieur sa démission et quitta immédiatement la Préfecture. Le secrétaire général de celle-ci étant en congé de maladie, on chargea de l'intérim le doyen du Conseil de préfecture, Calixte Pélissier « un colon de la première heure, homme sage, prudent et très estimé de tous » jugeait Warnier (4). En réalité, cet ancien représentant de commerce, qui avait également échoué dans la colonisation et dans l'administration, qu'on avait nommé conseiller de préfecture à titre de retraite anticipée, était incapable de gouverner

(1) Vuillermoz à Ministre Intérieur à Tours. *Rapport La Sicotière*, p. 107.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Warnier, p. 265 a b.

(3) Déposition Warnier, p. 265 b. *Rapport La Sicotière*, Alger, 29 octobre. « En présence de la proclamation de ce jour, le Conseil Municipal d'Alger a le devoir de déclarer à M. le Préfet que la population demande sa démission immédiate ». Vuillermoz, maire; Gastu, 1^{er} adjoint; Trolard, 2^e adjoint; Bru, 3^e; Lormant, 4^e; Antoine, Roby, Rey, Alphandéry, Berthoud, Lelièvre, Vignard, Ranc, Durande.

(4) *Rapport La Sicotière*, p. 90 a.

dans d'aussi périlleuses circonstances (1). En fait la charge de Préfet était vacante.

II. — CONFLITS AVEC L'AMIRAL

Le gouverneur intérimaire, le général Lichtlin, était un capitulé de Sedan, ce qui lui valait un surcroît d'impopularité. L'agitation persistant, il pensa que le sort de son prédécesseur lui était réservé. N'espérant pas de secours de la milice, il se retira dans l'après-midi du 29 octobre, à l'hôtel de l'Amirauté, sous la protection du contre-amiral Fabre La Maurelle, abandonnant la ville à la Commune (2). Celui-ci avait prouvé dans la nuit son énergie. Avisé par Warnier qu'il devait être enlevé par les émeutiers à cinq heures du matin, il avait aussitôt demandé au général Lichtlin et à Warnier l'autorisation de se défendre, puis il avait ordonné au commandant de la frégate *La Gloire*, mouillée dans le port, de se préparer à l'attaque et de lui envoyer cent hommes d'équipages et deux obusiers. L'amirauté, située sur un îlot relié à la terre ferme par une seule avenue, pouvait être facilement défendue par des hommes résolus et bien armés. Aussi, lorsqu'à l'heure dite, les révolutionnaires arrivèrent en face du dernier bastion militaire, l'agitation qu'ils y remarquèrent, la vue des chaloupes amarrées au quai, les intimidèrent. Habitué depuis plus d'un mois à ne rencontrer aucune résistance, ils avaient cru qu'ils élimineraient l'amiral aussi facilement que les autres représentants du Gouvernement. Etonnés, ils se tenaient à l'extrémité de l'avenue sans oser s'engager sur elle. C'est alors qu'intervint Vuillermoz.

Le maire d'Alger était à ce moment débordé par les violents de son parti. Capable de rédiger des ordres du jour intransigeants, de prononcer des paroles définitives et d'affirmer les résolutions inébranlables de son Conseil municipal, il reculait devant la perspective d'une bataille sérieuse. Acceptant de se servir de l'émeute comme moyen de pression sur des gouvernants débiles, il ne voulait pas faire verser le sang. Il chercha donc à négocier et se rendit auprès du contre-amiral.

(1) *Ibid.* Déposition Hélot, p. 330 b.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 90 b.

Il protesta des intentions pacifiques de la population, prétendant qu'elle était émue de « la multitude des marins qu'elle voyait à terre et demandait de les renvoyer à leur bord ». Fabre La Maurelle demeura inflexible. Ce qui se passait en ville ne l'intéressait pas, mais nommé à un poste par son ministre, il ne s'en laisserait pas déloger. « Vous pouvez affirmer aux émeutiers de toutes nationalités, déclara-t-il, qui si l'on se porte vers l'amirauté avec des projets hostiles, immédiatement je prendrai l'offensive ». Et il ajoutait, sentant l'effet de sa menace sur le maire : « Il me sera bien difficile d'arrêter mes marins une fois lancés et je repousse la responsabilité des actes qui pourraient se commettre en ville ». Pendant la nuit, le journaliste Alexandre Lambert avait réussi à se glisser parmi les marins pour s'informer de leur nombre. Mais soit par plaisanterie, soit par calcul, on lui avait répondu que huit cents hommes étaient à terre, ce qui impressionnait fâcheusement les assaillants. Vuillermoz se retira donc, persuadé de l'échec qu'aurait toute tentative de coup de force.

A neuf heures, il revenait, porteur d'une lettre de Warnier conseillant à l'amiral de faire rentrer ses marins à bord de *La Gloire*. La Municipalité d'Alger s'engageait à faire respecter l'ordre et à assurer, grâce à la milice, la protection de l'amiral (1).

Fidèle à son idée de ne provoquer aucun désordre, Warnier demandait à l'amiral de renoncer à sa défense, car après la défection de la milice envers lui dans la matinée même, il ne pouvait pas sérieusement croire à l'efficacité de sa protection. Mais Fabre La Maurelle qui refusait de jouer le rôle de suicidé par persuasion, trouvait dans la démission de Warnier un nouveau motif de prudence. Renonçant à convaincre son interlocuteur, Vuillermoz décida de rester à l'amirauté jusqu'au départ du paquebot qui emportait Walsin-Esterhazy. Le départ de celui-ci ayant eu lieu sans incident, à une heure, Vuillermoz se retira. L'émeute avait été évitée (2).

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition Amiral Fabre La Maurelle, p. 274 et 275 a. Akhbar, 27 novembre. *Rapport La Sicotière*, p. 93, Alger 28 oct. M. l'Amiral. — La Municipalité d'Alger, entre les mains de laquelle je viens de remettre un télégramme donnant ma démission, me garantit que l'ordre ne sera pas troublé et que si votre personne se trouvait menacée elle est en mesure de vous faire protéger par la milice. Dans cette situation, je vous demande de faire rentrer à bord de leurs navires les marins de débarquement que vous avez cru devoir faire venir à terre pour le cas où votre sécurité eût été menacée. Il importe qu'aucune apparence de conflit n'existe. Salut et fraternité, Warnier.

(2) Déposition Fabre La Maurelle, n. 275.

La situation restait pourtant trouble. Le contre-amiral était déjà impopulaire avant ces incidents. Son prédécesseur, l'amiral Fourichon, avait été auparavant gouverneur de Guyane et les déportés lui en avaient gardé rancune et avaient reporté ces sentiments hostiles sur Fabre La Maurelle, qui n'en pouvait mais. Son attitude énergique lui attirait de nouvelles critiques. Il n'était pas républicain, il bravait le peuple, il voulait assassiner les citoyens. Les radicaux ne voulaient plus s'attaquer à lui, mais ils déclamaient contre lui dans les cafés et sur les places publiques. L'idée que leur ville restait surveillée par les militaires installés dans l'îlot du Penon les rendait furieux. C'était une tache qui obscurcissait leurs victoires sur le despotisme.

C'est dans une population surexcitée par ces journées violentes qu'arriva, le dimanche 30 octobre, la nouvelle de la capitulation de Bazaine et de son armée. Après Sedan, Metz. Une armée française était encore vaincue par la trahison des officiers de l'Empire. La population fut secouée par une immense colère. De nouveau, on pensa aux grands ancêtres de la Révolution, à la Terreur et au châtimement de tous les serviteurs de l'Empire, tous des traîtres. Des bandes parcouraient les rues de la ville à la recherche des officiers capitulés qu'elles voulaient lyncher. Une femme, qu'on appelait « la meunière d'Aumale », guidait les manifestants et les excitait par ses cris. Les officiers devaient revêtir des habits civils pour échapper à leurs coups (1). Des miliciens armés, conduits par un homme de main du parti radical, Lagouth, se rendaient chez le Premier Président de la Cour d'Appel, Pierrey, l'arrêtaient et le conduisaient à l'Hôtel de Ville, comme il avait été fait deux jours auparavant pour Brunet (2). On cherchait même à arrêter le général Lichtlin, mais il était sous la protection de l'amiral, dont l'arrivée d'une nouvelle frégate, *La Normandie*, doublait les effectifs. Entraînés par les prédications des extrémistes, il était à craindre que les Algérois ne se portassent à des excès qui eussent été sanglants. Vuillermoz dut, de nouveau, intervenir.

Il se sentait, cette fois, débordé. La Révolution algérienne s'était terminée, à ses yeux, avec la chute du gouvernement militaire et la prise du pouvoir par la Commune d'Alger. Il

(1) *Rapport La Sicotière* : Gouverneur Général par intérim à Ministre de la Guerre, 5 novembre 1870. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. Des manifestations analogues avaient lieu à Oran, à Orléansville et à Médéa.

(2) Dépôts Pierrey, p. 314 a; Vuillermoz, p. 344 b.

comprenait l'injustice que commettaient ses amis en rendant responsables des désastres les fonctionnaires et les officiers d'Alger, mais, malgré sa popularité, il ne lui était pas facile d'affronter les préjugés de cette foule. A son arrivée à l'Hôtel de Ville, où se trouvait le président Pierrey, il avait manifesté à celui-ci ses regrets de l'outrage qu'on lui avait fait et il l'avait reconduit à son hôtel (1).

Cette réparation accomplie, il se rendit à l'amirauté où il avoua son impuissance à maintenir l'ordre, ses doutes sur la discipline de la garde nationale, et il proposa à l'amiral, pour calmer la foule, d'abandonner son poste et de se réfugier sur un de ses navires. Fabre La Maurelle repoussa avec indignation cette proposition. Il se méfiait du maire, dont il ignorait le revirement et qu'il soupçonnait de duplicité. Tandis que Vuillermoz, désespéré, assurait qu'il se placerait entre les miliciens et l'amirauté et qu'ils devraient lui passer sur le corps avant d'attaquer la position de l'amiral, celui-ci faisait ses préparatifs de combat (2).

Les obusiers et les pièces de deux avisos étaient braqués sur l'avenue. Deux cents marins étaient prêts à attaquer les insurgés, enfin, des renforts étaient préparés à bord des frégates. De nouveau, la perspective d'une bataille sérieuse arrêta l'élan des manifestants. Vers une heure du matin, ceux-ci se dispersaient.

Le lendemain, les pourparlers reprenaient. Vuillermoz envoya à l'amiral son premier adjoint, l'avocat Gastu, qui lui demandait pour calmer les esprits de dire qu'il reconnaissait la République et que les frégates mouillées en rade n'avaient pas été appelées dans une intention hostile à la population. L'amiral acquiesça. Ayant un vif souci du sort des fonctionnaires civils restés en ville, il souhaitait lui-même un retour au calme. Il adressa donc au maire la lettre demandée (3).

(1) Dépôts Pierrey, p. 314 a; Vuillermoz, p. 344 b.

(2) *Ibid.* Déposition Fabre La Maurelle. *Akhbar*, 27 novembre. Récit du lieutenant de vaisseau Ph. Cluze. *Rapport La Sicotière*, p. 92 c et 93.

(3) M. le Maire. — Je vois avec un vif regret les appréciations injustes dont je suis l'objet et que rien dans ma carrière ne peut justifier, surtout dans un moment où je suis profondément attristé des malheurs qui viennent d'affliger coup sur coup notre chère France.

Les marins, par leur conduite dans les forts de Paris, montrent journellement ce que le pays peut attendre d'eux. Je suis, ainsi que les commandants, officiers et marins qui m'entourent, animé des mêmes sentiments.

Dès le début de la guerre, j'ai demandé des navires pour défendre les côtes de l'Algérie; ce serait bien à tort que l'on y verrait une menace contre la ville d'Alger et soyez persuadé, Monsieur le Maire, que mon dévouement est acquis au nouveau Gouvernement de la France... ». Déposition Fabre La Maurelle, p. 276 a.

Vuillermoz se rendit sur place et, ceint de son écharpe, monté sur une chaise, il lut celle-ci d'une voix émue. En affirmant ainsi son accord avec l'amiral, il se séparait des violents qui rêvaient d'une Commune révolutionnaire, dirigée par leur coterie (1). Son prestige fut assez grand pour obtenir, par ce moyen, un apaisement relatif.

Les extrémistes continuèrent en effet à tonner contre l'amiral dans leurs journaux et dans leurs réunions. Mais l'arrivée de trois nouveaux navires rendait la position de celui-ci inexpugnable. Les appels à la révolte des marins ne trouvaient pas d'écho parmi ceux-ci. En vain, Lambert et ses amis envoyaient à leurs « frères marins » des tracts les incitant à la méfiance envers leurs « chefs » complices de Bonaparte, « traîtres » qui « voulaient les livrer aux Prussiens ». L'esprit des matelots restait bon (2).

L'amiral n'avait renoncé ni à sa volonté de maintenir sa position, ni à ses préventions contre Vuillermoz, car son attitude énergique garantissait la paix. Mais il avouait que cette « position toujours tendue devenait très pénible » et, pour que la trêve devînt une véritable paix, il demandait à Tours la prompt nomination d'un gouverneur pour trancher la situation et faire cesser les prétentions du maire (3).

III. — L'ANARCHIE ALGÉRIENNE

Le général Lichtlin, réfugié à l'Amirauté, ne disposait plus d'aucun pouvoir. Le secrétaire du Gouvernement général et ses officiers pouvaient venir prendre ses ordres, en dépit de la municipalité qui avait prétendu s'opposer à leurs communications et grâce à l'intervention de Fabre La Maurelle (4). Mais ce commandement restait platonique. En fait, il n'y avait plus de gouvernement, chaque commune de la province d'Alger pouvait s'administrer comme elle le voulait, et les préfets des autres provinces pouvaient difficilement contenir les mouvements d'Oran ou de Constantine qui désiraient également se débarrasser de la tutelle du pouvoir central.

(1) *Humoriste*, 6 novembre 1870.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 276 b. Contre-Amiral à Ministre de la Marine à Tours, 8 novembre, p. 92 b.

(3) *Ibid.* Contre-Amiral à Ministre de la Marine, 14 novembre.

(4) *Rapport La Sicotière*, p. 90 b c.

Pour éviter les risques de l'anarchie qu'ils avaient créée, les membres du Comité de défense d'Alger envisageaient de confier le gouvernement à Vuillermoz, leur grand homme, en attendant l'arrivée d'Henri Didier.

Le 31 octobre, réunis en Conseil municipal, ils demandaient au Gouvernement de Tours de donner à Vuillermoz les pleins pouvoirs civils et militaires, afin d'éviter la guerre civile avec les marins (1). Ne sachant à qui s'adresser pour obtenir les renseignements ou les instructions que donnait d'habitude le Gouvernement général, les maires de province s'adressaient, en effet, au maire d'Alger. Mais Vuillermoz, partisan de la légalité, ne voulait pas exercer des pouvoirs qui ne lui avaient pas été conférés. Il répondait au maire de Sétif : « Pas reçu pouvoirs. Agissez en vous inspirant des circonstances et de vos sentiments patriotiques », au maire d'Oran : « Agissez patriotiquement ». La délégation de Tours lui ayant demandé d'assurer le repos, il se montrait homme d'ordre en attendant l'arrivée du commissaire extraordinaire, destiné à suppléer Didier toujours assiégé (2).

On avait annoncé l'arrivée d'Alphonse Gent, un républicain éprouvé, pour tenir ce poste. Ce choix avait plu aux radicaux algériens qui le définissaient « un homme dont la vie a été consacrée au culte de la Patrie » (3). Vuillermoz se flattait d'être son Mentor, car un bon républicain ne pouvait pas s'écarter de sa voie « Envoyez capitaine qui s'entendra avec nous », conseillait-il aux radicaux de Bougie. « Gent arrive jeudi. Prenons avec lui mesures d'ensemble », disait-il à ceux d'Orléansville. Il pensait que l'arrivée de Gent, le jeudi 3 novembre, achèverait de calmer la population dont il redoutait la passion, et permettrait d'organiser l'apport algérien à la défense nationale. Mais Gent n'arrivait pas.

Le 4 novembre, déçu et inquiet, Vuillermoz, sans nouvelles depuis trois jours, demandait au Préfet de Marseille quels évé-

(1) Conseil municipal à Ministre de l'Intérieur, Tours. Alger, 31 oct. 1871. Les événements ont brutalement amené le départ du général Esterhazy et la démission du Préfet. Le général Lichtlin, capitulé de Sedan, est repoussé par tous. Conseil municipal seule autorité reconnue et obéie par la population. Le Conseil nous signale l'extrême urgence. Grave collision imminente entre population exaspérée du grand désastre et Amiral Fabre La Maurelle dont l'attitude est menaçante. . Nommez sans retard le Maire Vuillermoz commissaire extraordinaire avec pleins pouvoirs civils et militaires..., ce parti seul moyen de sauver le pays de la guerre civile en attendant l'arrivée d'un Gouverneur civil... ».

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 95.

(3) *L'Humoriste*, 6 novembre 1870.

nements entravaient l'arrivée du Commissaire. Le 5, une dépêche de Crémieux lui apprenait que Gent, chargé de pacifier Marseille, avait été blessé au cours d'une émeute par les partisans de l'extrémiste Esquiros. Il était donc impossible de l'employer en Algérie. Croyant le consoler de cette mauvaise nouvelle, Crémieux lui annonçait l'arrivée prochaine du général Lallemand, et invitait les Français d'Algérie à se rallier au Gouvernement que les élections parisiennes venaient d'approuver (1).

Le style, plein d'onction, du président de la délégation de Tours, que Vuillermoz appelait dédaigneusement « un langage d'autrefois », la nouvelle « déplorable » qu'il lui apprenait, atterrèrent le maire. Il demandait depuis plusieurs jours un gouverneur civil et on lui envoyait un général. Quelle manœuvre cela cachait-il ? (2)

Il craignait que la population, excitée par les extrémistes du « Colon » et de la « Jeune République », ne s'imaginât qu'on procédait à une restauration du régime militaire, ce qui aurait provoqué une nouvelle insurrection.

Celle-ci était d'autant plus à craindre que la constitution algérienne réalisée par les décrets du 24 octobre, soulevait une opposition générale. On la trouvait beaucoup trop timide, trop favorable encore aux militaires. On aurait voulu, dans les milieux radicaux, la concentration des affaires algériennes en Algérie, l'abolition totale des bureaux arabes. Ces réformes n'avaient pas été obtenues. Aussi, au lieu des remerciements qu'il attendait, Crémieux ne reçut que plaintes aigres et protestations. D'Oran, de Constantine, des républicains que le décret de naturalisation des israélites algériens menaçait dans leur position électorale, avisaient Vuillermoz de l'émotion soulevée par ces mesures. Cette fois encore, le maire d'Alger conseilla la patience. Pensant lui-même que de profondes modifications étaient nécessaires, il conseillait de demander collectivement des réformes. « Acceptons provisoirement ce mauvais instrument, disait-il. En vos mains, les nôtres et celles de Gent qui ira vous voir, vous consulter, il suffit pour établir les bases de l'avenir » (2). Mais Gent, remplacé par le général Lallemand,

(1) Crémieux à Vuillermoz, 5 novembre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 96 b; il s'agissait des élections du 3 novembre.

(2) Vuillermoz au Ministre Intérieur et à Gambetta, 5 novembre 1870. *Ibid*, p. 96 b.

(3) Maire d'Alger au Président du Comité de Défense de Constantine, 4 novembre. *Rapport La Sicotière*, p. 96 a.

toutes les forces de la réaction que les décrets avaient laissé subsister, n'allaient-elles pas reprendre leur ancienne puissance ? Les délégués algériens qui avaient pris contact à Tours avec Marc Dufraisse, préfet des Alpes-Maritimes, lui demandaient d'accepter le poste laissé vacant. « L'Algérie ne veut plus de militaires comme gouverneur, disaient-ils, pas même à un titre intérimaire ; trois généraux qui avaient accepté cette position viennent d'être successivement expulsés violemment d'Algérie. Il en sera de même de tous ceux qu'on lui enverra dans le même but » (1).

Cependant l'arrivée du général Lallemand approchant, Vuillermoz pensait qu'il fallait agir vite pour éviter au peuple une cause nouvelle d'émotion. Un incident absurde avait montré la nervosité populaire : dans la journée du 2 novembre, on avait répandu à Alger le bruit de la cession de l'Algérie à l'Espagne en récompense de sa neutralité en cas de victoire prussienne. Il avait fallu un démenti officiel que le maire avait fait afficher pour calmer cette émotion (2). On avait cru cette invraisemblable nouvelle, comment accueillerait-on celle du rétablissement du régime militaire ? On ne pouvait évidemment pas raisonner avec une population qui avait perdu tout son sang-froid. Pour éviter un acte de folie, il restait à improviser un Gouverneur civil.

IV. — LA COMMUNE D'ALGER A LA TÊTE DE L'ALGÉRIE

Il était impossible de faire venir de France, avant l'arrivée du général Lallemand, un gouverneur civil, force était donc de se rabattre sur un algérien. Vuillermoz étant le premier des élus d'Alger, le Conseil municipal demanda de nouveau qu'on lui confiât les pleins pouvoirs en attendant Didier. Il était le véritable maître d'Alger. Le Gouvernement n'avait qu'à reconnaître l'état de fait. Quant au commissaire extraordinaire, peu importaient ses connaissances de l'Algérie. On ne demandait

(1) *Archives Nationales*, F. 80, 1631. Marc Dufraisse à Ministre de l'Intérieur à Tours. Les généraux expulsés sont Walsin-Esterhazy, Lichtlin, et à Oran, le général Saurin, un capitulé qui ne devait en rien son expulsion à la question du Gouvernement général.

(2) Maire d'Alger à Ministre Intérieur, 2 novembre 1870. Le Gouvernement au Maire d'Alger, 3 novembre.

qu'un pur républicain. Pour le reste, Vuillermoz le conseillait. « Fiez-vous à nous sur ce point », écrivait-il à Gambetta (1).

On attendait de ce dernier une prompte réponse ; rien ne vint. L'entente des modérés avec le Gouvernement semblant irréalisable, les extrémistes se firent écouter. Le 7 novembre, l'assemblée générale de l'Association républicaine, qui groupait sept cents personnes environ, après avoir étudié la situation, proposait de faire élire le commissaire civil provisoire par les électeurs français des trois provinces. Ceux-ci éliraient ensuite trois représentants de chaque province chargés de jeter les bases d'une nouvelle Constitution coloniale. Enfin, Vuillermoz était proposé aux suffrages pour le poste de gouverneur (2).

Toutefois, en raison de l'urgence de ces réformes, l'Association prévoyait une légère dérogation à ces principes. Elle remettait l'organisation de l'Algérie à ses Comités de défense. Le journaliste Thuillier, qui était l'auteur d'un autre projet, admettait un triumvirat composé d'un délégué par province pour gérer l'Algérie, en attendant l'arrivée du commissaire extraordinaire. Un vote populaire aurait ratifié le choix des Comités (3). Déjà, en septembre, il avait préconisé une étroite collaboration des Comités de défense des provinces avec un Comité central qui aurait été lui-même en rapport avec la Ligue du Midi (4). Les Comités étant issus du vote populaire, devaient avoir la prééminence sur les fonctionnaires, disait-il à l'époque. Après les émeutes d'octobre, ces derniers ayant été balayés, la solution la plus conforme aux principes démocratiques était l'exercice du pouvoir par les délégués eux-mêmes.

Les radicaux étaient gagnés aux idées autonomistes et les plus exaltés d'entre eux penchaient même pour une organisation fédérale. A la faveur de l'anarchie, ils essayèrent d'organiser l'Algérie selon leurs vues. A l'appel de l'Association républicaine, les délégués des clubs de Constantine et de Philippeville, Joly et Vinet, vinrent à Alger et participèrent aux travaux d'une commission chargée d'étudier l'organisation civile de l'Algérie et de l'Assemblée qui la voterait. Le comité d'Oran subissant une crise intérieure, ne put pas participer à ces travaux.

Mais l'accord était difficile à réaliser. Les Algérois, soucieux

(1) Maire d'Alger à Gambetta, 5 novembre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 97 a b.

(2) *Akhbar*, 13 novembre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 98 a.

(3) Thuillier aux Comités de Défense d'Oran et de Constantine, 7 nov. *Ibid.*

(4) *Algérie Française*, 28 septembre.

de conserver la prééminence de leur ville, n'admettaient pas l'autonomie totale de chaque province. Après plusieurs jours de palabres, les délégués constantinois et l'Association républicaine se mirent d'accord en prenant pour base le projet de Thuillier. Un commissaire civil extraordinaire, ayant les pleins pouvoirs, gouvernerait à Alger, assisté de neuf conseillers élus, siégeant en permanence. Des Conseils provinciaux composés uniquement de Français désigneraient deux délégués au « conclave algérien » chargé de rédiger la constitution algérienne (1).

Ces discussions devaient rester stériles, mais elles contribuaient à répandre dans le public l'idée que l'Algérie seule pouvait décider de son organisation. Vuillermoz, sans s'engager dans ces débats dénués de portée, avait reçu les délégués constantinois. L'idée d'organiser le pays sans la métropole ne lui répugnait pas ; bien au contraire.

Sa position le forçait cependant à se montrer plus réaliste que Thuillier et ses collègues de l'Association républicaine. Tandis que ceux-ci se contentaient de discourir, il passa à l'action. Le 7 novembre, fort de l'appui du club radical, il avouait au président du Comité de défense de Médéa :

« ...Je crois à un fort gâchis dont nous voulons sortir par commissaire extraordinaire dix fois demandé, attendons réponse décisive cette nuit, que nous vous communiquerons. Autrement, Algérie fera d'elle-même. » (2)

Le même jour, il adressait à Gambetta cet ultimatum :

« Pas de réponse à notre télégramme. Nous vous informons que Comités de salut public se forment en dehors de nous pour faire élire le commissaire extraordinaire que vous ne voulez pas nous envoyer. On trouve qu'avoir nommé Henri Didier enfermé dans Paris est une mystification. Si refusez ou atermoyez encore, le devise du pays sera : Algérie fara da se. Soyez avisés ; nos voix ne sont plus écoutées. Envoyez commissaire ou consacrez nos pouvoirs » (3).

Toujours prudent, le maire d'Alger se réservait une retraite en se prétendant débordé par ses amis. En fait, il avait assez de prestige pour les retenir, mais les délégués constantinois écrivaient à leur Comité : « Le projet de l'association était de

(1) *Indépendant de Constantine*, 31 décembre 1870. Récit des délégués constantinois. *Rapport La Sicotière*, p. 98 c, 99.

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 100 b.

(3) *Ibid*, p. 97 b.

créer ici une véritable dictature » (1). Les radicaux algérois prétendaient gouverner la Colonie soit par un commissaire civil qui eût suivi les conseils de leur chef, soit, à défaut de ce mannequin, directement.

« Assez et trop longtemps, nous avons subi la faiblesse d'un Gouvernement écrasé par les soins de la défense ; préoccupons-nous d'assurer enfin notre indépendance et notre sécurité... notre réclamation est restée sans effet, nommons en un (commissaire civil). En agissant ainsi, nous ne serons pas des rebelles.

« Donnons à ce commissaire... un pouvoir provisoirement dictatorial... En avant... La patience devient coupable. Finissons-en ! » écrivait Flasselière dans « La Solidarité », le journal de Vuillermoz (2).

Le 8 novembre, le Conseil municipal et le Comité de défense nommaient le maire commissaire extraordinaire civil par intérim et soumettaient cette décision aux Comités de défense des villes algériennes et au Gouvernement de Tours (3). Ces Comités étant l'émanation des clubs et non du suffrage universel, on arrivait à cette situation étrange d'un gouvernement se réclamant de la volonté populaire à Alger et la méconnaissant ailleurs. Mais, pour ces Jacobins, seuls ceux qui partageaient leurs idées étaient dignes de diriger la démocratie en ces heures graves. Avant même que les Comités ne les eussent approuvés, ils entreprenaient la réorganisation du pays en nommant le jour même une commission chargée d'organiser des communes dans toute l'Algérie, « la Commune étant la base primordiale de toute démocratie » (4). Il s'agissait de transformer en communes toutes les agglomérations européennes de l'intérieur et d'accroître le terrain des anciennes, afin d'activer la colonisation. C'était en quelque sorte le don de joyeux avènement de la municipalité d'Alger aux colons. Elle prouvait en agissant ainsi qu'elle n'avait pas oublié les revendications algériennes du temps de l'Empire. Sans tenir compte de l'époque, elle les appliquait.

Le moment était bon pour gagner des sympathies. De nombreux Comités de défense, dès le 9 novembre, donnaient leur adhésion à la nomination de Vuillermoz. Si Constantine se montrait réticente, si Philippeville exigeait que Vuillermoz fût

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 98 b.

(2) Déposition Fabre La Maurelle, p. 276 b.

(3) Arrêté municipal du 8 novembre. *Rapport La Sicotière*, p. 97 c.

(4) Arrêté du 8 novembre 1870. *Ibid*, p. 100.

seulement l'exécutif d'un triumvirat où chaque province serait représentée, la plupart des villes approuvaient l'initiative d'Alger (1).

Pour ces éternels opposants, la Délégation de Tours avait hérité des tares de l'Empire. A force de blâmer l'autorité et l'ordre du régime défunt, ils avaient acquis la haine de tout gouvernement. La volonté du peuple, la leur, devait primer. Puisque les républicains français ne l'approuvaient pas, on se passait d'eux. Le mouvement communaliste ne pouvait pas être appelé une révolte. C'était tout au plus une insubordination, **une tentative pour placer le Gouvernement en face du fait accompli**, avec la certitude qu'il s'inclinerait devant le peuple.

V. — LE REFUS DU GOUVERNEMENT

Le mouvement communaliste ne pouvait réussir que s'il réalisait l'unanimité de l'opinion algérienne. Trompés par l'absence de résistance qui s'était manifestée à Alger, Vuillermoz et ses amis pensaient que les modérés ne leur résisteraient pas et que les agents du pouvoirs central montreraient partout une faiblesse égale. Ces deux postulats se trouvèrent faux.

Les Comités de défense radicaux ne faisaient pas partout la loi. A Constantine, à Bône notamment, les républicains modérés étaient les plus nombreux (2). Au 4 septembre, le Gouvernement avait désigné comme préfet un modéré, Lucet, qui, plus jeune que Warnier, et assuré de l'appui de l'opinion, n'était pas disposé à s'effacer sur les injonctions de la municipalité d'Alger. Pour faire échec à celle-ci, il joua de la rivalité extrêmement vivace des villes de province et d'Alger. La capitale, siège du Gouvernement général, avait été favorisée par l'Empire, à la grande colère des provinciaux, qui désiraient ardemment la fin de cette hégémonie. Donner les pleins pouvoirs à Vuillermoz, c'était renforcer celle-ci. A aucun prix, les provinciaux n'acceptaient cette solution. Hostiles à tout Gouvernement général, qu'il fût civil ou militaire, ils manifestaient leur

(1) C'étaient Tiaret, Mostaganem, Relizane, Sidi-Bel-Abbès, Oran pour cette province ; Dellys, Blida, Cherchell, Médéa, Boufarik, Boghari, Marengo pour celle d'Alger ; Sétif, Bougie pour celle de Constantine. Maire d'Alger à Gambetta, 9 novembre 1870. *Ibid.*, p. 103 a b.

(2) *Archives Nationales*, F. 80, 1681.

antipathie pour les propositions de Vuillermoz ; celle-ci se transforma, sous l'influence du préfet, en opposition intransigeante (1).

Le 10 novembre, le Conseil de Constantine repoussait à l'unanimité la « tentative regrettable » du maire d'Alger et affirmait son adhésion à la République modérée de Tours. La veille, sur le conseil du sous-préfet, Alexis Lambert, le Conseil municipal de Bône condamnait l'initiative d'Alger. L'opposition du département de Constantine rendait irréalisable le plan de Vuillermoz (2).

En même temps, le préfet intérimaire d'Alger se plaignait au Gouvernement des empiétements du Conseil municipal d'Alger qui correspondait avec les mairies des provinces et demandait des instructions (3).

Le Gouvernement de Tours, inquiet cette fois, crut que les extrémistes algérois voulaient imiter leurs amis de Lyon et de Marseille. Un télégramme prudent annonçant à Vuillermoz qu'on n'acceptait pas son initiative, avait été expédié le soir du 9 novembre. Le 10, fort de l'adhésion des Constantinois, on pariait enfin énergiquement.

« ...Nous apprenons que vous faites le dictateur et que vous constituez une commission pour préparer l'organisation du Conseil communal.

« Le Gouvernement annule cet acte d'usurpation ; il vous engage, et au besoin vous ordonne, de cesser toutes violations de la loi qu'il ne peut tolérer plus longtemps... Il est temps d'en finir avec des usurpations que nous ne pouvons pas tolérer plus longtemps ».

En même temps, le général Lallemand était prié de mettre Vuillermoz à la raison s'il persistait dans sa rébellion (4).

Placé devant l'alternative de repousser les ordres du Gouvernement ou de se soumettre en se plaçant dans une position assez délicate aux yeux de ses amis, Vuillermoz ne songea plus qu'à se retirer de l'aventure sans compromettre son prestige. Dissimulant les dépêches du Gouvernement qui le désavouaient, il conseillait, dès le 11 novembre, aux radicaux d'Oran

(1) Delmarès, secrétaire du Comité de Défense de Constantine, à Hué, pharmacien à Bône, *Indépendant de Constantine*, 15 nov. Lucet, préfet de Constantine à Gouvernement, 10 nov. ; à Sous-Préfet Bône ; à Commissaire civil de Djidjelli, 9 nov. *Rapport La Sicotière*, p. 99-104. Déposition du Bouzet, p. 243.

(2) Lambert à Préfet de Constantine, 9 nov. 1870. Délibération du Conseil municipal de Constantine. *Rapport La Sicotière*, p. 106 a.

(3) *Ibid.*, p. 100 c.

(4) Gouvernement de Tours à Maire d'Alger, 10 nov. *Rapport La Sicotière*, p. 112 a.

d'attendre le commissaire civil que le gouvernement de Tours promettait (1).

Du reste, ses craintes relatives au rétablissement du régime civil étaient apaisées par l'arrivée du général Lallemand dont le titre de commandant des forces de terre et de mer concrétisait un ordre de choses nouveau.

Le général, connu pour ses opinions républicaines, s'était fait précéder d'une proclamation reconnaissant le régime et avait, de ce fait, gagné les sympathies de la population. Il trouva le maire d'Alger dans les meilleures dispositions du monde, protestant de son loyalisme et déplorant l'erreur du gouvernement de Tours à son égard (2).

Le soir, une grande réunion de l'Association républicaine devait l'investir des pleins pouvoirs. Il se déroba à cet honneur (3). Entraîné davantage par les circonstances que par ambition dans une aventure délicate, il s'en tirait avec un assez grand bonheur, faisant faire à sa ville l'économie d'une révolution sanglante sinon d'une agitation aussi stérile que bruyante.

(1) Maire d'Alger à Président du Comité de Défense, 11 nov. *Rapport La Sicotière*, p. 100 c, 102.

(2) Vuillermoz à Gouvernement; Lallemand à Ministre de la Guerre à Tours, 11 nov. 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 106-112; *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(3) Lallemand à Guerre, 11 nov.; Gouvernement à Lallemand, 12 novembre. *Ibid*, p. 111 b, 112 a.

CHAPITRE V

Le Gouvernement du Commissaire du Bouzet

I. — LE COMMISSAIRE

En promettant à Vuillermoz de nommer dans les dix jours un gouverneur civil, Crémieux comptait sur l'acceptation de Lambrecht, auquel il avait offert ce poste. Mais, ne voulant pas compromettre la santé de ses enfants, celui-ci avait refusé (1). Cette situation ne pouvant pas se prolonger indéfiniment, le Gouvernement se résigna à nommer un républicain algérien, dont le prestige risquait d'être mince, mais dont les connaissances seraient peut-être utiles. Il restait à trouver un républicain assez sage pour ne pas vouloir jouer au dictateur, ce qui excluait les déportés.

Le préfet d'Oran, Charles du Bouzet, parut remplir ces conditions. C'était un universitaire qui avait enseigné la philosophie au lycée d'Alger sous l'Empire. Il avait été déplacé à la suite d'articles critiquant sans indulgence le principe et les actes du Gouvernement général. Il avait alors démissionné et avait collaboré à Constantine au journal républicain « L'Indépendant », après avoir été rédacteur au « Temps ». Nommé préfet d'Oran à la Révolution de Septembre, il avait fait preuve de doigté en empêchant un conflit d'éclater entre l'irascible général Walsin-Esterhazy et la population civile (2).

Le secrétaire pour les affaires algériennes de Crémieux, Viguiet, qui le connaissait, le désigna. Du Bouzet ne se dissimulait pas les difficultés de sa tâche, mais il était disposé à s'employer de son mieux à les surmonter (3). Il accepta et, le

(1) *Rapport La Sicotière* p. 112 b.

(2) *Ibid.*, p. 112 b.

(3) Du Bouzet à Crémieux, 15 novembre 1870, p. 111 c.

17 novembre, un décret du Gouvernement le nommait commissaire extraordinaire provisoire, avec tous les pouvoirs du gouverneur civil (1).

Vuillermoz, qui connaissait le commissaire, approuva ce choix (2), mais les radicaux extrémistes le critiquèrent énergiquement. Du Bouzet n'ayant pas souffert autant qu'eux pour la République, ils s'indignaient qu'on ait pu le désigner. A les entendre, ce n'était pas un républicain, mais un orléaniste (3). Le « Colon », qui regrettait l'occasion perdue d'échapper au pouvoir central, écrivait :

« Du Bouzet et tous les fonctionnaires que lui adjoindra le gouvernement tourangeau manqueront de résolution et d'initiative si nous ne prenons pas en main la queue de la poêle, et il y a assez longtemps qu'on nous y fait frire » (4).

Les gens de l'Association républicaine étant les éléments les plus violents et les plus actifs de la ville, le commissaire extraordinaire devait, avant même son entrée en fonction, songer à les neutraliser.

Il envisagea pour cela l'appui de Vuillermoz, dont la popularité lui garantissait la bienveillance des habitants d'Alger. La Préfecture d'Alger n'ayant plus de titulaire, il demanda qu'on y nommât le maire (5). Crémieux refusa : « Celui que vous proposez, répondait-il, a montré un esprit d'opposition violent et séditieux, et le Gouvernement ne veut pas faire de concessions à ceux qui troublent l'ordre légal » (6). Le commissaire ne devait donc compter que sur sa diplomatie pour gagner à sa cause celui dont dépendait sa réussite ou son échec.

Ce n'était pas sans crainte que du Bouzet quittait Oran. Voulant éviter toute manifestation à son arrivée, il n'avait prévenu personne de son arrivée à Alger, mais la nouvelle avait été connue malgré ces précautions, et à la gare d'Alger, le Préfet intérimaire l'attendait et lui apprenait que Vuillermoz ayant fait mettre les scellés sur le palais du gouverneur après le départ de Walsin-Esterhazy, il devait aller à la Préfecture (7). C'est là que Vuillermoz vint lui rendre visite et, obligeant, assura qu'il avait fait sceller par précaution certaines portes du palais,

(1) Décret du 17 novembre 1870. *Ibid.*, p. 112 a.

(2) Vuillermoz à Crémieux, 18 novembre. *Rapport La Sicotière*, p. 112 c.

(3) Chabannes à Vuillermoz, 20 novembre 1870. *Ibid.*, p. 99 c, 100

(4) *Colon*, cité dans *Moniteur de l'Algérie*, du 8 décembre 1870.

(5) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(6) Crémieux à Du Bouzet, 16 novembre. *Rapport La Sicotière*, p. 208 c.

(7) Pélissier à Gouvernement, 20 novembre 1870. *Ibid.*, p. 86.

mais qu'il fallait s'y rendre aussitôt. Du Bouzet déduisit de ce menu incident que l'incapacité du successeur de Warnier avait probablement été cause des empiètements du maire d'Alger (1).

Décidé à collaborer amicalement avec les élus du peuple, il adressait à tous ses auxiliaires une proclamation conciliante, où il s'assignait pour tâches essentielles l'établissement du régime civil et l'extension de la colonisation, points sur lesquels il devait réaliser l'unanimité de l'opinion.

Très impressionné par les jugements contradictoires qu'on avait émis devant lui sur Vuillermoz, et sur le mouvement qu'il avait tenté de développer quelques jours auparavant, il s'efforçait de démontrer que la meilleure façon de servir la République était de respecter la légalité (2). Mais cette prudence semblait hors de saison. Vuillermoz approuvait, protestait de son dévouement à la République modérée, prouvait qu'il avait refusé d'adhérer à la Ligue du Midi (3). Après leur première entrevue, du Bouzet jugeait le maire d'Alger bien disposé. Deux jours après, enchanté de l'accueil courtois qu'il recevait, il télégraphiait aux membres du Gouvernement de Tours : « Tout va bien, tout va bien » (4).

Sa politique conciliante s'avérait bonne à l'expérience. Il ne serait pas expulsé, croyait-il, comme ses infortunés prédécesseurs.

II. — L'ADMINISTRATION DE VUILLERMOZ

Emu des reproches de Crémieux et des soupçons qu'il jugeait injustes, qu'avait fait naître son initiative, Vuillermoz désirait à ce moment se limiter à ses attributions municipales et à celles du Comité de défense. Mais pour lui et son Conseil, l'administration de la ville n'était qu'une faible partie de leur tâche. L'essentiel consistait à affermir la République en développant l'instruction populaire et en éliminant de tous les postes les agents de la réaction.

Ces purs républicains se dirigeaient selon les principes démo-

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 212 b.

(2) Proclamation du 20 novembre 1870. *Ibid.*, p. 112 c et 113.

(3) Maire Alger à Président Comité Défense Constantine : « Aucun délégué d'Alger n'a adhéré à la Ligue du Midi et nous tenons à y rester étrangers ». Correspondance de la Municipalité d'Alger et du Comité de Défense, Alger, 1870.

(4) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Rapport de la Sicotière*, p. 113 c.

cratiques ; même lorsque la loi municipale, faite à une époque monarchique il est vrai, s'opposait à ceux-ci. Les séances étaient publiques et les membres de l'Association républicaine ne se privaient pas d'intervenir dans les discussions, comme aux Assemblées de la Révolution, sans qu'on s'en émût. On avait admis au sein du Conseil des ouvriers et on avait même fait d'un peintre, l'ancien déporté Lormand, un adjoint. Afin de leur permettre de consacrer leur temps à leurs concitoyens, le Conseil leur versait une indemnité illégale que du Bouzet annula (1).

Emanation de l'opinion publique, le Conseil était qualifié, pensaient-ils, pour exprimer sa volonté. La loi municipale interdisait aux conseils municipaux de publier toute « protestation, proclamation ou adresse », et de correspondre avec les autres conseils du pays (2). Mais, des républicains n'avaient pas à respecter la législation des régimes déchus. Le 14 octobre, le Conseil demandait la suppression du Gouvernement général de l'Algérie. Le 29 novembre, il émettait le vœu qu'on instituât le jury civil dans les tribunaux, à partir du 1^{er} janvier 1871. Un autre jour, il proclamait « que la République est de droit primordial » (3).

En toute chose, il allait apporter cet esprit novateur, résolu à faire table rase du passé. Un de ses premiers actes avait été de proposer une réduction importante sur le budget du personnel de la mairie, les bureaucrates de l'Empire lui semblant indignes d'intérêt (4). Mais sa gestion entraînant de grosses dépenses, il fut vite réduit à rechercher des ressources nouvelles.

La propriété foncière européenne en Algérie était exempte d'impôt. Or, les biens de l'agglomération d'Alger et de Mustapha étaient évalués à quatre millions huit cent mille francs. Le Conseil municipal se laissa tenter par ces richesses et voulut lever un impôt sur elles. Mais le Conseil des finances s'opposait à cette infraction à la règle. La taxe proposée par Vuillermoz sembla cependant légitime à Crémieux qui, par décret du 17 janvier 1871, autorisa la commune à percevoir une somme annuelle de 120.000 francs sur le revenu des immeubles. La loi

(1) *Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie*, 1871, p. 67.

(2) Article 24 de la loi du 18-22 juillet 1837. Article 30 de la loi du 21-23 mars 1831.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 24 et 25.

(4) Séance du 19 octobre 1870. *Akhbar*, 4 novembre 1870.

municipale stipulant que les taxes municipales ne pouvaient porter que sur les quatre contributions directes, était encore violée, mais, cette fois, avec l'autorisation du Gouvernement. Malgré cela, le déficit s'accroissait, s'élevant en 1871 à 620.000 francs et obligeant la ville à recourir à des emprunts onéreux (1).

Grâce à ces expédients, la Municipalité pouvait préparer la défense nationale en recrutant des francs-tireurs et en commandant des canons, secourir les chômeurs en organisant des soupes populaires, et enfin organiser les écoles primaires laïques qui devaient contribuer à « éclairer le peuple ».

Les sentiments religieux des colons français n'avaient jamais été très grands. Les officiers libéraux de la conquête et les aventuriers qui s'étaient installés en Afrique avaient surpris les Musulmans par leur absence de religion. Cette tradition s'était maintenue et à la fin de l'Empire, malgré les efforts de Lavigerie pour se concilier la sympathie des habitants, le clergé n'avait obtenu que d'assez maigres résultats. Province républicaine, l'Algérie était aussi une province anticléricale.

Cependant, l'enseignement restait confessionnel. Sur dix-sept écoles, on comptait six établissements catholiques, quatre israélites, quatre protestants, contre seulement trois écoles laïques (2). Les premiers instruisaient 4.224 élèves, les secondes 1.452 (3).

Cette situation inquiétait vivement les républicains, et déjà en 1868, Bertholon avait essayé de faire détruire les écoles congréganistes par le Conseil municipal (4).

C'est ce que la Municipalité radicale allait réaliser.

Au cours de la séance du 19 octobre, le conseiller Mongellas exposa que le cardinal Lavigerie avait demandé de louer deux anciennes casernes de la rue Médée, pour y installer une institution chrétienne. Ranc, qui avait déjà joué à Alger un rôle assez important au cours de la II^e République, nommé rapporteur, déclara que le Conseil avait mandat de propager les écoles laïques et le Conseil demanda les casernes pour en installer (5).

Quelques jours après, la sous-commission des écoles présen-

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 28 c et seq. Déposition Hélot, p. 334 c et seq.

(2) *Rapport Ranc*. Séance publique du 19 octobre 1870.

(3) *LAMY*, *op. cit.*, p. 195.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, E.E., Mac-Mahon à Ministre de la Guerre, 10 février 1868.

(5) Conseil Municipal d'Alger. Séances du 19 octobre 1870. *Algérie Française*, Zéramna, 25 octobre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 27 a.

tait un plan tendant à établir l'obligation et la gratuité de l'instruction à tous les degrés. Mais comme cette grande réforme n'était pas immédiatement réalisable, on décidait de se passer du concours des frères et des sœurs de la doctrine chrétienne, à partir du 1^{er} janvier 1871.

Au cours de la même séance, afin d'affirmer « la séparation de l'Eglise et de la Commune », on décidait de supprimer les subventions aux cultes et les indemnités de logement de leurs ministres. Ces décisions étaient prises à l'unanimité des conseillers français. Seul un israélite indigène, Cohen Solal, et les deux conseillers musulmans, faisaient opposition à des mesures qui choquaient leur piété (1).

Le 15 décembre, on signifiait aux congréganistes leur congé. Plus de six mille catholiques présentèrent à du Bouzet une pétition demandant le maintien des écoles confessionnelles. L'« Akhbar », le « Moniteur de l'Algérie » menaient une campagne ardente contre la Municipalité. L'archevêque Lavigerie reprit la plume qui lui avait valu de si vifs démêlés avec Mac Mahon, et protesta auprès de Crémieux. Celui-ci répondit que la future Assemblée Nationale trancherait la question. Du Bouzet invoqua l'autonomie communale et le préfet, s'abritant derrière eux, ratifia (2).

Le 1^{er} janvier 1871, l'expulsion des congréganistes avait lieu; le 9, des instituteurs les remplaçaient et enseignaient « les doctrines qui font le bon citoyen ».

La Municipalité procéda aussi brutalement vis-à-vis des fonctionnaires municipaux qu'elle jugeait réactionnaires. Elle avait commencé par réduire leur traitement. Elle procéda ensuite à leur épuration, pour satisfaire sa doctrine et les appétits de certains de ses amis. A l'époque de son éphémère dictature sur l'Algérie, Vuillermoz avait conseillé à certains de ses collègues de la province de conserver ou d'éliminer leurs subordonnés, selon qu'ils étaient ou non fidèles à la République (3). Il procéda de même à Alger. Un de ses amis, Lelong, fut nommé inspecteur et chef de service des produits communaux, avec une augmentation de mille francs par an. A sa place, il nomma le fils d'un grand orateur de club, Finiel, qui se trouvait à la recherche d'une position sociale. Quant au titulaire Lamy, un

(1) Conseil Municipal d'Alger. Séance du 9 novembre 1870.

(2) Proclamation de Vuillermoz reproduite dans LAMY, *op. cit.*, p. 195.

(3) Vuillermoz au Président du Comité de Défense d'Orléansville, 1^{er} novembre; au Maire de Marengo, 2 novembre 1870. *Rapport La Sicotière*, p. 108 a.

catholique, on avait soupçonné sa ferveur républicaine et on l'avait destitué (1). Pareil sort avait été celui du receveur à l'abattoir, qu'on avait remplacé par Lagouth, homme de mœurs douteuses, qui avait exécuté l'arrestation arbitraire du président Pierrey quelques jours auparavant. Enfin, l'architecte-voyer de la ville, dont on avait modifié arbitrairement les attributions, jugeant sa tâche irréalisable, démissionnait (2).

Ces actions, si elles plaisaient aux radicaux, mécontentaient les libéraux, qui étaient les principales victimes de ce jacobinisme. Amorphes pendant les émeutes, ils reprenaient quelque assurance depuis que le gouvernement fonctionnait normalement avec du Bouzet. Leurs journaux, alertés par les mesures anticléricales de la Municipalité, osaient maintenant critiquer celle-ci. L'administration municipale de Vuillermoz provoquait une opposition que le représentant du Gouvernement songea à exploiter pour éliminer ce chef de parti embarrassant à coup sûr et peut être même dangereux.

III. — LE PREMIER CONFLIT

Si, conciliant, du Bouzet avait fermé les yeux sur beaucoup d'infractions à la loi commises par la Municipalité, il ne pouvait pas admettre que le droit de convoquer la milice appartînt au maire. Warnier, dont le libéralisme et la faiblesse avait causé la perte, avait, au moment de la réorganisation de la milice, donné à Vuillermoz ce pouvoir (3). Il s'en était vite repenti.

Le maire, en puisant les éléments les plus ardents dans les diverses compagnies, s'était composé une véritable garde prétorienne, la 2^e compagnie bis, prête à toutes les actions, comme on l'avait vu le 28 octobre. Il pouvait éloigner les compagnies

(1) On prêtait à Vuillermoz ce propos : « Nous n'avons aucun grief contre M. Lamy, son service est irréprochable; seulement on le voit aux églises, il a des relations avec les sociétés religieuses ». LAMY, *op. cit.*, p. 123.

(2) LAMY, *op. cit.*, p. 92 et seq., p. 126. *Rapport La Sicotière*, p. 107. Akhbar, 29 décembre 1870.

(3) L'arrêté du 10 septembre du Baron Durieu divisait les miliciens en mobilisables âgés de 18 à 35 ans et en ségentaires au-dessus. Les miliciens étaient les officiers de leur compagnie qui étaient eux-mêmes le chef de bataillon. Les corps spéciaux : francs-tireurs, artilleurs, tirailleurs volontaires algériens gardaient leur ancien statut et étaient séparément leurs officiers. *Rapport La Sicotière*, p. 141 b c et seq.

loyalistes et n'appeler aux points stratégiques ou aux moments critiques que les compagnies de son parti (1).

C'est pourquoi la délégation du Gouvernement à Tours avait placé la milice sous l'autorité supérieure du commissaire extraordinaire (2). Aussitôt, les extrémistes avaient protesté. L'Association républicaine avait proclamé que la milice était un « corps essentiellement communal » et qu'on ne pouvait pas retirer sa direction à la Municipalité. Le décret de Tours « violait donc le droit républicain ». Aussi, l'Association invitait les communes et les milices à demander son abrogation (3).

Plus de quinze cents signatures sanctionnaient cette protestation, plusieurs officiers de la milice donnèrent leur démission. Mais Vuillermoz, après l'échec du mouvement communaliste, entendait rester dans la légalité. Afin de calmer ses amis, sans sembler abdiquer devant le Gouvernement, il louvoya et affecta de croire que le décret du 18 novembre laissait tous ses droits à la Municipalité : « A nos yeux, l'autorité légitime de la Municipalité reste entièrement. Le décret n'a d'autre objet que de consacrer l'autorité supérieure du gouvernement civil sur les milices algériennes... » disait-il dans une proclamation dont il soumettait le texte à Crémieux (4).

Cette ruse, un peu trop visible, irrita les radicaux extrémistes, dont les représentants au Conseil municipal donnèrent leur démission, le 20 novembre (5). A leurs yeux, c'était une nouvelle reculade de Vuillermoz devant le pouvoir central.

« Vous êtes trop sage et trop prudent, lui reprochait Alexandre Lambert, dans « Le Colon », vous ne faites que calculer et raisonner, vous n'avez pas la foi.

« Vous doutez du peuple, citoyen... Il ne faut pas trop le faire attendre, car il apprendrait à se passer de vous.

« Si vous n'osez pas être grand avec lui et par lui, il sera grand sans vous. » (6).

Sur son initiative, l'Association républicaine demandait l'élection d'un nouveau Comité de défense. Cette menace et ces reproches (7) émurent Vuillermoz. Soucieux de garder sa popu-

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition de l'Amiral de Gueydon, p. 304 a.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. Décret du 18 novembre 1870.

(3) *Ibid.*

(4) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681. *Rapport de La Sicotière*, p. 114 b.

(5) C'étaient l'adjoint Trolard, le rapporteur de la Commission des écoles Clémenson, l'ancien déporté Lelièvre, Antoni et Rey.

(6) *Colon*, cité par *Moniteur de l'Algérie*, 27 novembre 1870.

(7) *Colon*, cité par *Akhbar*, 25 novembre 1870.

larité et l'estime des « purs républicains », il tenta de remettre, quelques jours plus tard, tout en question. Le 12 décembre, il annonçait au commandant de la milice son intention de contrôler les exercices de chaque compagnie, mais tel maître Jacques, il avait changé de défroque et il parlait cette fois au nom du Comité de défense et non de la Municipalité.

Cette pétition fut accueillie par les protestations de ses adversaires; les officiers et les miliciens appartenant à ce clan répondirent qu'ils ne reconnaissaient plus l'autorité d'un Comité de défense qu'aucun vote n'avait consacré (1).

Ce conflit marquait aux yeux de du Bouzet la renaissance des ambitions de Vuillermoz, en même temps que le déclin de la popularité de celui-ci. Pour faire face à d'hypothétiques convulsions, il avait besoin d'un auxiliaire précieux à la Préfecture, ce que Péliissier ne pouvait pas être. Le commissaire extraordinaire disait qu'« incapable toujours il était devenu dangereux par sottise », et il demandait qu'on lui envoyât vite un homme de talent. Le gouvernement de Tours se mit alors à la recherche d'un préfet, comme il l'avait fait auparavant pour un gouverneur, et sans plus de réussite. Crémieux avait un candidat dont il répondait, le préfet de la Drôme, son gendre, Peigné-Crémieux. Mais celui-ci resta dans son département et, las d'attendre, du Bouzet improvisa un nouvel intérimaire, Hélot, sous-chef ou Gouvernement général, bon fonctionnaire, mais ancien élève des jésuites et légitimiste (2).

Le choix fit scandale. Il se justifiait pourtant par le désir du commissaire d'avoir la collaboration d'un bon commis afin de mettre fin au désordre de l'administration (3). Du Bouzet voulait arracher le pays à l'agitation en entreprenant l'extension de la colonisation, suivant le désir exprimé tant de fois sous l'Empire par la population civile (4). Il lui fallait le temps d'arrêter son programme. Mais l'incohérence de la délégation de Tours en matière algérienne allait l'empêcher d'aboutir. Crémieux, devant les protestations soulevées par ses décrets du 24 octobre, avait résolu, en effet, de les corriger. Il avait donné aux délégués radicaux une constitution basée sur un compromis

(1) *Akhbar*, 18 décembre 1870.

(2) Déposition Hélot, p. 330 et seq. *Rapport La Sicotière*, p. 113 et 114. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(3) A l'arrivée d'Hélot, les codes télégraphiques avaient disparu de la Préfecture, ce qui rendait impossible toute la correspondance chiffrée. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

entre l'assimilation et l'autonomie coloniale, avec un gouverneur, un conseil de gouvernement et un budget spécial. Mais les autonomistes l'avaient trouvée beaucoup trop timide et les assimilateurs l'avaient critiquée tout autant.

Crémieux, impressionné par ces protestations, avait envisagé alors l'assimilation totale, les trois départements algériens devant être administrés comme ceux de la Métropole et le gouvernement général de l'Algérie cessant d'exister. Le secrétaire du gouvernement Le Batteux, qui arrivait de Tours, informa du Bouzet de ce revirement, qui l'empêchait de s'appuyer sur un Conseil de gouvernement mort-né (1). Le commissaire se trouvait donc paralysé, faute de pouvoirs et d'auxiliaires.

Avant de tenter, en dépit de ces obstacles, de transformer le « pays arabe » (2), du Bouzet aurait voulu avoir l'esprit libre à Alger. L'incident du Comité de défense lui fit craindre de nouveaux désordres et il résolut de profiter du flottement du parti radical et du réveil de l'opposition pour dissoudre le Conseil municipal et préparer de nouvelles élections qu'il comptait bien rendre favorables aux libéraux.

Le prétexte devait lui être fourni par la naturalisation des israélites algériens. Cette mesure, que tous les partis avaient préconisée à Alger, à l'exception de quelques extrémistes radicaux ou conservateurs (3), ne soulevait pas autant d'opposition que dans les autres départements algériens, mais elle rendait anachronique la composition du Conseil municipal. Et avant le décret du 24 octobre, celui-ci comprenait deux représentants des indigènes israélites, ce qui n'avait plus sa raison d'être. D'autre part, on pouvait se demander, en songeant au nombre important d'électeurs israélites, si leur vote n'était pas susceptible d'entraîner un changement de majorité. La Municipalité ne représentait que l'ancienne population d'Alger, elle n'avait pas le droit d'administrer des gens qui ne l'avaient pas élus. En vertu de ce raisonnement, du Bouzet demanda à Crémieux la dissolution du Conseil municipal.

Le Garde des Sceaux aurait volontiers prononcé celle-ci, mais il fallait trouver un autre prétexte que l'adjonction des Israélites. De toutes les réformes qu'il avait faites, la naturalisation en masse des juifs algériens était celle qui l'intéressait le plus.

(1) *Actes du Gouvernement de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 293.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(3) C'était le clan de Juillet Saint-Laget qui n'avait pas une très grande influence.

Emanciper ses coreligionnaires d'Algérie avait été « une des plus grandes joies de sa vie », reconnut-il plus tard (1). L'opposition que rencontrait cette mesure à Oran et à Constantine lui commandait de ne pas soulever de nouvelles colères. Il refusa donc, conseillant au commissaire extraordinaire de chercher un autre motif (2).

L'occasion d'attaquer Vuillermoz, au moment où sa popularité subissait une éclipse, se trouvait ainsi perdue.

(1) *Bulletin de l'Alliance Israélite Universelle*, mai 1872.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 216 b c.

CHAPITRE VI

La seconde tentative communaliste

I. — LA CAMPAGNE RADICALE CONTRE DU BOUZET

N'étant pas assez fort pour inspirer la crainte, le commissaire extraordinaire commit la faute d'indisposer ses administrés. Après la nomination d'Hélot, qui avait déplu à tous les républicains, il inquiéta les fonctionnaires en adressant aux préfets une circulaire qui les invitait à rétablir les traditions de probité sévère qui avaient trop souvent fléchi sous l'Empire, et leur recommandant d'être « sans pitié pour les malversations ». Cette « circulaire confidentielle » devait être communiquée aux journaux. Par cette feinte indiscretion, du Bouzet espérait que le public serait mis au courant de sa vertu jacobine et lui en saurait gré (1).

En fait, tout le monde fut troublé. Les serviteurs de l'Empire crurent qu'ils étaient menacés, les radicaux se demandèrent si la circulaire du commissaire ne visait pas certains des leurs, comme Lagouth, dont l'ardeur des convictions politiques avait prévalu sur les tares morales. En semblant décidé à prendre des sanctions contre des gens qu'il s'abstenait de nommer, du Bouzet s'aliénait tous les employés qui se croyaient menacés. Ce fut le seul résultat de son geste vertueux.

Les radicaux entreprirent alors contre lui une campagne habile. Tandis que leurs journaux l'accusaient de tiédeur républicaine et lui reprochaient l'inaction qu'il apportait à la défense nationale, les militants expliquaient d'un mot l'apathie du gouvernement : il était clérical. L'accusation était étrange contre un homme dont le passé et les articles prouvaient l'in-

(1) *Rapport de La Sicotière*, p. 110.

différence religieuse, mais elle porta. Les bourgeois voltairiens et les ouvriers se détachèrent d'un homme dont les étroites relations avec le supérieur des Jésuites devenaient la fable de la ville. On attribuait à ce religieux une influence considérable sur le commissaire. Chaque absence de celui-ci était expliquée par une visite chez les Jésuites. Quelques-uns des amis de du Bouzet finirent par être convaincus de ce fait (1).

Cette atmosphère de suspicion s'accroissant, Du Bouzet commença à craindre pour son sort. Un soir qu'il était en promenade, une salve d'artillerie saluant une victoire française éveilla la curiosité populaire et un grand nombre de gens se rendirent au palais pour connaître des détails. Alexandre Lambert, profitant de l'absence du commissaire, les excita à envahir l'hôtel du gouvernement sous prétexte de le chercher. L'adjoint Lormand s'y opposa, mais, mis au courant de l'incident, du Bouzet pensa que Lambert préparait contre lui un coup de main analogue à celui qui avait mis fin au gouvernement éphémère du général Walsin-Esterhazy (2).

Apprenant que l'Association républicaine organisait le 15 janvier une réunion, sous prétexte « d'aider à la défense de la République par l'enrôlement et l'équipement des volontaires garibaldiens », il convoqua la milice et télégraphia à Crémieux : « Il n'est pas impossible qu'on tente ici un coup contre moi » (3). En fait, l'Association ne s'était réunie que pour palabrer et émettre un de ces ordres du jour pompeux qui emplissaient ses adhérents d'une mâle fierté. Mais, cette fois, le texte n'était pas fait pour apaiser les inquiétudes de du Bouzet. Accusant celui-ci d'amoindrir le prestige de la République en se ridiculisant » et de « faire injure à la population tout entière », l'assemblée demandait la suppression d'un poste onéreux et inutile, et si on maintenait celui-ci provisoirement, de remplacer du Bouzet par un « citoyen franchement dévoué à la défense de la République » (4).

Lambert et ses compagnons, parmi lesquels se trouvaient le rédacteur en chef et le principal rédacteur du journal de Vuil-

(1) *Rapport de La Sicotière*, p. 115. Du Bouzet dit qu'il ne vit le Supérieur des Jésuites que deux fois.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 215 c et seq.

(3) *Akhbar*, 20 janvier 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 216 a. *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(4) Flasselière, ancien Commissaire de la République à Dijon, en 1848, et Basset, ancien avoué, tous deux déportés en 1851. Thuillier, Lelièvre, Jourdan, Griess figuraient parmi les signataires de l'ordre du jour.

lermoz, renouvelaient les accusations qui avaient soulevé la foule contre les derniers gouverneurs généraux. Sans les mesures de sûreté prises par du Bouzet, il en aurait été probablement de même. Mais, réduit à se cacher la nuit, de crainte d'un enlèvement (1), du Bouzet ne pouvait pas se maintenir dans une position aussi critique.

II. — LE CONFLIT

Ce fut cependant Vuillermoz qui prit l'initiative de la rupture. La convocation de la milice par du Bouzet avait peut-être prévenu des incidents graves, mais Vuillermoz, qui n'avait pas cessé d'affecter de croire au maintien de son contrôle sur ce corps, ne pouvait pas laisser passer cette atteinte à ses droits sans donner raison aux extrémistes qui, en novembre, l'avaient accusé de capituler devant le pouvoir central. Ses partisans étant entrés en conflit avec le commissaire extraordinaire, il les suivit.

Le 16 janvier, il publiait un appel à « la garde nationale d'Alger » — milice ne semblait pas assez civique — dans lequel il se déclarait assez fort pour arrêter avec deux miliciens sans armes toute manifestation d'un caractère violent et proclamait son droit exclusif de convoquer la milice. Il n'appartenait pas à l'autorité supérieure de prendre cette initiative; elle devait seulement l'en charger. Ayant ainsi défini son droit, Vuillermoz annonçait sa volonté de le maintenir et, pour bien le montrer, il présentait à du Bouzet un arrêté bouleversant l'organisation de la milice et prescrivant de nouvelles élections pour les officiers (2).

C'était ouvrir un conflit. Le même jour, en effet, le commissaire avait également adressé à la milice une proclamation dénonçant la conspiration de « certains ambitieux déçus » et accusant de trahison les auteurs de toute tentative destinée à troubler les esprits (3).

Persuadé qu'on avait voulu l'enlever dans la soirée du 15 janvier, il était décidé à s'imposer, fût-ce par la force. Il refusa donc de ratifier l'arrêté du maire d'Alger et répliqua par un

(1) LAMY, *op. cit.*, T. II, p. 92 et seq.

(2) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1681.

nouvel appel aux miliciens. Il niait cette fois que le maire d'Alger eût le droit de convoquer les citoyens sous les armes sans sa délégation et, ajoutait-il, si pareille usurpation était tentée, la milice n'aurait pas à obéir.

En même temps, reprochant au secrétaire général du gouvernement son inaction au cours de l'alerte du 15 janvier et son silence au sujet de la conspiration, il le suspendait. Enfin, il révoquait le chef de la police, Savy, un protégé de Vuillermoz, dont l'attitude, le même jour, lui avait paru suspecte (1).

Le maire, en maintenant publiquement ses droits, s'était engagé sur une voie dangereuse, mais il ne pouvait plus faire de concession. Il rédigea donc une proclamation indignée. Les « principes impérissables » étaient sacrifiés par le commissaire à « certaines individualités », les libertés communales méconnuées, mais il se refusait à admettre ces mesures illégales et il déclarait, pour finir, qu'il n'hésiterait pas à convoquer la garde nationale s'il jugeait utile de le faire (2).

Du Bouzet avait cette fois un prétexte plausible de dissoudre le Conseil municipal. Crémieux, qui, au cours de ses voyages en Algérie, avait connu Vuillermoz et le jugeait bon citoyen, et dont la bonhomie naturelle répugnait à des mesures violentes, conseillait au représentant du Gouvernement la patience (3). Il était convenu que le décret de dissolution ne paraîtrait que sur une nouvelle demande du commissaire extraordinaire. Mais une indiscretion livra le secret au public avant que du Bouzet eût pu s'assurer le concours d'une nouvelle Municipalité. Les radicaux, mécontents, se rendirent devant le Palais du gouverneur, huant et sifflant « l'ami des Jésuites ». Sur les conseils d'Hélot, du Bouzet, pour prouver sa bienveillance aux radicaux, nomma maire provisoire le premier adjoint Gastu et maintint en fonctions l'adjoint spécial de Mustapha, Bru. Il espérait que ceux-ci refuseraient et que le public verrait dans leur geste la preuve de leur mauvaise volonté. C'est ce qui advint, mais les républicains n'admettaient pas que le représentant du pouvoir exécutif pût l'emporter sur les élus du peuple. Cette atteinte aux libertés communales semblait à beaucoup d'entre eux une survivance des régimes despotiques, un coup de force. Ils se rangèrent donc aux côtés de Vuillermoz.

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 114 a et 120 b. Arch. Nat., F. 80, 1681 et 1682.

(2) Arch. Nat., F. 80, 1681.

(3) Décret du 18 janvier 1871. Crémieux à du Bouzet. Du Bouzet à Crémieux, 24 janvier.

Le lendemain de l'affichage du décret, dimanche, l'Association républicaine organisa une manifestation de protestation. Unis de nouveau contre le représentant du Gouvernement, Vuillermoz et Lambert faisaient voter par une assemblée assez mêlée un ordre du jour qui enjoignait aux conseillers municipaux de se maintenir à leur poste jusqu'aux élections et ne céder qu'à la force (1). Ce refus tendait à provoquer des incidents sérieux. Les conseillers municipaux se voyaient déjà groupés autour de la table du Conseil, lorsque les gendarmes y arrivaient, et se refusant à les suivre. Peut-être dans le silence du cabinet, Vuillermoz cherchait-il une belle réplique aux sbires du commissaire extraordinaire, comme Mirabeau (2). Chez les plus hardis, le désir de soulever la milice en leur montrant l'outrage fait au premier citoyen de la ville, existait sans doute. Les Algérois avaient prouvé qu'ils n'admettaient pas d'être brimés, fût-ce par le gouverneur général. Ils ne laisseraient pas à Bouzet plus de droit qu'à Esterhazy. La milice, dont dépendait le sort du commissaire, était maîtresse de la situation. Il convenait de ne pas l'indisposer par une manœuvre maladroite. Aussi, tandis que Vuillermoz cherchait le scandale, le commissaire extraordinaire manœuvrait pour l'éviter.

Du Bouzet chercha un homme de bonne volonté, dont le prestige serait suffisant pour que la population l'acceptât sans murmures. Mais, comme Warnier avant les élections d'octobre, il se heurta à un refus général. Il s'adressa alors à un conseiller de Préfecture, Noetinger, qui, en bon fonctionnaire, obéit à son supérieur (3). Celui-ci avait l'ordre de se rendre à la mairie et de remettre à Vuillermoz un pli du commissaire extraordinaire lui notifiant l'arrêté investissant le conseiller des pouvoirs du maire. Au cas où Vuillermoz se refuserait à obéir, il devait lui rappeler qu'il s'exposait à des poursuites judiciaires et à une condamnation pour continuation illégale de fonctions publiques.

Tout le plan de Vuillermoz s'effondrait. Au lieu d'une résistance héroïque qui lui aurait valu un regain de popularité, de soldats en armes et de phrases historiques, il recevait un vieux fonctionnaire courtois qui le menaçait du tribunal correctionnel et de l'article 197 du code pénal. On ne fait pas de l'hé-

(1) *Tell*, 25 janvier; *Echo d'Oran*, 24 janvier; *Presse Algéroise*, 23 et 24 janvier. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

(2) Rapport du Bouzet à Crémieux, 24 janvier 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 118 a.

(3) Arrêté du 24 janvier 1871. *LAMY*, *op. cit.*, p. 148.

roïsme avec le code pénal. Vuillermoz renonça à la résistance, mais s'étant engagé à ne pas céder, il demanda au conseiller un délai d'un jour en présence de ce fait nouveau (1). Noetinger le lui accorda, au grand déplaisir du commissaire extraordinaire qui, de ce fait, manquait l'effet qu'il attendait du recul du maire. Ce dernier ayant eu le temps d'exposer la situation à son Conseil, s'était fait relever par celui-ci de son mandat impératif. Il ne reculait plus devant le tribunal correctionnel et la menace d'un procès-verbal. Selon lui, c'était le commissaire extraordinaire qui renonçait à l'emploi de la force, ce qui rendait caduque la résolution du Conseil. La victoire semblait aller aux conseillers, tandis que du Bouzet faisait figure de procédurier mesquin et odieux (2).

La manœuvre était habile. Pourtant, elle ne trompa point tout le monde. Les radicaux extrémistes engageaient Vuillermoz à combattre et à ne pas se retirer. Il leur répondit qu'il était las du rôle d'homme politique, qu'il ne consentirait jamais à traîner sa robe d'avocat sur les bancs de la police correctionnelle pour la gloire ou l'intérêt d'un parti », et il refusa (3). Pour ces partisans passionnés, il devint un modéré méprisable, un « avocat ». Mais ces sentiments n'étaient le fait que d'une minorité assez faible. Aux yeux des Algérois, il n'avait pas démerité. On lui savait gré, au contraire, de s'être retiré dignement, sans susciter aucun trouble, d'avoir recommandé le calme et les armes légales (4). En somme, il se tirait tout à son honneur d'une situation difficile.

De son côté, du Bouzet se montrait enchanté. Les émotions de la lutte l'avaient vivement surexcité et, malade, il ne gardait pas le sang-froid nécessaire pour examiner la situation (5). Ses télégrammes à Crémieux témoignaient d'un optimisme inébranlable. La réunion de l'Association républicaine ne groupait, d'après lui, que « trois cents personnes, y compris les femmes, les étrangers, les israélites et les Arabes ». Vuillermoz s'était retiré sans mot dire de la mairie, et son leit-motiv revenait : « Tout va bien » (6). Pour avoir la majorité aux élections, le

(1) Rapport du Bouzet à Crémieux, 24 janvier.

(2) Protestation des Membres du Conseil Municipal. *Akhbar*, 26 janvier 1871. LAMY, *op. cit.*, T. II, p. 150.

(3) G. TILLIER. *La coterie Vuillermoz*, p. 10.

(4) Appel aux électeurs de la Municipalité dissoute. *Rapport La Sicotière*, p. 118 b.

(5) *Actes du Goup. de la D. N. Dépôts Hélot*, Vuillermoz. *Rapport La Sicotière*, p. 120 a.

(6) Du Bouzet et à Crémieux, 23 et 24 janvier. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

commissaire extraordinaire demandait la séparation d'Alger et de la section de Mustapha qu'il voulait faire ériger en commune. Crémieux consentit à ce découpage électoral qui, privant les radicaux d'un des quartiers de la ville qui leur était le plus favorable, devait diminuer aussi fortement leurs chances. En même temps, du Bouzet demandait l'inscription des israélites portés sur les anciennes listes électorales, c'est-à-dire de leur élite, que leur fortune devait ranger du côté des modérés (1). Préparées avec autant de soin, les élections devaient consacrer la victoire de l'administration. Le commissaire pouvait répéter à la délégation du Gouvernement : « Tout va bien ».

III. — LA MUNICIPALITE D'ALGER PROCLAMEE CONSEIL ALGERIEN

Ces mesures leur rappelaient les pratiques de l'Empire et indignaient les radicaux dont la violence verbale n'avait pas de limites. Ils s'en prenaient au Gouvernement tout entier, « vieillards, incapables et gâteux » (2), s'abritant derrière le grand nom de Gambetta pour opprimer le peuple. Sommant de donner à l'Algérie le droit de se gouverner elle-même, Alexandre Lambert écrivait : « Si les invalides de Bordeaux ne le font pas, nous rendrons nous-mêmes le décret qui unira tous les Algériens » (3). Thuillier invitait les électeurs à réélire la Municipalité dissoute afin de renverser « le despote qui siégeait au Palais gouvernemental », et de « briser du même coup tout gouvernement que serait tenté de nous octroyer la délégation de Bordeaux » (4). Profitant du mécontentement créé parmi leurs partisans par les mesures de Du Bouzet, les autonomistes les poussaient à l'action, sans que Vuillermoz osât les désapprouver.

L'ensemble des citoyens restait cependant réfractaire à ces excitations, lorsqu'arriva la nouvelle de la capitulation de Paris. Jusqu'à ce moment, les Algériens avaient été persuadés que l'armée prussienne serait balayée par une sortie en masse du peuple sous les armes. La surprise fut donc considérable. La

(1) CRÉMIEUX, *op. cit.*, p. 123. LAMY, *op. cit.*, p. 150. *Déposition du Bouzet*, p. 218 a.

(2) *Humoriste*, 6 novembre 1870.

(3) *Colon*, cité par *Akhbar*, 17 janvier 1871.

(4) *Akhbar*, 26 janvier 1871.

colère s'y mêla; ces démocrates ne pouvaient pas croire à la défaite d'une armée de citoyens. La trahison avait sans aucun doute livré la capitale aux Prussiens. Une sorte de folie collective s'empara de la foule. Les gens parcouraient les rues en groupes, sans savoir où ils allaient, d'autres se massaient devant le Palais d'hiver pour connaître les détails transmis par les dépêches (1).

Bientôt on envahit le Palais. Du Bouzet, sans gardes, se trouva seul en face des citoyens qui lui demandaient de se réconcilier avec le Conseil municipal. Les illusions étaient si tenaces, en effet, qu'on croyait encore un rétablissement des forces françaises possible. Afin de reprendre la guerre, il fallait envoyer en France les dernières troupes d'Algérie et, pour cela, rétablir la paix intérieure. Pressé, supplié, du Bouzet, devant l'écroulement de la Métropole, pensa qu'il devait résoudre les difficultés de l'heure par lui-même. S'il refusait, les citoyens se passeraient de son autorisation et peut-être même le renverseraient-ils. Ne pouvant pas imposer son autorité, il consentit au rétablissement du Conseil municipal.

Des radicaux lui demandaient la création d'un Conseil de Gouvernement que les décrets du 24 octobre avaient établi, mais que Crémieux, ayant eu l'intention de réaliser l'assimilation intégrale, n'avait pas constitué. Pensant que ce Conseil lui fournirait un point d'appui intéressant, du Bouzet prépara un arrêté prévoyant son élection par toute l'Algérie et la nomination d'une commission provisoire de quinze membres (2).

Pendant qu'il rédigeait ces actes, les orateurs, se succédant aux fenêtres de la galerie, haranguaient la foule et lui apprenaient sa victoire. Les indigènes eux-mêmes se mêlaient au désordre. Apprenant que leur ami du Bouzet était menacé, ils étaient descendus des hauteurs de la kasbah pour le protéger, et leurs acclamations et leur attitude résolue ne contribuèrent peut-être pas au respect que les manifestants témoignèrent au « despote » (3).

(1) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 217 b. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

(2) Arrêté du 1^{er} février 1871. *Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie*, 1871, p. 61. *Rapport La Sicotière*, p. 118 c. Déposition du Bonnet.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1682. *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du capitaine d'Hincourt, p. 311 a. La popularité du Commissaire extraordinaire dans les milieux indigènes venait du respect qu'il avait témoigné à l'Islam en ordonnant le rétablissement de la salve d'artillerie tous les soirs du mois du Ramadan et du veto qu'il avait prononcé sur la vente de plusieurs maisons du domaine habitées par des Arabes à un riche Israélite Mesguich.

L'élection des membres de la commission provisoire devait être faite au théâtre, dans l'après-midi. Vuillermoz et son Conseil y furent accueillis avec enthousiasme. Ils représentaient le jacobinisme intégral, qui seul pouvait encore sauver la patrie. On les acclamait comme des sauveurs. Lorsque leurs orateurs proposèrent de leur confier sans élection les attributions du Conseil, l'assemblée approuva. Ces adhésions verbales tinrent lieu de vote. Désignés suivant cette procédure sommaire, Vuillermoz et ses amis se rendirent au Palais d'hiver et signifièrent à du Bouzet la volonté du peuple, mais ils reconnaissaient que leur pouvoir prendrait fin après les élections algériennes. En gage, ils réclamaient la libre disposition du télégraphe, qui leur eût permis peut-être de recommencer leur tentative de fédération communale de novembre.

Le commissaire, hors d'état de résister, reprit sa tactique de temporisation. Il objecta que les membres du Conseil municipal ne devaient pas, dans sa pensée, participer au Conseil de Gouvernement, que ce serait fausser cette institution avant sa création, qu'il demandait toutefois à réfléchir. Les délégués finirent par lui accorder un délai jusqu'au soir et se retirèrent, suivis de leurs partisans (1).

Du Bouzet retrouvait donc sa liberté d'action, grâce à la patience surprenante de ses adversaires. C'est que Vuillermoz ne se prêtait qu'avec répugnance à ces coups de force. Il obéissait à l'impulsion que donnaient à ses partisans Lambert et ses amis, mais en cherchant plus à les freiner qu'à en profiter. Effrayé de participer à une révolution, il faisait des vœux pour qu'elle ne réussît point. Réussir dans ces conditions eût été bien étrange (2). Pour pousser la comédie jusqu'au bout, il somma toutefois du Bouzet, à l'heure dite, de lui donner sa réponse (3).

Le commissaire, qui avait réuni les compagnies de francs-tireurs et de miliciens, dont il était sûr, et l'armée, lui fit notifier l'état de siège, et cette solution rassura les radicaux. Ils avaient fait leur devoir de révolutionnaires. On s'y opposait,

(1) « Il fallait gagner du temps; je répondis à ces Messieurs que j'avais besoin de réfléchir un peu...; ils me répondirent « La France est en péril. il faut prendre des résolutions immédiates, nous ne pouvons pas attendre ». Je répétais que j'avais besoin de réfléchir. « Eh bien nous attendrons jusqu'à neuf heures ». Déposition du Bouzet. *Rapport de La Sicotière*, p. 119 a.

(2) Déposition du Bouzet et *Rapport La Sicotière*, p. 119. TILLIER, *op. cit.*, p. 7 et seq.

(3) Nous attendons la réponse que nous vous avons demandée. Le salut du pays, de la France, ne permettent aucun retard. Salut et fraternité. Vuillermoz. *Ibid.*

ils n'insistaient pas contre la force. Sans doute, le Gouvernement avait-il fort peu d'effectifs sous la main, mais pour le renverser il eût fallu livrer bataille et c'est ce que leurs chefs ne voulaient pas. Une fois de plus, ils rédigèrent une proclamation éloquente qui exposait leurs scrupules civiques. Entreprendre la guerre civile, c'était gaspiller les dernières chances de succès de la France, ils se refusaient à faire ce geste impie. Par une curieuse ironie du sort, ces partisans du régime civil, ayant par leur agitation contribué à faire donner les pouvoirs les plus étendus à un général, s'inclinaient devant le fait accompli (1). Les néo-Jacobins rentrèrent dans leur coquille.

Quelques cris d' « A bas les Jésuites » retentirent, la proposition de recourir à l'insurrection ne suscita aucun enthousiasme. A une heure du matin, il ne restait dans les rues que la cavalerie, la milice et les ivrognes qui avaient trouvé dans l'alcool l'oubli des malheurs de la Patrie et du despotisme gouvernemental (2).

IV. — LA VICTOIRE DE LA MUNICIPALITE

Le général Lallemand, qui recevait la charge d'assurer l'ordre dans l'arrondissement d'Alger, avait échappé jusqu'alors aux attaques des radicaux. Ceux-ci l'avaient bien accueilli grâce à sa réputation de démocrate; par la suite, la protection qu'il avait assurée à du Bouzet l'avait quelque peu discrédité à leurs yeux, mais ses relations avec eux étaient restées correctes (3). Les rapports qu'il recevait lui traçaient un tableau assez sombre de la situation politique de l'intérieur du pays. Les *çöfs* s'agitaient dangereusement en Kabylie, les officiers des bureaux arabes devaient employer toute leur habileté à réconcilier les chefs rivaux (4). Le moment n'était pas venu de s'user en de stériles querelles. Le général essaya donc de concilier les passions de chacun par un compromis. Il empêcherait le Conseil municipal d'usurper les fonctions du Conseil de Gouvernement,

(1) *Arch. Nat.*, F. 80, 1682. *Ibid.*

(2) *Ibid. Akhbar*, 3 février 1871.

(3) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du capitaine d'Hincourt, p. 312 a.

(4) *Arch. Gouv. Gén.*, E.E. 30. Rapports des 10, 17, 26 janvier 1871.

mais les élections auraient lieu le 5 février et la Municipalité Vuillermoz serait maintenue en fonction jusqu'à ce jour (1).

Satisfaits, les clans effectuèrent sagement leur propagande. Quelques incidents troublèrent des réunions publiques sans nuire à la sérénité de la cité. Contre les radicaux de Vuillermoz, le commissaire extraordinaire avait fait appel à Warnier, qui avait réuni de bons républicains, qui prétendaient se cantonner à leurs attributions municipales et réprouvaient, dans un balancement harmonieux, « les exaltés de l'extrême gauche et les arriérés de la droite ». Du Bouzet ne cachait pas sa satisfaction d'avoir de si bons candidats; il se croyait sûr du succès. « La lutte est entre le parti de la commune révolutionnaire et le parti de la commune républicaine, écrivait-il à Crémieux la veille du scrutin. Je suis sur le champ de bataille et je compte triompher. L'essentiel est de vaincre et j'y compte » (2).

C'était trop compter sur la sagesse d'un corps électoral que l'introduction de la masse des Israélites indigènes avait largement modifié. Jusqu'au décret du 24 octobre, ceux-ci compaient au Conseil municipal deux représentants spéciaux désignés par un petit nombre de notables (3). C'est l'adjonction de ceux-ci que du Bouzet avait réclamée au mois de décembre. Mais les radicaux avaient justement fait observer qu'ayant été déclarés tous Français, les Israélites devaient jouir également des droits électoraux, et Crémieux leur avait donné raison (4).

Les Israélites algériens étaient encore, en grande majorité, des Orientaux illettrés, guidés par une aristocratie de marchands et de banquiers instruite et puissante. Ce n'était pas un décret qui pouvait modifier leur organisation ancestrale. Les pauvres gens, qui formaient la clientèle des riches Israélites, votèrent suivant leurs ordres. Or, Vuillermoz comptait parmi ses conseillers trois de ces notables, dont l'un, David Kanoui, le chef du parti conservateur israélite, lui assurait les voix de la plèbe juive. Les Israélites se prononcèrent en bloc pour les radicaux, assurant une majorité écrasante à certains d'entre

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 121 a et b. Proclamation et arrêté du général Lallemand, 2 février 1871.

(2) Déposition Crémieux, p. 324 b. LAMY, *op. cit.*, p. 153 et seq. Akhbar, 5 février 1871.

(3) Il fallait 25 ans d'âge et la qualité de propriétaire ou être fermier rural patenté ou employé à un service public. *Rapport La Sicotière*, p. 70 a.

(4) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du Bouzet, p. 218 a. *Moniteur Algérien*, 31 janvier 1871. TILLIER, *op. cit. Rapport La Sicotière*, p. 69 et seq.

eux et aux autres une avance suffisante pour distancer les modérés (1).

Toutefois, le déclin de la popularité de Vuillermoz, qui passait du premier au quatorzième rang de sa liste, était évident. Mais il était réélu maire et gardait comme adjoints Gastu et Lormand, auxquels venait se joindre l'Israélite Cohen-Solal. Ils demandèrent aussitôt le renvoi de du Bouzet.

« Débarrassez-nous de M. du Bouzet, commissaire par trop extraordinaire, écrivait un radical à Gambetta, c'est une incapacité, un homme sans initiative, sans énergie, qui n'a pas la confiance des républicains d'Alger... Si vous ne supprimez pas la place, changez l'homme. Un commissaire de la République qui aurait de l'initiative et de l'énergie aurait fait partir de l'Algérie 50.000 hommes de plus qu'il n'en est allé en France... » (2).

Les notables israélites d'Alger, avec lesquels Crémieux était resté en excellentes relations, son ami Le Batteux, que le commissaire extraordinaire avait suspendu, ne parlaient pas un autre langage. Du Bouzet, après le 5 février, était un vaincu compromis par une légèreté et un optimisme incurables. Il fut sacrifié. Le Gouvernement lui offrit une Préfecture qu'il repoussa et, persuadé d'avoir sauvé l'ordre dans le pays et vaincu la commune révolutionnaire, cet homme de lettres égaré un moment dans la politique s'embarqua pour la France, après une dernière prédiction : l'insurrection kabyle n'éclaterait pas (3).

(1) Il y avait environ mille électeurs israélites à Alger, selon les « Archives Israélites ». Les radicaux obtenaient : Mongellas, 4.031 voix; Ranc, 5.029; David Kanoui, 3.891; Gastu, 2.561, et leurs co-listiers descendaient jusqu'à 2.391 voix, contre 1.789 voix à Warnier, 1758, Dru, etc... Les Israélites avaient donc assuré la victoire de la plupart des colistiers de Vuillermoz. Cf. « *Les Israélites d'Algérie de 1830 à 1902* ». LAMY, *op. cit.*, p. 156. *Rapport La Sicotière*, p. 122.

(2) *Rapport de La Sicotière*, p. 121 c et 122. Lettre du 2 février 1871.

(3) Du Bouzet à Crémieux et au Gouvernement, 8 et 11 février 1871.

CHAPITRE VII

La fin du mouvement révolutionnaire

I. — LA GUERRE A OUTRANCE

Lorsque les républicains algériens parlaient de continuer la guerre en envoyant en France toutes leurs troupes, ils ne cédaient pas à la rhétorique, ils croyaient encore sincèrement à la possibilité d'une victoire française (1). Leur éloignement, loin de leur permettre de juger la situation de sang-froid, leur inspirait les projets les plus extravagants. L'un d'eux proposait de recouvrir les routes de fer et d'y lancer un courant électrique lorsque les Prussiens passeraient, ce qui devait infailliblement les foudroyer. D'autres mettaient tout leur espoir dans « les fusées Lucifer », qui pulvériseraient les ennemis.

Avant les élections à l'Assemblée Nationale, Gambetta avait dit : « Il faut maintenir la résistance ». Ils reprirent cette phrase avec enthousiasme. Gambetta était le seul membre du gouvernement de Bordeaux qui échappait à leur mépris, parce qu'il prêchait la guerre à outrance. L'Association républicaine le désigna aux électeurs, ainsi que Garibaldi, « le héros de la liberté, le champion de la République universelle ».

Pour ces patriotes exaspérés par les malheurs publics, une seule solution demeurerait possible : la continuation de la guerre. « Point de paix d'aucune espèce, la guerre dût-elle durer vingt ans », écrivaient-ils à Garibaldi (2). Dans un appel aux électeurs, l'Association républicaine écrivait :

(1) Il restait à cette époque un régiment d'infanterie aux frontières algéro-marocaines.

(2) Vuillermoz, Leroux, Crispo, Lormand, Juillet Saint-Laget, Genella, Marais, Bru, Blanc et Basset à Garibaldi, 10 février 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 203 a.

« Périrait une nation, citoyens, plutôt que son honneur. La guerre, la guerre à outrance, la guerre sans paix ni trêve, la guerre de buisson, d'embuscade, la guerre partout, sans pitié ni merci, jusqu'à l'expulsion des sauvages... la guerre jusqu'à l'anéantissement de l'envahisseur... Telle doit être la signification de notre vote » (2).

Ne pouvant pas accepter l'idée d'une défaite qui aurait ruiné la République plus que la France, ces démocrates envisageaient des solutions chimériques. Le président du Comité garibaldien, un Italien, Crispo, écrivait à Garibaldi : « L'Algérie peut devenir le boulevard de l'indépendance » (2). Ce n'était pas qu'un mot. Si la France se déshonorait par une paix honteuse, si elle acceptait le rétablissement du despotisme monarchique ou impérial, ils la renieraient et feraient de l'Algérie une république indépendante (3).

D'autres, dans la crainte d'une restauration bonapartiste, conseillaient d'intégrer l'Algérie dans l'Empire britannique.

« Tout plutôt que d'accepter le sinistre hibou de décembre, qui a voué une haine de Corse à notre colonie, qui l'a condamnée à l'étiolation à perpétuité... Plutôt devenir Turcs, Malgaches ou Cosaques !

« L'Algérie, avec ses 150.000 âmes de population française et 80.000 Européens non Français au milieu de deux millions d'Arabes et de Kabyles, ne pourrait résister à une armée de bonapartistes qui débarqueraient à Sidi Ferruch. Il nous faut donc un protectorat à l'ombre duquel nous pourrions grandir, ne pas être étouffés au berceau et former un jour une nation nouvelle.

« Plutôt que de subir encore ce chenapan, nous préférerions nous donner à l'Angleterre.

« Sans doute, dans ce cas, nous n'aurions peut-être pas le nom de République, nous serions nominalement soumis à une reine, mais nous aurions effectivement notre autonomie et la plus grande somme de liberté que nous puissions rêver ici, même sous la République.

(1) *Tell*, 8 février. *Rapport La Sicotière*, p. 202 c et seq.

(2) Crispo à Garibaldi, 10 février 1871. *Ibid.*, p. 203 a.

(3) Vuilleumoz disait de son côté au Général Garibaldi : « Nous comptons sur vous, le cas échéant, pour vous replier sur l'Algérie avec les braves gens qui voudront vous suivre... Vous nous aiderez à garder coûte que coûte envers et contre tous l'Algérie, la France et la République au monde »; et à Gambetta : « Si la France accepte la paix, venez en Algérie avec Garibaldi garder la République », 10 février 1871. *Ibid.*

« ...Mieux vaut cela, nous ne craignons pas de le dire, que d'appartenir à la France restituée à un Bonaparte quelconque numéro 4 ou 5. » (1)

Cette propagande obtint un plein succès. Gambetta et Garibaldi furent élus à des majorités écrasantes (2). Mais l'Association républicaine décida d'envoyer près d'eux des observateurs qui pourraient les renseigner lors des discussions sur les questions algériennes. Au cours d'une réunion publique au théâtre Malakof, les membres du club désignèrent le journaliste Alexandre Lambert, un jeune interne à l'hôpital d'Alger, qui écrivait dans « La Jeune République », Calvinhac et l'adjoint au maire, Lormand (3).

Ce dernier, pensant qu'un mandat de cette sorte ne pouvait qu'émaner du suffrage universel, refusa, mais les deux autres élus acceptèrent, et comme ils étaient plus riches d'idées grandioses que d'argent, ils demandèrent au général Lallemand des passages. Le général les leur accorda volontiers. Alexandre Lambert était de beaucoup le révolutionnaire le plus dangereux de la troupe radicale. A parler vrai, c'était même le seul qui ne reculât pas devant l'action illégale et la violence. Ses articles, ses discours à l'Association républicaine, son ascendant sur les déportés, faisaient de lui le véritable chef des émeutiers. Eloigner un individu aussi dangereux sembla judicieux.

Il avait été question de faire accompagner les délégués par les hommes d'une compagnie garibaldienne que Crispo et Lambert organisaient au moment de la conclusion de l'armistice, mais la collecte destinée à couvrir les frais de transport étant insuffisante, les commissaires du peuple partirent seuls.

Les idées de l'Assemblée Nationale les indignèrent. D'accord avec les deux députés algériens Andrieu et Colas, ils publièrent à leur arrivée un manifeste contre toute cession du territoire national et proclamant l'intangibilité de la République. Après quelques démarches infructueuses pour obtenir la validation de

(1) *Indépendant de Constantine*, 9 février 1871.

(2) Gambetta obtint dans le département d'Alger 12.423 voix, Garibaldi 10.606. Warnier n'en avait que 4.973 et Bertholon, l'ancien chef de l'opposition à Alger sous l'Empire 1955. A Oran, Gambetta était également élu avec 6.142 voix. Andrieu, démocrate ardent, obtenait 7.000. Constantine n'élut qu'un radical, Colas, 3.845 voix, le Préfet modéré Lucet recueillant 4.304 suffrages. *Rapport La Sicotière*, p. 202 c.

(3) Calvinhac, âgé de 22 ans, était parti en octobre 1870 pour l'armée du Sud à la tête de la Phalange algérienne, compagnie franche de soixante-dix-huit hommes, mais l'armée lui avait déplu et il était revenu en Algérie où il s'occupait de littérature révolutionnaire.

Garibaldi, ils abandonnèrent les réactionnaires de Bordeaux. On les vit reparaitre au moment de la Commune de Paris, dont les principes s'accordaient avec les leurs et dont les chefs n'avaient pas peur du tribunal correctionnel.

Au nom de l'Algérie, ils rédigèrent, en compagnie d'un ancien journaliste, qui, nommé sous-préfet à Mostaganem par la délégation de Tours, s'était rendu insupportable à la population et avait dû être rappelé en France, une déclaration solennelle d'adhésion à la Commune de Paris (1). Lambert avait participé aux conciliabules des extrémistes parisiens avant l'insurrection. Quelques jours auparavant, il annonçait, dans une lettre adressée à ses amis de l'Association républicaine, de grands événements et il les adjurait d'agir pour sauver la République :

« Une révolution nouvelle, grande comme celle de 93, se prépare, écrivait-il. Algériens, soyons les premiers pour la servir. Donc, unissons-nous et agissons.

« Mais pénétrons-nous bien de cette pensée que tous les départements de France comptent sur nous. Si l'on touche à la République, gardons-la chez nous quand même.

« Mieux vaut nous séparer que de subir les conséquences désastreuses d'une restauration monarchique quelconque.

« Sachons-le bien, 100.000 républicains sont prêts à quitter la France pour maintenir la République en Algérie.

« Qu'Alger soit le Cadix de la Révolution, sa citadelle, comme Cadix a été le dernier refuge de l'Indépendance espagnole. » (2)

La révolution parisienne avait trouvé en lui un adepte enthousiaste. Très vite, il avait été nommé chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, chargé de la rédaction des communiqués (3). Mais, malgré ses appels à ses amis d'Algérie, ces derniers restaient immobiles. L'absence de Lambert contribuait sans doute à cet affaiblissement des exaltés. Mais depuis son départ, la situation des provinces algériennes était devenue si grave que les plus exaltés avaient dû reconnaître l'évidence du péril arabe et s'assagir.

(1) Les soussignés déclarent, au nom de trois départements de l'Algérie : 1^o la France n'a pas le droit de céder aucune portion de son territoire; 2^o la République est de droit individuel, elle ne peut être mise en question dans aucune Assemblée, par aucun plébiscite. Colas, représentant de Constantine, Joseph Andrieu, représentant d'Oran, Alexandre Lambert et Calvinhac, délégués d'Alger. Lucet, représentant de Constantine, libéral, n'avait pas signé. Garibaldi avait été invalidé comme étranger et Gambetta avait renoncé à représenter les départements d'Alger et d'Oran. *Rapport La Sicotière*, p. 202 b et seq.

(2) *Solidarité*, *Moniteur de l'Algérie*, 15 mars 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 205.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 202 à 206. Il devait être fusillé à la répression de la Commune.

II. — ALEXIS LAMBERT

Le choix du successeur de du Bouzet s'était fait sans difficulté. A l'époque où le commissaire extraordinaire, inquiet des menées des radicaux, se croyait menacé d'un enlèvement, il avait désigné au Gouvernement, pour lui succéder, le préfet d'Oran, Alexis Lambert.

Fils d'un imprimeur de Besançon qui avait eu Proudhon pour associé, il était venu en Algérie en 1850 et avait fondé neuf ans plus tard « L'Indépendant de Constantine », où il avait collaboré avec du Bouzet. Radical, de tendances socialistes, il avait combattu le régime militaire et l'Empire, et à la chute de ce régime, il était devenu sous-préfet de Bône. Il avait alors contribué à ruiner le mouvement communaliste de novembre 1870 en provoquant le refus de la municipalité bônoise. Son habileté dans cette circonstance et l'amitié de du Bouzet l'avaient fait nommer, au départ de celui-ci pour Alger, préfet d'Oran (1). Son entente avec les radicaux d'Oran ayant été bonne, il allait s'efforcer d'appliquer à Alger la même politique de conciliation, tout en ne se dissimulant pas les difficultés de sa tâche (2).

Etant lui-même partisan d'une large autonomie coloniale, il désirait établir ce système en Algérie, pensant que satisfaits par cette mesure, les Algériens se tiendraient en paix. C'est pourquoi il demandait au Gouvernement, dont on commençait à craindre les improvisations constitutionnelles, de ne nommer à aucun emploi important et de ne publier aucun décret nouveau avant de l'avoir consulté (2). En même temps il exposait, dans sa proclamation aux habitants, ses principes :

« Après l'assimilation politique, il nous conviendra d'obtenir la décentralisation administrative avec la faculté de coloniser l'Algérie et de régler nous-mêmes tous les intérêts intérieurs du pays. Le libre développement de toutes les forces algériennes trouvera son essor et ses garanties dans l'autonomie des départements et des communes... » (3).

(1) Préfet à Gambetta et Crémieux, Oran, 8 février : « Vous m'imposez une tâche non au-dessus de mon dévouement, mais au-dessus de mes forces et de mes capacités, il y a tant de réformes à opérer dans les choses et les personnes que toute votre confiance me sera indispensable... » Lambert. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

(2) Alexis Lambert à Gouvernement, 14 février 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 123 et seq. Proclamation aux habitants de l'Algérie, 15 février 1871. *Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie*.

(3) Proclamation aux habitants de l'Algérie, 15 février 1871. *Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie. Rapport La Sicotière*, p. 129 c.

Le commissaire venait, selon sa propre expression, « sonner les funérailles du gouvernement général », il promettait la colonisation libre, rien ne pouvait plaire davantage à ses administrés. Le droit de réaliser le cantonnement des indigènes, d'acquérir les terres qu'ils convoitaient depuis longtemps, allait être accordé aux colons. Ils interprétaient du moins ainsi les paroles du commissaire extraordinaire et sans doute ne faussaient-ils pas sa pensée. Ils auraient eu mauvaise grâce à repousser un gouverneur qui proposait de leur donner toutes les réformes qu'ils demandaient sous le régime impérial.

En don de joyeux avènement, il leva l'état de siège qu'avait établi du Bouzet. Le général Lallemant et le contre-amiral Fabre La Maurelle voyaient dans le maintien de cette situation le seul gage de la tranquillité d'Alger, mais Lambert ne voulut pas écouter ces militaires imbus d'idées autoritaires. Il connaissait les radicaux, ils étaient ses amis, il les traiterait comme tels.

Son geste lui valut, en effet, une réelle popularité et amena une heureuse détente. Le commissaire fréquentait Vuillermoz et les chefs du parti républicain, se rendait familièrement au café avec eux, ne se choquait pas de l'allure débraillée de certains d'entre eux (1). Sa politique, pleinement approuvée par Vuillermoz, n'était critiquée que par quelques violents qu'aucun gouvernement n'aurait pu satisfaire. La presse elle-même se montrait bienveillante à son égard. « Je puis vous promettre aujourd'hui que la tranquillité matérielle ne sera pas troublée chez les Européens », écrivait-il au Ministre de l'Intérieur (2).

La restriction était sage, car les indigènes manifestaient depuis la chute de du Bouzet une nervosité insolite. La victoire de Vuillermoz avait été attribuée à son alliance avec les chefs de la communauté israélite d'Alger. Les indigènes de la ville, qui voyaient d'un œil peu sympathique les Israélites manœuvrer avec la milice, porter un uniforme et des armes, commencèrent à tourner en dérision ou à injurier ceux-ci. Une altercation sans importance, survenue au retour d'une marche des tirailleurs israélites, provoqua la condamnation d'un indigène. Furieux, ses coreligionnaires attaquèrent, à la sortie de l'audience du tribunal, le poste de garde du palais du gouverneur, qui était composé de miliciens israélites. Le bruit de la rixe

(1) *Actes du Gouvernement de la Défense Nationale*. Déposition Hélot, p. 331 c.

(2) *Ibid.* Déposition Lambert, p. 243. Arch. Nat., F. 80, 1682.

étant parvenu au quartier arabe, les indigènes envahirent le quartier israélite et entreprirent de piller et de mettre à sac les boutiques des marchands israélites (1).

Cette émeute fut pour beaucoup d'Algériens une révélation. Les Arabes étaient donc capables de se révolter et de tenir en échec la police ? Les insurrections n'étaient donc pas seulement provoquées par les bureaux arabes ? Les nouvelles inquiétantes qui parvenaient de Kabylie méritaient alors vraiment qu'on y prît garde ? Vuillermoz s'était vanté de « maintenir tranquilles les indigènes avec quatre hommes et un caporal » (2). La leçon du 1^{er} mars montrait que cette tranquille assurance ne se justifiait pas. Pour apaiser la colère des émeutiers, le commissaire extraordinaire et le préfet, d'accord avec l'opinion, demandaient au Gouvernement l'abrogation du décret de naturalisation des israélites (3).

Placés brusquement en face d'un péril qu'ils avaient toujours nié, les Algériens sensés renonçaient aux imprudences.

III. — LA DERNIERE TENTATIVE DES EXTREMISTES

Si Lambert avait trouvé grâce devant les extrémistes, il n'en était pas de même du préfet Hélot. Ce fonctionnaire fidèle à la royauté légitime, plein de mépris pour les radicaux, qu'il considérait comme de dangereux ennemis de la société, avait contribué pour beaucoup à l'impopularité de du Bouzet. Il avait réussi à se maintenir, mais il restait l'ennemi qu'il fallait abattre, l'obstacle à la pacification générale. Les campagnes de presse persistèrent donc contre lui. Il en ressentait une vive colère et une réelle inquiétude. Persuadé que les extrémistes méditaient un coup de force contre lui, il prêtait une attention peut-être exagérée aux rapports de police et s'imaginait que sa vigilance seule et une intransigeance absolue feraient échec à ses adversaires (4).

Une fois encore, la question de la milice servit de prétexte au conflit. Les journaux radicaux avaient demandé pendant toute la durée de la guerre, avec leur véhémence habituelle, que les Conseils municipaux soumissent à un entraînement

(1) *Moniteur de l'Algérie*, 16-21 novembre 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 124.

(2) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition du capitaine d'Hincourt, p. 312 a.

(3) *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

(4) *Actes du Gouv. de la D. N.* Déposition Lambert, p. 244 a.

intensif les miliciens. L'armistice ne les avait pas fait renoncer à ce thème, car ils pensaient que la guerre devait reprendre ensuite et leur plan d'une République indépendante algérienne, au cas où la France aurait voulu la paix, exigeait une garde nationale capable de résister aux troupes des « despotes ». L'émeute indigène du premier mars leur donna un argument plus sérieux. Mais, au lieu de s'adresser au commissaire extraordinaire, c'est la municipalité qu'ils adjuraient d'agir, comme si le décret de novembre et les arrêtés de du Bouzet n'existaient point (1).

Le Conseil municipal obéit. Prétextant que l'organisation de Warnier était mauvaise, elle prépara un nouveau projet d'organisation, qui supprimait le corps franc des volontaires algériens et modifiait le mode de recrutement de la compagnie des francs-tireurs. Celle-ci groupait les jeunes gens des meilleures familles de la ville et passait pour dévouée au parti conservateur. Le plan de Vuillermoz donnait au Conseil de recensement la moitié des places plus une, ce qui lui aurait permis de « noyauter » les forces de ses adversaires (2). Hélot refusant de ratifier ce projet qui aurait livré la milice à la municipalité, les partisans de celle-ci manifestèrent un vif mécontentement.

L'insurrection parisienne venait d'éclater et les extrémistes algérois la considéraient avec sympathie. Les journaux radicaux relaient chaque jour les actes de la Commune et les commentaient avec faveur. A Miliana, les gardes nationaux d'Alger reçus par les miliciens de la ville, manifestaient aux cris de : « Vive Paris ! A bas Versailles ! » (3). La situation économique ayant empiré depuis le début de la guerre, les chômeurs, malgré l'ouverture de quelques chantiers destinés à les employer, étaient de plus en plus nombreux. La Préfecture de Marseille, pour se débarrasser des volontaires garibaldiens, dont elle redoutait la turbulence, les envoyait à Alger où, sans ressources, vivant des secours de l'assistance publique, ils prêchaient la révolte aux sans-travail qui n'étaient que trop disposés à les écouter (4). L'exemple de la capitale pouvait inciter les radicaux d'Alger à imposer leur volonté par la force. Ils avaient en ceux-ci des auxiliaires résolus.

(1) *Algérie Française*, 23-29 octobre, 14-24 novembre 1870, 16 février, 11 mars 1871.

(2) Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 1^{er} avril 1871. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

(3) LAMY, *op. cit.*, p. 103. *Solidarité*, 3 mai 1871.

(4) *Arch. Nat.*, F. 80, 1682. Préfet à Ministre de l'Intérieur, 16 mars 1871.

Connaissant leur faiblesse, les autorités ne cachaient pas leurs craintes. Lambert redoutait l'arrivée, qu'on disait prochaine, de Menotti Garibaldi qu'appelait Crispo. Le Préfet poussait le zèle jusqu'à soupçonner tout immigrant de rapports avec la Commune de Paris (1). Cette méfiance n'était pas tout à fait vaine. Dans la soirée du 26 mars, les gardes nationaux que conduisait Flasselière, qui espérait devenir colonel de la garde nationale, envahirent l'Hôtel de la Préfecture et sommèrent Hélot de ratifier le projet municipal de réorganisation de la milice. Menacé, le Préfet répondit par des menaces et réussit à éloigner les meneurs qui rapportèrent l'incident à l'Association républicaine.

Le Club délibéra, les violents demandèrent de jeter le commissaire et le Préfet à la mer, mais les partisans de la légalité triomphèrent. Les délégués des radicaux se rendirent auprès de Lambert et lui demandèrent la révocation d'Hélot, la dissolution du bataillon des francs-tireurs, la signature de l'arrêté réorganisant la milice et l'éloignement dans l'intérieur du pays de l'escadron de spahis cantonné à Alger. Si leur ultimatum était repoussé, ils ne répondaient plus de l'ordre (2).

Surpris, Lambert demanda un délai de quarante-huit heures que les délégués lui accordèrent. Ils commettaient ainsi la faute que du Bouzet avait exploitée lorsqu'il avait décrété l'état de siège. Lambert songea d'abord à se défendre de la même façon que son prédécesseur.

En plein accord avec le Préfet et le général, il prépara un arrêt rétablissant l'état de siège, et le fit porter à l'imprimerie. A ce moment, ils ne doutaient pas que la situation était très grave et qu'ils se trouvaient en présence d'une tentative de révolution analogue à celle de Paris. Mais, à la réflexion, Lambert jugea que l'attitude des radicaux manquait par trop de violence pour qu'on pût les soupçonner sérieusement d'aussi noirs desseins.

Il fit appeler Vuillermoz, et celui-ci l'assura de sa volonté de paix. Le maire se faisait fort de maintenir les extrémistes si une résistance obstinée des autorités ne donnait pas à ceux-ci des arguments irrésistibles. Le commissaire extraordi-

(1) C'est ainsi qu'un journaliste provençal, Allan, venu en Algérie à la poursuite d'une épouse infidèle, était considéré par Hélot comme un émissaire de la Commune et étroitement surveillé. *Rapport La Sicotière*, p. 125 b. LAMY, *op. cit.*, p. 106.

(2) *Rapport La Sicotière*, p. 125 c. *Vérité Algérienne*, 2 avril 1871. Dépositions Hélot et Lambert. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682

naire désirait sauvegarder le calme de la ville. Ses opinions et son passé lui faisaient préférer les républicains du Conseil municipal au Préfet. Puisque celui-ci, aux dires du maire, était l'obstacle à la pacification, il le supprimerait. Il le releva donc de ses fonctions tandis qu'il ratifiait lui-même l'arrêté municipal sur la milice. Il abdiquait ainsi devant la Commune d'Alger, mais il évitait l'émeute (1).

IV. — LE RETABLISSEMENT DE L'AUTORITE

Au moment où il sacrifiait à ses amis, son collaborateur, le commissaire extraordinaire se savait lui-même condamné par le Gouvernement de Versailles. L'insurrection kabyle qui s'était étendue dans la Mitidja avait inquiété celui-ci. D'Alger lui étaient parvenus les rapports du général Lallemand et de l'amiral, signalant les dangers que faisaient courir à l'Algérie tout entière la menace perpétuelle d'une révolution et le discrédit d'un gouvernement faible et trop souvent humilié. « Si Alger faisait sa révolution, écrivait Fabre La Maurelle, l'insurrection arabe deviendrait extrêmement grave. Il y a urgence à envoyer un gouverneur nommé avec pleins pouvoirs de la République » (2).

Comprenant la nécessité de rétablir le prestige français aux yeux des indigènes, le Gouvernement voulait appeler au Gouvernement général de l'Algérie un homme énergique, capable de réprimer également la révolte kabyle et l'agitation française. Thiers désigna le vice-amiral de Gueydon, son ami, qui avait administré sagement la Martinique sous l'Empire. La fermeté de son caractère et sa loyauté faisaient espérer qu'il imposerait l'ordre, sans abuser de ses pouvoirs ; mais il n'était pas douteux que ce marin monarchiste et catholique rencontrerait de grosses difficultés à son arrivée (3).

Lambert se plaignit amèrement de l'ingratitude d'un Gouvernement qui le renvoyait lorsque, par sa diplomatie, il lui avait fait faire l'économie d'une révolution. Le rétablissement

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 125 c et seq. *Vérité Algérienne*, 2 et 5 avril. *Arch. Nat.* Rapport d'Hélot au Ministre de l'Intérieur, 1^{er} avril 1871.

(2) Fabre La Maurelle à Gouvernement, 2 avril. Contre-Amiral à Ministre de la Marine, 4 avril 1871.

(3) *Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie*, 1871, p. 177. DOMINIQUE. *Un Gouverneur Général de l'Algérie, le Vice-Amiral de Gueydon*, ch. I.

du Gouvernement général qu'il avait voulu détruire, le choix d'un militaire l'indignaient (1). Ces sentiments étaient partagés par toute la population civile. Pour les radicaux, Lambert était un républicain trop timide (2), et les Versaillais leur donnaient un comte, un amiral ! A quoi bon avoir chassé les généraux ? La République rétablissait, sous le nom de Gouvernement civil, l'autorité militaire. La promesse de l'Empire était oubliée, l'Algérie retombait sous la férule des bureaux arabes (3).

Les Conseils municipaux et les Comités de défense songèrent à résister à cette réaction monstrueuse. Vuillermoz prit la tête du mouvement de protestation. Il proposait aux provinciaux de constituer une représentation des Conseils municipaux de la colonie afin d'organiser la défense des libertés, mais il avait bien soin de spécifier que celle-ci serait « exclusivement pacifique et légale ». Lambert, Thuillier le secondaient dans ce dessein.

Le 8 avril, l'Association républicaine réunissait au Grand Théâtre, deux mille citoyens sous la présidence de Vuillermoz. A l'unanimité, l'assemblée demandait la suppression du Gouvernement général militaire, des bureaux arabes et « protestait contre la nomination de l'amiral comte de Gueydon ». Enfin, elle demandait l'ouverture d'une enquête au sujet de l'insurrection kabyle, qu'aveuglés par leur haine de l'autorité militaire, les républicains algériens attribuaient aux intrigues des bureaux arabes (4).

Ces plaintes ne trouvèrent pas d'écho auprès du Gouvernement. Pour combattre la révolte kabyle, celui-ci envoyait en Algérie des régiments qui renforçaient les miliciens qu'on avait appelés sous les drapeaux. Le Gouverneur n'était plus dès lors exposé aux caprices des émeutiers. Il pouvait donner des ordres sans crainte de voir son palais envahi, et les radicaux algérois lui dicter leur volonté. Le temps des coups de main anti-militaristes était révolu.

C'est ce que la population d'Alger comprenait. Le 9 avril, veille du débarquement du Gouverneur, les extrémistes avaient invité leurs amis à se munir de sifflets et à manifester contre

(1) Lambert au Gouvernement, 28 et 31 mars 1871. *Rapport La Sicotière*, p. 126 c et 127 a.

(2) *Solidarité*, 5 avril 1871.

(3) *Rapport La Sicotière*, p. 127 b. Seybouse de Bône, 15 avril.

(4) Maire d'Alger à Chef du Pouvoir exécutif. Versailles, 8 avril 1871.

lui (1). Ces directives ne furent pas suivies. La foule restait silencieuse, mais ne manifestait pas contre le Gouverneur, qui avait revêtu un frac et ne portait que la Légion d'honneur pour montrer le caractère civil de sa fonction. Quelques conservateurs applaudissaient même timidement. Vuillermoz et son Conseil s'étaient bien abstenus pour marquer leur désapprobation, mais on était loin de l'arrivée tumultueuse du général Walsin-Esterhazy. Les marins qu'on avait placés au palais n'eurent à aucun moment à intervenir. Alger accueillait sans joie, mais correctement, le représentant du Gouvernement de Versailles (2).

Les passions des militants n'étaient cependant pas éteintes. Les journaux radicaux attaquaient violemment « l'amiral-comte ». Les orateurs de club continuaient à pérorer et le Gouverneur, peu patient, souffrait difficilement cette guerre à coups d'épingle. Une de ses premières décisions avait remplacé la milice sous le commandement du général Lallemand. On s'aperçut vite de la présence d'étrangers et particulièrement d'anciens garibaldiens dans certaines compagnies connues pour leur dévouement à Vuillermoz. Cette découverte fit penser à l'amiral que le maire d'Alger avait préparé un mouvement séditieux. Aussi, désireux de réduire au plus tôt la résistance de la municipalité pour convaincre les chefs arabes du retour à un pouvoir fort, il demanda le rétablissement de l'état de siège dans l'arrondissement d'Alger (3).

Les radicaux se soumirent à cette mesure rigoureuse. Ils ne protestèrent pas davantage lorsque Hélot fut rétabli dans ses fonctions de préfet et que le commissariat central de police, supprimé par Warnier, fut réorganisé. La menace qu'avait fait peser sur Alger la révolte des indigènes dans la Mitradja les rendait circonspects. Et puis, privés de leur chef, depuis le départ d'Alexandre Lambert, les violents se montraient désarmés. Ils essayèrent, une dernière fois, de se réunir à l'Association républicaine, mais des mesures de sécurité ayant été prises, il ne se trouva qu'une cinquantaine d'exaltés pour braver les ordres du Gouvernement. Devant leur impuissance, ils se dispersèrent. Leurs journaux ne vivaient plus qu'avec difficulté.

(1) *Rapport La Sicotière*, p. 129. LAMY, *op. cit.*, p. 105.

(2) Fabre La Maurelle au Ministre de la Marine, 10 avril; de Gueydon à Thiers, 11 avril 1871.

(3) Rapport de Gueydon à Ministre de l'Intérieur, 29 avril 1871. *Arch. Nat.*, F. 80, 1682.

« L'Algérie Française » était vendue par autorité de justice, « La Voix du Peuple » était mise en faillite. L'heure des Jacobins était passée.

L'horreur soulevée par l'exécution des otages et l'incendie des monuments publics de Paris par les « Communeux » achevèrent de discréditer les partisans de la violence. Versailles gagnait la partie et il n'était pas bon de montrer trop d'amitié pour des vaincus. Des hommes comme Vuillermoz, s'ils partageaient les idées des insurgés parisiens, avaient horreur du sang versé (1). Eux qui n'avaient jamais osé se révolter ouvertement, eux qui s'étaient contentés de rhétorique révolutionnaire, invoquant la Terreur et le Salut public sans jamais passer aux actes, reculaient en présence des tueries parisiennes. Ils ne renonçaient pas à leur lutte légale contre l'amiral, ils n'abandonnaient pas leur programme de colonisation, ni leur opposition à toute forme de gouvernement militaire, mais ils renonçaient à l'illégalité.

La Commune d'Alger cessait d'être révolutionnaire.

(1) *Arch. Nat.*, F. 80, 1682. Rapports du Préfet Hélot au Ministre de l'Intérieur, 20 et 27 mai 1871

Conclusion

« L'insuffisance, les faiblesses, les sottises ont perdu la plus belle des situations qui se soient offertes à l'Algérie de rentrer dans la libre administration d'elle-même », écrivait quelques mois après le rétablissement de l'ordre, le radical intransigeant Georges Tillier (1).

De fait, les agitateurs algérois avaient bénéficié d'une situation exceptionnellement favorable. Un gouvernement sans force, confié à des vieillards ou à des gens de bonne volonté, mais sans expérience de la chose publique, une population aigrie par un régime sévère et des calamités publiques, facilitaient les tentatives les plus hardies. Mais Vuillermoz et la plupart de ses amis ne voulaient pas faire une révolution contre la République. Ils désiraient simplement imposer le régime civil, que les Algériens réclamaient depuis près de trente ans, fût-ce par l'illégalité. Sans doute, beaucoup d'entre eux pensaient que la base de la démocratie algérienne devait être la Commune autonome, et, en cela, ils ne différaient guère des révolutionnaires français (2). Sans doute, comme ceux-ci, les défaites militaires et le retard apporté au châtimement des traîtres les poussaient à d'absurdes manifestations contre d'innocents agents du pouvoir central. Mais, la cause première des mouvements incohérents que, pendant six mois, Alger subit, fut le désir de ses coloniaux de s'affranchir de l'administration militaire, dont ils se croyaient sans cesse menacés, afin de coloniser l'Algérie sans tenir compte des indigènes.

L'idée de recourir à la violence n'appartenait qu'à quelques extrémistes, anciens déportés qui n'avaient pas réussi à se créer une situation avantageuse dans la colonie ou bohèmes révolutionnaires. A la fois fiers et algrs de leurs souffrances pour la cause de la liberté, ils demandaient à la République qu'ils avaient contribué à fonder leur récompense, et, ne la recevant pas, ils accusaient volontiers le Gouvernement de pactiser avec

(1) G. TILLIER, *op. cit.*

(2) Voir les Œuvres de Juliet Saint-Laget, Fawtier.

les serviteurs de l'Empire et d'assassiner ainsi le régime. Pour ces gens hantés par la légende révolutionnaire, l'insurrection contre les mauvais hommes d'Etat s'imposait pour faire prévaloir la volonté populaire. De là leurs excitations à la révolte, les articles furieux de leurs journaux ou leurs discours de déments. Mais, dès que le Gouvernement capitulait, leurs troupes, cessant de les suivre, écoutaient les propos modérés de Vuillermoz.

Les conservateurs ont accusé le maire d'Alger d'avoir désiré la Révolution et les radicaux extrémistes lui ont reproché d'être lâche et d'avoir fait échouer leurs projets. Les uns et les autres ont eu tort sans être tout à fait injustes. Adversaire résolu du régime militaire, Vuillermoz employa bien l'émeute pour le renverser. Son but atteint, il s'efforça de maintenir ses amis dans la voie légale, tout en n'osant pas les désapprouver lorsqu'ils en sortaient. Ce chef improvisé avait une propension fâcheuse à suivre ses soldats faute de savoir les retenir. Cela lui valut une réputation de duplicité peu méritée. En fait, il aimait trop la popularité pour entrer en conflit avec les siens, mais dénué d'ambition et d'esprit d'aventure, il ne pouvait pas guider des révoltés. C'est sans doute cette timidité qui empêcha le mouvement révolutionnaire d'aller plus loin. On peut croire qu'à sa place, un Alexandre Lambert aurait osé, mais il aurait aussi causé de bien plus graves dommages à la colonie, sinon réalisé une révolution impossible.

On ne fait pas en effet une révolution dans une colonie, on ne le peut pas ; tout mouvement insurrectionnel tourne fatalement à la sécession. La volonté d'Alger n'avait aucune influence sur les actes du Gouvernement de la Métropole, mais celle-ci exerçait encore son autorité sur l'Algérie. Pour y échapper, même affaiblie, il eût fallu fonder une République algérienne indépendante, ce que les circonstances ne permettaient pas. Pays neuf, sans capitaux, sans équipement et sans industrie, cherchant encore quelles cultures étaient susceptibles de donner un rendement avantageux, l'Algérie ne pouvait pas se suffire. Il lui fallait une Métropole pour avancer les fonds qui lui manquaient et acheter les produits qu'elle ne consommait pas elle-même. Si l'économie algérienne rendait une scission impossible, sa situation démographique lui interdisait encore plus toute idée d'indépendance. Une population européenne de 260.000 âmes ne pouvait pas prétendre dominer plus de deux millions d'indigènes, sans l'aide de l'armée. Ç'eût été abandonner les

colons de l'intérieur du pays au massacre. Qu'un instant les radicaux obnubilés par leur idéologie aient pu s'arrêter à cette chimère, montre leur étonnante absence de sens des réalités.

C'est ce que leur apprend l'insurrection kabyle. Le massacre des colons de Palestro et de la Mitidja constituait une leçon douloureuse, mais lourde de sens. On ne peut pas déterminer jusqu'à quel point l'agitation continuelle des grandes villes contribua à ruiner le crédit des représentants français auprès des grands chefs arabes, mais ce spectacle était bien fait pour les inciter à la révolte. Né des défaites françaises et de l'absence d'armée, le soulèvement kabyle aurait peut-être été évité si la population civile s'était montrée plus prudente dans ses propos envers les indigènes qu'elle menaçait en pleine guerre du « cantonnement », et moins turbulente dans ses actions. Il servit, du moins, à la ramener à la compréhension de l'ordre.

Au fond, ces libéraux, exaspérés par vingt ans de domination militaire, avaient été grisés par la liberté reconquise. Leur passé d'opposants irréductibles les avait habitués à détester non seulement l'autorité impériale, mais toute autorité quelle qu'elle fût.

Par malheur, ils purent imposer cette anarchie de fait qu'ils appelaient démocratie et les féodaux indigènes, devant la faiblesse de l'Etat, que soulignaient cruellement ces mouvements incohérents, crurent que le temps de la libération était venu, et ils entreprirent la guerre sainte.

Certes, les radicaux algériens n'avaient pas voulu cela, mais ils avaient eu le tort de méconnaître l'existence de la population indigène, de croire que la politique à Alger pouvait être identique à celle de Paris, de Lyon et de Marseille. Pour avoir ignoré la réalité coloniale, ils n'accomplirent que des actions vaines ou néfastes. C'est une leçon qu'il ne faudrait peut-être pas dédaigner de nos jours.

Vu le 7 Janvier 1936.

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives Nationales. — La sous série F 80 ne contient que quelques documents se rapportant à l'Algérie pendant la guerre de 1870-71.

Les dossiers 1681 et 1682 renferment des copies de télégrammes adressés au gouvernement de la Défense Nationale par les autorités ou les groupements révolutionnaires algériens, certaines lettres particulières et quelques rapports officiels concernant l'agitation d'Alger.

Archives du Gouvernement de l'Algérie. — Il n'y a rien sur le mouvement lui-même, mais on trouvera d'utiles renseignements sur l'opposition républicaine à la fin de l'Empire dans la correspondance de Mac Mahon et du Baron Durieu (série EE) et sur la résistance au gouverneur général de Gueydon (papiers de l'amiral de Gueydon).

TEXTES IMPRIMÉS

Bulletin Officiel du Gouvernement Général de l'Algérie (1870-71).

Moniteur de l'Algérie (1870-1871).

L. de la Sicotière. — Rapport fait au nom de la Commission d'Enquête sur les Actes du Gouvernement de la Défense Nationale en Algérie; Versailles, 1875, 2 volumes in-4°.

Assemblée Nationale. — Enquête parlementaire. Actes du Gouvernement de la Défense Nationale du 4 Septembre 1870 au 8 Février 1871. — Paris, 1876. Tome III.

Ces deux ouvrages sont capitaux pour l'étude de la Commune d'Alger en raison des nombreux témoignages et de l'abondance des documents qu'ils reproduisent. Le rapport rédigé dans un esprit nettement hostile à la municipalité Vuillermoz et aux radicaux algériens, doit être utilisé avec une extrême prudence. Les pièces du recueil de documents publié chez Juillet Saint Laget par le Conseil Municipal d'Alger sont reproduites également dans les pièces justificatives.

OUVRAGES

Il n'existe aucun ouvrage sur cette question, rares même sont ceux qui nous renseignent sur certaines phases de ce mouvement ou sur ses acteurs. *L'Histoire de l'Afrique du Nord*, de M. Ch. JULIEN (Paris, 1931, in-8°), consacre quelques pages au mouvement communaliste. On peut utiliser aussi *l'Histoire de l'Algérie*, de GSELL, MARÇAIS et YVER (Paris, 1927, in-8°), la thèse de MALLARMÉ, « *L'Organisation Gouvernementale de l'Algérie* » (Paris, 1900, in-8°). Les biographies de FAUCON; *Le Livre d'or de l'Algérie I*, Paris, 1889 et Cat. : *biographies algériennes*, Alger (s. d.) donnent des renseignements sur la vie de quelques personnages ayant participé au mouvement.

Sur l'origine du courant démocratique hostile au régime militaire en Algérie :

DOCTEUR BODICHON. — *Considérations sur l'Algérie*, Paris, 1845, in-8°.

Ch. A. JULLIEN. — *Le conflit entre les généraux et les préfets sous la II^e République*, Rennes, 1926, in-8°.

DOCTEUR LIAUTAUD. — *La République de 1848 en Algérie*, Alger, 1873, in-12.

Sur l'opposition à la fin de l'Empire on consultera :

Clément DUVERNOIS. — *L'Algérie, ce qu'elle est et ce qu'elle doit être*, Paris, 1858, in-12.

ETOURNEAU. — *L'Algérie faisant appel à la France*, Paris, 1867, in-8°.

Jules FAVRE. — *La question algérienne*, Paris, 1870, in-18.

J.-G. BÉZY. — *La vérité sur le régime militaire en Algérie*, Alger, 1870, in-8°.

DOCTEUR A. WARNIER. — *Cahiers algériens. Session législative de 1870*, Alger, 1870, in-8°.

L'ouvrage de l'Abbé BURZET, *Histoire des désastres de l'Algérie*, Alger, 1869, in-8°, donne d'utiles renseignements sur les calamités qu'éprouva l'Algérie à la fin de l'Empire.

Sur le Mouvement Communaliste :

DOCTEUR MAURIN. — *L'humoriste (1870-1871). Les cents jours de l'Algérie*, Alger, 1871, in-8°. Recueil d'articles écrits par un démocrate modéré hostile à la Municipalité radicale.

M.-A. LAMY. — *Recueil de souvenirs moraux et religieux d'un vieux soldat à ses petits enfants*. Paris, 1873, 2 vol. in-8°. Catholique regrettant l'Empire Lamy, qui fut lui-même destitué de son emploi municipal par la Commune d'Alger, représente ses membres comme de dangereux révolutionnaires et a tendance à décrire leurs actions sous l'aspect le plus sombre.

Georges TILLIER. — *La coterie Vuillermoz*, Alger, 1871, in-8°. Radical extrême, il critique âprement les hésitations de la Commune qui ont empêché de réaliser la révolution démocratique à Alger.

Sur les hésitations du Gouvernement de la Défense Nationale à la recherche d'un Gouverneur et sur ses actes :

A. CRÉMIEUX. — *Réfutation de M. du Bouzet*, Paris, 1871, in-8°.

Du même. — *Gouvernement de la Défense Nationale. Compte rendu des actes de la délégation à Tours et à Bordeaux*, Tours, 1871, in-8°.

A. GLAIS-BIZOIN. — *Dictature de 5 mois pour servir à l'histoire du Gouvernement de la Défense Nationale de Tours et de Bordeaux*, Paris, 1873, in-18.

Sur l'arrivée de l'Amiral de Gueydon et les résistances des municipalités :

L. DOMINIQUE. — *Un Gouverneur Général de l'Algérie : L'Amiral de Gueydon*, Alger, 1908, in-4°.

JOURNAUX

« *L'Akhbar* » et le « *Moniteur de l'Algérie* », représentent l'opinion conservatrice et catholique, hostile au mouvement communaliste. « *La Solidarité* » et l'« *Algérie Française* » défendent les thèses des partisans de Vuillermoz.

Il n'existe malheureusement plus d'exemplaire du « *Colon* », journal des extrémistes dont on trouvera de nombreuses citations dans le rapport de la SICOTIÈRE et dans les ouvrages de MAURIN et LAMY.

« *L'Echo d'Oran* » et « *l'Indépendant de Constantine* », donnent parfois des renseignements intéressants, ou reproduisent des articles des autres journaux d'Alger.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Algérie à la fin de l'Empire</i>	3
I. Les régimes algériens sous l'Empire	3
II. La population algérienne	7
III. La réforme algérienne	11
IV. La crise économique	15
V. La situation au quatre septembre	16
CHAPITRE II. — <i>La Révolution de Septembre</i>	19
I. Alger	19
II. L'organisation des Républicains	21
III. Les concessions du Gouvernement	24
IV. Le Comité de Défense	29
V. Les élections	31
CHAPITRE III. — <i>La fin du régime militaire</i>	33
I. L'antimilitarisme s'accroît	33
II. A la recherche d'un Gouverneur	36
III. L'émeute victorieuse	38
CHAPITRE IV. — <i>Le mouvement communaliste</i>	45
I. L'expulsion des fonctionnaires	45
II. Conflits avec l'Amiral	48
III. L'anarchie algérienne	52
IV. La Commune d'Alger à la tête de l'Algérie	55
V. Le refus du Gouvernement	59
CHAPITRE V. — <i>Le Gouvernement du Commissaire du Bouzet</i>	63
I. Le Commissaire	63
II. L'administration de Vuillermoz	65
III. Le premier conflit	69
CHAPITRE VI. — <i>La seconde tentative communaliste</i>	75
I. La campagne radicale contre du Bouzet	75
II. Le conflit	77
III. La Municipalité d'Alger proclamée Conseil algérien	81
IV. La victoire de la Municipalité	84
CHAPITRE VII. — <i>La fin du mouvement révolutionnaire</i>	87
I. La guerre à outrance	87
II. Alexis Lambert	91
III. La dernière tentative des extrémistes	93
IV. Le rétablissement de l'autorité	96
Conclusion	101
BIBLIOGRAPHIE	105

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abd-el-Kader, p. 24.
Alger, p. 1, 3, 4, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 26, 29, 30, 31, 34, 39, 41, 43, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 72, 75, 78, 81, 84, 86, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103.
Alphandéry, p. 27.
Andrieu, p. 39, 89.
Assemblée Nationale, p. 1, 38, 87, 89.
Association républicaine d'Alger, p. 22, 24, 56, 57, 61, 64, 66, 70, 76, 79, 80, 87, 89, 90, 95, 97, 98.
Aurelle de Paladines (Général d'), p. 34

B

Basset, p. 22.
Bazaine, p. 50.
Bertholon, p. 13, 26, 67.
Bône, p. 59, 91.
Bonaparte, p. 30, 52, 89.
Bouzet (Du), p. 63, 64, 65, 68, 69, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 91, 92, 93, 95.
Bordeaux, p. 81, 87, 91.
Brettenbach, p. 45.
Bru, p. 32, 78.
Brunet, p. 20, 46, 50.

C

Calvinhac, p. 89.
Challemel-Lacour, p. 38.
Chasseloup-Laubat (De), p. 4.
Cluseret, p. 36.
Cohen-Solal, p. 68, 85.
Colas, p. 89.
Compiègne, p. 6.
Commune de Paris, p. 90, 94.
Considérant, p. 22.
Constantine, p. 13, 14, 17, 52, 54, 56, 58, 59, 60, 63, 73.

Crémieux, p. 4, 35, 36, 37, 38, 41, 54, 63, 64, 66, 68, 70, 71, 72, 76, 78, 80, 82, 85, 86.
Crispo, p. 88, 89.

D

Didier (Henri), p. 37, 38, 47, 53, 55, 57.
Doineau (Capitaine), p. 11.
Douéra, p. 26.
Dru, p. 27.
Dufraisse (Marc), p. 37, 55.
Dupré de Saint-Maur, p. 8.
Durieu (Général), p. 14, 19, 23, 25, 26, 28, 30, 31, 34, 36, 37, 38, 39, 40.
Duvernois (Clément), p. 10, 11.

E

Esquiros, p. 29, 54.

F

Fabre La Maurelle, p. 42, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 92, 96.
Favre (Jules), p. 12, 13.
Fénelon (Général de), p. 34, 35.
Finiel, p. 68.
Flasselière, p. 22, 45, 46, 58, 95.
Fourichon (Amiral), p. 50.
Fourier, p. 22.

G

Gambetta, p. 25, 26, 35, 42, 56, 57, 81, 87.
Garibaldi (Guiseppe), p. 34, 85, 87, 88, 90.
Garibaldi (Menotti), p. 95.
Gastu, p. 31, 32, 51, 78, 86.
Gent, p. 53, 54.
Glais-Bizoin, p. 37.
Grévy (Jules), p. 37.
Griess, p. 22.
Gueydon (Vice-Amiral de), p. 96.

H

Hélot, p. 40, 71, 75, 78, 93, 94, 95, 98.

I

Internationale (L'), p. 22.

J

Jérôme Napoléon, p. 4.
Jésuites, p. 76, 78.
Joly (d'Alger), p. 13, 26.
Joly (de Constantine), p. 56.
Jourdan (Charles), p. 20, 22, 24, 28.
Jourdan (Camille), p. 37.
Juillet Saint-Laget, p. 20, 28.

K

Kabylie, p. 3, 84, 93.
Kanoui (David), p. 85.

L

Lagouth, p. 50, 69, 75.
Lallemand (Général), p. 37, 54, 55, 60, 61, 84, 89, 92, 96, 98.
Lambert (Alexandre), p. 22, 49, 52, 70, 75, 79, 81, 83, 89, 90, 98, 102.
Lambert (Alexis), p. 60, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97.
Lamy, p. 68.
Lavigerie (Mgr), p. 67, 68.
Le Batteux, p. 72, 86.
Le Hon (Comte L.), p. 12, 13.
Lelièvre, p. 20, 22.
Lelong, p. 68.
Le Myre de Vilers, p. 23.
Lichtlin (Général), p. 41, 42, 48, 50, 52.
Ligue du Midi, p. 29, 31, 56, 65.
Lormand, p. 32, 46, 66, 75, 86, 89.
Louis Philippe 1^{er}, p. 1.
Lucet, p. 59.
Lyon, p. 28, 38, 39, 60, 103.

M

Mao-Mahon (Maréchal de), p. 5, 13, 16, 18.
Majorel, p. 22.
Marchal, p. 34.

Marseille, p. 28, 31, 53, 60, 94, 103.
Mascara, p. 23.
Maurin (Dr A.), p. 35.
Médéa, p. 57.
Metz, p. 50.
Millana, p. 94.
Mitidja, p. 96, 98, 103.
Mongellias, p. 67.
Mostaganem, p. 91.
Mustapha, p. 32, 66.

N

Napoléon III, p. 3, 4, 12.
Noetinger, p. 79, 80.

O

Oran, p. 14, 16, 23, 38, 40, 52, 53, 54, 56, 60, 63, 64, 73, 91.
Orléansville, p. 53.

P

Palestro, p. 103.
Paris, p. 13, 20, 38, 57, 81, 95, 99, 103.
Peigné-Crémieux, p. 71.
Pélissier (Maréchal), p. 5.
Pélissier (Calixte), p. 47, 71.
Pérennes, p. 22.
Philippeville, p. 56, 58.
Pierrey, p. 50, 51, 69.
Proudhon, p. 22.

R

Ranc, p. 67.
Randon (Maréchal), p. 12.
Reischoffen, p. 16.
Roby, p. 27.
Rouher, p. 12.

S

Sand (George), p. 22.
Savy, p. 77.
Sedan, p. 16, 19, 34.
Sétif, p. 53.

T

Testu, p. 37.
Thiers, p. 96.

Thuillier (Emile), p. 21, 26, 27, 29, 56,
57, 81, 97.

Tillier (Georges), p. 20, 28, 101.

Tours, p. 27, 30, 31, 32, 36, 38, 42, 46,
52, 53, 54, 55, 58, 59, 60, 61, 65, 70,
71, 72.

Trochu (Général), p. 39.

Trolard, p. 27, 32.

V

Versailles, p. 94, 96, 98, 99.

Vialar (Baron de), p. 8.

Viguier, p. 37, 63.

Vinet, p. 56.

Vuillermoz (Romuald), p. 20, 25, 27, 28,
31, 32, 41, 42, 46, 47, 48, 49, 50, 51,
52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62,

63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 73, 75, 76,
77, 78, 79, 80, 82, 84, 85, 86, 92, 93,
94, 95, 97, 98, 99, 101, 102.

W

Walsin-Esterhazy (Général), p. 38, 39,
47, 49, 63, 64, 75, 79, 98.

Warnier (D^r A.), p. 12, 13, 23, 24, 25,
26, 28, 29, 31, 36, 40, 41, 42, 45, 46,
47, 48, 49, 59, 65, 69, 79, 85, 94, 98.

Wissembourg, p. 16.

Woerth, p. 16.

Y

Yusuf (Général), p. 46.

